OC'TÉHA
à Rodez :
Carrefour de l'Agriculture
12026 Rodez Cédex 9
Tel: 05 65 73 65 76
à Mende :
1 rue Notre-Damme
48000 Mende
Tel: 04 66 31 13 33
à Limoux :
68 rue de la mairie
11300 Limoux
Tél.: 09 61 66 92 65

PREFECTURE DU CANTAL
COMMUNAUTE DE COMMUNES :

CERE ET GOUL EN CARLADES

P.L.U.i

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL



ELABORATION

Arrêté le :

9 juillet 2019

Approuvé le :

25 février 2020

Exécutoire le :

Modifications - Révisions - Mises à jour

VISA
Date : 26 février 2020

Le Président,
Michel ALBISSON

Documents administratifs

1.1

COMMUNAUTE DE COMMUNES
CERE ET GOUL EN CARLADES
Place du Carladès
15800 VIC-SUR-CERE
Tél. : 04.71.47.89.00

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE N°104-2015

Date de convocation: 07 décembre 2015

Date d'affichage : 07 décembre 2015

Nombres de délégués
En exercice : 28
Présents : 22
Votants : 22

VOTE : 22
Pour : 22
Contre : 0
Abstention : 0

Le 17 décembre 2015 à 20h, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis en session ordinaire à la salle d'Honneur de la Mairie de Vic sur Cère, conformément aux articles L.5211-1, L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : Mesdames Josette VARET, Marie Noëlle MOULIER, Linda BENARD, Dominique BRU, Gaby VACHON, Michèle COURBEBAISSE, Anny PECHAUD, Messieurs Jean VERDIER, Jean-Baptiste BRUNHES, Claude PRUNET, Denis ARNAL, Michel AMOUROUX, Michel ALBISSON, Christian GREGOIR, Michel BESOMBES, Jean Pierre FEL, Patrick VIAUD, Philippe MOURGUES, Jean Claude COUTEL, André JAULHAC, Christophe HUGON Géraud MAURS.

Excusés : Mesdames Lucienne NUMITOR, Elisabeth RISPAL, Messieurs Dominique JULHE, Jean-Louis ROBERT, Matthieu LOURS

Absents : Sébastien COLLET

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance Madame Dominique BRU.

OBJET : Prescription de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-6 et suivants et L.300-2
Vu l'arrêté préfectoral n°2015-1592 du 14 décembre 2015 autorisant l'extension des compétences de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès à l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal ;
Vu l'élaboration en cours du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Chataigneraie et ses orientations ;

Monsieur le Président de la communauté de communes rappelle les raisons de la nécessité de l'élaboration d'un PLUi.

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20151217-104-2015-DE
Date de télétransmission : 21/12/2015
Date de réception préfecture : 21/12/2015

Au-delà des objectifs réglementaires, les objectifs poursuivis sont les suivants :

1- Au regard de l'aménagement et de l'attractivité du territoire

- Définir les besoins du territoire sur les 11 communes le composant ;
- Développer un projet cohérent et partagé respectueux de l'identité rurale du territoire ;
- Préserver et valoriser les ressources naturelles et patrimoniales du territoire en lien avec le potentiel touristique du territoire ;
- Soutenir les activités agricoles ;
- Anticiper les besoins en matière de vieillissement de la population ;
- Conduire une politique d'attractivité qui s'appuie sur la richesse environnementale et la qualité de vie dans le cadre d'une communauté de communes en milieu rural.

2- Au regard des documents d'urbanisme communaux existants

- Se doter d'un document unique, prospectif et stratégique pour l'ensemble du territoire ;
- Permettre la continuité de l'application pleine et entière des documents d'urbanisme existants à l'échelle des communes qui en sont dotées jusqu'à la mise en application du PLUi ;
- Réaliser des économies d'échelles bénéfiques aux communes et à la communauté de communes intégrant le Programme Local de l'Habitat

3- Au regard des besoins de la population

- Promouvoir et favoriser les modes d'habitat et d'élaboration de logements dans une perspective de rationalisation de la consommation des espaces et de qualité des paysages ;
- Favoriser le renouvellement des populations du territoire en créant des conditions favorables à l'accueil et notamment en développant les services dédiés à de nouvelles populations notamment jeunes actifs.... ;
- Intégrer le Programme Local de l'Habitat dans le PLUi afin de faciliter la mise en application et la synergie entre les politiques publiques portées par la Communauté de communes ;
- Anticiper le vieillissement de la population par le biais d'une politique de l'habitat et d'équipements adaptés qui favorisera le maintien à domicile et une meilleure accessibilité aux services de la santé.

4- Au regard du Schéma de Cohérence Territorial

- Prendre en considération et décliner les orientations et objectifs du SCoT sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes et dans un but d'attractivité territorial et d'économie foncière.

Monsieur le Président propose les modalités de concertation suivantes :

Certifié exécutoire

Transmis en Préfecture, le

Publiée et notifiée le

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20151217-104-2015-DE
Date de télétransmission : 21/12/2015
Date de réception préfecture : 21/12/2015

1- A chaque étape de l'élaboration du PLUi, une concertation sera organisée avec toutes les communes du territoire qui délibéreront pour exprimer leur avis. Une réunion sera organisée avec toutes les communes du territoire.

2- La population du territoire sera associée à l'élaboration du PLUi, a minima 3 réunions publiques devront être organisées.

3- Les médias locaux et d'autres moyens de communication permettront d'associer la population et informer de l'avancée du projet (presse locale, lettre intercommunale, site Internet de la Communauté de communes).

4- La mise à disposition au public, au siège de la Communauté de communes, du porter à connaissance de l'Etat (accès aux heures d'ouverture des bureaux au public).

5- Des registres seront mis à la disposition du public au siège de l'EPCI et au siège de chaque commune du territoire (accès aux heures d'ouverture des mairies et de la communauté de communes au public).

6- Toute observation pourra également être transmise au siège de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès - Place du Carladès - 15800 VIC SUR CERE.

Ouï cet exposé et après en avoir débattu et délibéré, le conseil communautaire :

- **DECIDE** à l'unanimité de prescrire l'élaboration d'un PLUi ;
- **DIT** que l'élaboration porte sur l'intégralité du territoire de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès, conformément à l'article L 123.1-II du code de l'urbanisme ;
- **APPROUVE** les objectifs poursuivis tels que définis ci-dessus ;
- **APPROUVE** les modalités de la concertation telles que définies ci-dessus ;
- **DEMANDE**, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de l'Etat soient mis à disposition gratuitement tout au long de la procédure d'élaboration du PLUi, et puissent apporter conseil et assistance à la communauté de communes notamment pour la réalisation d'un cahier des charges ;
- **DONNE** délégation à Monsieur le Président pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration du PLUi ;
- **SOLLICITE** l'État pour qu'une dotation soit allouée à la Communauté de communes pour couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du PLUi conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme ;
- **DIT** que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au prochain budget ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à réaliser toute démarche, initiative, procédure, formalités nécessaires à la mise en application de la présente délibération.

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :
- au Préfet,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20151217-104-2015-DE
Date de télétransmission : 21/12/2015
Date de réception préfecture : 21/12/2015

- au Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat (PLH),
- au Président de l'établissement public compétent en matière d'organisation des transports urbains.

Conformément aux articles R.123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

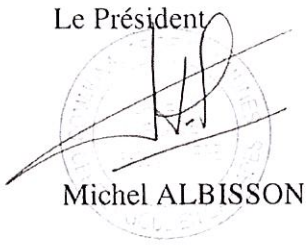
- Affichage au siège de la Communauté de communes, ainsi que dans toutes les mairies membres de la communauté de communes, pendant un (1) mois,
- Mention de ces affichages insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Au registre sont les signatures

Fait à Vic sur Cère, le 18 décembre 2015

Le Président



Michel ALBISSON

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20151217-104-2015-DE
Date de télétransmission : 21/12/2015
Date de réception préfecture : 21/12/2015

COMMUNAUTE DE COMMUNES
CERE ET GOUL EN CARLADES
Place du Carladès
15800 VIC-SUR-CERE
Tél. : 04.71.47.89.00
Fax : 04.71.47.89.01

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N°127-2016

Date de convocation:
09 décembre 2016

Date d'affichage :
09 décembre 2016

Nombres de délégués
En exercice : 28
Présents : 18
Votants : 18

Le 20 décembre 2016 à 20h00, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis en session ordinaire dans la salle d'Honneur de la Mairie de Vic-sur-Cère, conformément aux articles L.5211-1, L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : Mmes Josette VARET, Marie Noëlle MOULIER, Linda BENARD, Dominique BRU, Michèle COURBEBAISSE, Mrs Jean VERDIER, Jean-Baptiste BRUNHES, Jean Louis ROBERT, Denis ARNAL, Michel AMOUROUX, Michel ALBISSON, Christian GREGOIR, Michel BESOMBES, Jean-Pierre FEL, Patrick VIAUD, Philippe MOURGUES, André JAULHAC, COURBEYROTTE Claude *(suppléant de M. Dominique JULHE).*

Excusés : Mrs Claude PRUNET, Christophe HUGON, Matthieu LOURS. Dominique JULHE, Lucienne NUMITOR, Gaby VACHON, Jean Claude COUTEL, Elisabeth RIPAL,Géraud MAURS, Anny PECHAUD.

Absent : Mr Sébastien COLLET.

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance Monsieur Jean-Pierre FEL.

OBJET : Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) – Adoption du cahier des charges et lancement de la consultation

-Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.211-1 et R.211-1 et suivants;

-Vu la délibération de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès n°77-2015 du 24 septembre 2015 portant sur la prise de compétence PLU et l'ensemble des délibérations des Conseils Municipaux approuvant ce changement des statuts de la Communauté;

-Vu l'arrêté préfectoral n°2015-1592 du 14 décembre 2015 modifiant les statuts de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès;

-Vu la délibération de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès n°104-2015 du 17 décembre 2015 relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal;

Monsieur le Président rappelle au conseil que l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal avait été engagé.
Afin de procéder au lancement de la consultation, il est demandé au Conseil d'adopter le cahier des charges, élaboré en collaboration avec les services de la Direction Départementale des Territoires.
La question d'engager la démarche d'un Plan Local d'Habitat (PLH) se pose au regard des arguments développés ci-dessous :

- dans un contexte de fusion potentielle avec la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, la Communauté de communes avait souhaité harmoniser sa démarche avec cette dernière ; la fusion n'ayant pas eu lien, la question PLH peut être remise en cause ;

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20161220-127-2016-DE
Date de télétransmission : 03/01/2017
Date de réception préfecture : 03/01/2017

- au cours de la rencontre du 29 novembre entre les maires du territoire en présence des services de la DDT, il a été admis que l'échelle de la communauté de communes ne rendait pas cette réflexion PLH opportune.

Monsieur le Président invite le conseil communautaire à se prononcer sur ces propositions.

Le Conseil communautaire ouï cet exposé et après avoir délibéré :

DECIDE à l'unanimité d'adopter le cahier des charges et d'engager la consultation pour le lancement du programme d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

DECIDE de ne pas lancer la démarche PLH dans le cadre de l'élaboration du PLUi ;

AUTORISE Monsieur le Président à procéder à toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires pour la mise en oeuvre de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits
Au registre sont les signatures

Fait à Vic-sur-Cère, le 21 décembre 2016.

Le Président

Michel ALBISSON

Certifié exécutoire

transmis en Préfecture

Publiée et notifiée le

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20161220-127-2016-DE
Date de télétransmission : 03/01/2017
Date de réception préfecture : 03/01/2017

2.1

COMMUNAUTE DE COMMUNES
CERE ET GOUL EN CARLADES
Place du Carladès
15800 VIC-SUR-CERE
Tél. : 04.71.47.89.00
Fax : 04.71.47.89.01

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N°072-2017

Date de convocation: 21 août 2017

Date d'affichage : 21 août 2017

Nombres de délégués
En exercice : 28
Présents : 22
Votants : 22

Le 06 septembre 2017 à 20h, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Cros de Ronesque, conformément aux articles L.5211-1, L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Étaient **présents** : Mmes Josette VARET, Linda BENARD, Dominique BRU, Lucienne NUMITOR, Élisabeth RISPAL, Michèle COURBEBAISSE, Anny PECHAUD, Mrs Benoît JULHES *(suppléant de Jean Verdier)* Jean-Baptiste BRUNHES, Dominique JULHE, Claude PRUNET, Jean Louis ROBERT, Denis ARNAL, Michel AMOUROUX, Michel ALBISSON, Christian GREGOIR, Michel BESOMBES, Jean-Pierre FEL, Patrick VIAUD, Philippe MOURGUES, André JAULHAC, Géraud MAURS

Excusés : Mmes Marie Noëlle MOULIER, Gaby VACHON, Mrs Jean Claude COUTEL, Christophe HUGON, Matthieu LOURS

Absent : Mr Sébastien COLLET.

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance Monsieur Michel BESOMBES

OBJET : ARRÊT DES MODALITÉS DE COLLABORATION ENTRE LES COMMUNES ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU PLUI

Le Président rappelle que la loi ALUR du 24 mars 2014 a renforcé les dispositions réglementaires afin de garantir une bonne collaboration (et non plus concertation) entre la communauté de communes et ses communes membres.

Ainsi, selon les dispositions de l'article L.153-8 du Code de l'Urbanisme, il revient au conseil communautaire de définir ces modalités de collaboration, après qu'une conférence intercommunale des maires se soit réunie pour débattre du sujet.

Le Président indique à l'assemblée que la conférence intercommunale regroupant les maires des communes membres de la communauté de communes s'est réunie le 29 novembre 2016. Cette dernière s'est prononcée favorablement sur les modalités de collaboration proposées, et n'a formulé aucune observation.

Il est proposé au conseil communautaire d'arrêter les modalités de collaboration entre les communes et la communauté de communes tel que présenté ci-après.

« *-L'élaboration du PLUi se fait selon une méthode de collaboration poussée avec toutes les communes qui assurera la représentation des élus communautaires et communaux. Cette règle du jeu doit être construite sur l'année 2016- 2017,*

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20170906-072-2017-DE
Date de télétransmission : 12/09/2017
Date de réception préfecture : 12/09/2017

le Conseil communautaire restant le lieu d'arbitrage pour la formalisation de la trame réglementaire et des zonages du PLUi.

-chaque commune désigne 2 élus, membres ou non du Conseil communautaire qui sont en charge de suivre les travaux d'élaboration du PLUi et qui siègeront dans le Comité de Pilotage PLUi.
-les élus et les techniciens auront une place pleine et entière dans l'élaboration du PLUi, en particulier pour la définition des zonages et des règlements mutualisés associés, dans la mesure où ces derniers doivent être réalisés à partir de la connaissance fine de l'histoire et des situations des terrains dont les communes sont les plus à même d'en apprécier les enjeux locaux.

-la collaboration entre la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès et les communes est organisée selon des méthodes spécifiques et adaptées aux diverses phases d'élaboration du PLUi. En particulier, la méthode de travail avec les communes doit être différente pour les phases, d'une part, du Diagnostic et du PADD, et d'autre part, du Règlement et du zonage. Il est en effet nécessaire que ces dernières phases soient réalisées à partir de groupes de travail, thématiques et/ou géographiques plus restreints avec une configuration adaptée.

-Des réunions thématiques seront organisées en fonction des sujets à traiter, basées autant que possible sur les différentes commissions existantes au jour du présent document. Le Comité de pilotage sera le lieu de travail privilégié pour l'élaboration du PLUi.

- Ces instances seront présidées par le Président et en son absence par un des vice-présidents de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès. Néanmoins, en fonction des sujets, la présidence des réunions pourra être confiée à un autre élu.

- Lors du PADD et avant l'arrêt du PLUi, une présentation sera faite en séance plénière des élus communaux et/ou devant chaque conseil qui en fera la demande.

-En cas de désaccord sur le projet de PLUi arrêté exprimé par une commune, le Conseil communautaire devra organiser un nouveau débat. »

Le Conseil communautaire ouï cet exposé et après avoir délibéré :

- **DECIDE** à l'unanimité de voter cette proposition ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président à procéder à toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Au registre sont les signatures

Fait à Vic-sur-Cère, le 12 septembre 2017

Le Président,

Michel ALBISSON

Certifié exécutoire

transmis en Préfecture
12.09.2017
Publiée et notifiée le
12.09.2017

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20170906-072-2017-DE
Date de télétransmission : 12/09/2017
Date de réception préfecture : 12/09/2017

2.1

COMMUNAUTE DE COMMUNES
CERE ET GOUL EN CARLADES
Place du Carladès
15800 VIC-SUR-CERE
Tél. : 04.71.47.89.00
Fax : 04.71.47.89.01

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N°071-2017

Date de convocation: 21 août 2017

Date d'affichage : 21 août 2017

Nombres de délégués
En exercice : 28
Présents : 22
Votants : 22

Le 06 septembre 2017 à 20h, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Cros de Ronesque, conformément aux articles L.5211-1, L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Étaient **présents** : Mmes Josette VARET, Linda BENARD, Dominique BRU, Lucienne NUMITOR, Élisabeth RISPAL, Michèle COURBEBAISSE, Anny PECHAUD, Mrs Benoît JULHES *(suppléant de Jean Verdier)* Jean-Baptiste BRUNHES, Dominique JULHE, Claude PRUNET, Jean Louis ROBERT, Denis ARNAL, Michel AMOUROUX, Michel ALBISSON, Christian GREGOIR, Michel BESOMBES, Jean-Pierre FEL, Patrick VIAUD, Philippe MOURGUES, André JAULHAC, Géraud MAURS

Excusés : Mmes Marie Noëlle MOULIER, Gaby VACHON, Mrs Jean Claude COUTEL, Christophe HUGON, Matthieu LOURS

Absent : Mr Sébastien COLLET.

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance Monsieur Michel BESOMBES

OBJET : MISE EN ŒUVRE DE LA MODERNISATION DU CONTENU DU PLUI

En application des dispositions transitoires relatives aux plui prévues par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015

Considérant que la procédure d'élaboration du PLUi est antérieure au 1er janvier 2016, date d'entrée en vigueur du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 susvisé;

Considérant que le PLUi a tout intérêt à se saisir du droit d'option prévu par le décret susvisé, qui permet de bénéficier des nouvelles dispositions du code de l'urbanisme et notamment de ses articles R.151-1 à R.151-55 , en lieu et place des anciens articles R.123-1 à R.123-14.

Il est soumis au Conseil communautaire d'appliquer le droit d'option donné par l'ordonnance et le décret susvisés, et donc pour l'élaboration du PLUi, d'appliquer l'ensemble des articles R.151-1 à R151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016.

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20170906-071-2017-DE
Date de télétransmission : 12/09/2017
Date de réception préfecture : 12/09/2017

Le Conseil communautaire ouï cet exposé et après avoir délibéré :

DECIDE à l'unanimité de voter cette proposition ;

AUTORISE Monsieur le Président à procéder à toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Au registre sont les signatures

Fait à Vic-sur-Cère, le 12 septembre 2017

Le Président,



Michel ALBISSON

Certifié exécutoire

transmis en Préfecture
12.09.2017
Publiée et notifiée le
12.09.2017

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20170906-071-2017-DE
Date de télétransmission : 12/09/2017
Date de réception préfecture : 12/09/2017

COMMUNAUTE DE COMMUNES
CERE ET GOUL EN CARLADES
Place du Carladès
15800 VIC-SUR-CERE
Tél. : 04.71.47.89.00
Fax : 04.71.47.89.01

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N°005-2019

Date de convocation : 04 février 2019

Date d'affichage : 04 février 2019

Nombres de délégués
En exercice : 28
Présents : 19
Votants : 19

Le 11 février 2019 à 20h00, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis en session ordinaire dans la salle d'Honneur de la Mairie de Vic sur Cère conformément aux articles L.5211-1, L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : Mmes Josette VARET, Marie Noëlle MOULIER, Dominique BRU, Lucienne NUMITOR, Thérèse VIDALENC, Michèle COURBEBAISSE, Mrs Jean VERDIER, Jean Baptiste BRUNHES, Dominique JULHE, Jean Louis ROBERT, Denis ARNAL, Christian GREGOIR, Michel BESOMBES, Jean-Pierre FEL, Patrick VIAUD, Philippe MOURGUES, Jean Claude COUTEL, André JAULHAC, Géraud MAURS

Excusés : Mme Linda BENARD, Elisabeth RISPAL, Anny PECHAUD, Mrs Claude PRUNET, Michel AMOUROUX, Michel ALBISSON, Christophe HUGON, Matthieu LOURS,

Absent : Mr Sébastien COLLET.

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance Monsieur Jean Pierre FEL

OBJET : ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES : DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD).

Madame la Vice-Présidente rappelle en préambule que le PLUi a été prescrit le 17 décembre 2015. Cette première élaboration devra conforter les objectifs suivants :

1- Au regard de l'aménagement et de l'attractivité du territoire
   - Définir les besoins du territoire sur les onze communes le composant ;
   - Développer un projet cohérent et partagé respectueux de l'identité rurale du territoire ;
   - Préserver et valoriser les ressources naturelles et patrimoniales du territoire en lien avec le potentiel touristique du territoire ;
   - Soutenir les activités agricoles ;
   - Anticiper les besoins en matière de vieillissement de la population ;
   - Conduire une politique d'attractivité qui s'appuie sur la richesse environnementale et la qualité de vie dans le cadre d'une communauté de communes en milieu rural.

2- Au regard des documents d'urbanisme communaux existants :
   - Se doter d'un document unique, prospectif et stratégique pour l'ensemble du territoire ;

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20190215-005-2019-DE
Date de télétransmission : 15/02/2019
Date de réception préfecture : 15/02/2019

- Permettre la continuité de l'application pleine et entière des documents d'urbanisme existants à l'échelle des communes qui en sont dotées jusqu'à la mise en application du PLUI ;
- Réaliser des économies d'échelles bénéfiques aux communes et à la Communauté de communes.

3- Au regard des besoins de la population.
   - Promouvoir et favoriser les modes d'habitat et d'élaboration de logements dans une perspective de rationalisation de la consommation des espaces et de qualité des paysages ;
   - Favoriser le renouvellement des populations du territoire en créant des conditions favorables à l'accueil et notamment en développant les services dédiés à de nouvelles populations, notamment jeunes actifs, etc ;
   - Anticiper le vieillissement de la population par le biais d'une politique de l'habitat et d'équipements adaptés qui favorisera le maintien à domicile et une meilleure accessibilité aux services de la santé.

4- Au regard du Schéma de Cohérence Territorial.
   - Prendre en considération et décliner les orientations et objectifs du SCoT sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes et dans un but d'attractivité territoriale et d'économie foncière.

Madame la Vice-Présidente indique que l'article L 153.12 du Code de l'urbanisme stipule qu'un débat doit avoir lieu au sein du conseil communautaire sur les orientations générales du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) et propose que celui-ci se déroule séance tenante.

Elle rappelle que le PADD, projet politique intercommunal, est le résultat du travail mené conjointement par le comité de pilotage composé de l'ensemble des maires ou de leur suppléant et le bureau d'études OC'TÉHA, chargé de l'élaboration du document d'urbanisme. Elle précise que, outre les séances de travail de la commission, composée comme précisé ci-dessus, le PADD a fait l'objet d'une réunion de présentation avec les personnes publiques associées le 18 septembre 2018, laquelle a conduit à quelques modifications mineures du PADD.

De plus, dans le cadre de la concertation, elle rappelle les réunions publiques du 9 et 12 juillet 2018 qui ont permis de présenter la procédure et le diagnostic ; ainsi que les réunions publiques du 15 et 17 octobre 2018 qui ont permis de présenter le PADD. A cette occasion, le public a formulé quelques questions concernant la procédure, des éléments du diagnostic ou les orientations du PADD.

Madame la Vice-Présidente explique que ce document a été élaboré conformément aux articles L 101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme en respectant les objectifs du développement durable. De plus les orientations du PADD sont en cohérence avec les dispositions relatives aux lois d'aménagement et d'environnement et notamment la loi SRU, la loi Montagne, la loi sur l'Eau, la loi Paysage, la loi Carrières, le Grenelle 2 de l'Environnement, la loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche, la loi ALUR, la loi LAAAF, la loi MACRON et la loi ELAN.

Le PADD énonce les grandes orientations d'aménagement et de développement qui sous-tendent et structurent le projet de territoire de la Communauté de Communes. Il constitue le cadre de référence et de cohérence pour les différentes actions d'aménagement que la commune engage à court et à long terme.

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20190215-005-2019-DE
Date de télétransmission : 15/02/2019
Date de réception préfecture : 15/02/2019

La stratégie de développement durable de la Communauté de Communes s'articule autour des Orientations Générales suivantes :

1. Organiser le développement urbain
2. Soutenir l'économie communale, communautaire et de territoire
3. Renforcer l'accessibilité
4. Protéger l'identité architecturale et patrimoniale
5. Protéger les paysages agricoles et naturels
6. Gérer les ressources
7. Prévenir les risques

Les principales orientations du PADD y sont détaillées et peuvent synthétiquement se décliner ainsi :

- **Organiser le développement urbain**

1.1- permettre une croissance démographique mesurée et équilibrée sur l'ensemble du territoire intercommunal
1.2- Agir en faveur de la vacance résidentielle
1.3- Impulser des extensions urbaines de qualité et respectueuses des paysages emblématiques des vallées du Goul et de la Cère
1.4- Affirmer la centralité du pôle-relais de Vic-sur-Cère ainsi que des autres bourgs du territoire équipés de services
1.5- Privilégier l'accueil de population et de nouvelles constructions, au sein et en continuité des secteurs urbanisés des bourgs, au plus près des commerces et services
1.6- En complément de l'offre proposée sur les bourgs, au sein des hameaux, permettre une diversification de l'offre à vocation résidentielle et l'émergence de projets innovants
1.7- Modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain
1.8- Favoriser l'éclosion de projets et maintenir les équipements communaux et intercommunaux
1.9- Développer et améliorer l'accès aux nouveaux outils de communications

- **Soutenir l'économie communautaire et de territoire**

2.1- Assurer la diversité fonctionnelle du territoire en trouvant un équilibre entre habitat, équipements et activités
2.2- Développer et conforter le tissu économique du territoire : gage d'attractivité pour la Communauté de communes
2.3- Equilibrer le maillage économique du territoire
2.4- Conforter et organiser l'offre en commerces, services du territoire en favorisant un équilibre entre les deux vallées
2.5- Favoriser la qualification des centres bourgs, l'intégration environnementale et paysagère des secteurs et bâtiments d'activités et limiter l'étalement urbain
2.6- Pérenniser, diversifier et développer l'activité touristique
2.7- Améliorer la qualité des hébergements touristiques
2.8- Encourager une activité agricole dynamique et fondatrice de l'identité du territoire
2.9- Favoriser les économies d'énergie et développer les énergies renouvelables sur le territoire

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20190215-005-2019-DE
Date de télétransmission : 15/02/2019
Date de réception préfecture : 15/02/2019

Le débat a porté sur la notion de l'étalement urbain

- **Renforcer l'accessibilité**

3.1- Améliorer l'accessibilité du territoire
3.2- Poursuivre l'amélioration de l'accessibilité interne du territoire
3.3- Améliorer les liaisons douces
3.4- Développer des solutions pour un transport innovant
3.5- Renforcer la desserte numérique du territoire

- **Protéger l'identité architecturale et patrimoniale**

4.1- Protéger le patrimoine archéologique présent sur le territoire et notamment celui faisant l'objet d'un repérage
4.2- Accompagner la mise en valeur du patrimoine architectural
4.3- Engager une politique de sensibilisation en termes d'implantation de nouveaux bâtiments mais également en accompagnement de projets de restauration, rénovation, réhabilitation du bâti ancien
4.4- Maîtriser le développement des constructions nouvelles en milieu rural

- Protéger les paysages agricoles et naturels

5.1- Préserver et valoriser le cadre paysager
5.2- Concilier développement touristique et préservation des espaces naturels
5.3- Affirmer le réseau hydrographique comme axe de développement
5.4- Construire la trame verte et bleue du territoire et pérenniser la fonctionnalité des corridors écologiques
5.5- Intégrer la multifonctionnalité de la trame verte et bleue
5.6- Contenir la présence des espèces invasives

- Gérer les ressources

6.1- Préserver la qualité environnementale
6.2- l'espace agricole
6.3- l'eau
6.4- l'énergie

- Prévenir les risques

-inondation
-sismiques
-pollution
-feux de forêt
-technologiques (risque de transport de matières dangereuses)
-mouvements de terrain
-retrait et gonflement des argiles

Après la présentation, Madame la Vice-Présidente invite les élus à débattre des Orientations Générales du PADD. A l'occasion de ce large débat, plusieurs conseillers communautaires se sont exprimés :

- Sur la notion de l'étalement urbain apparaît dans les axes 1 et 2. Il est demandé d'éviter les répétitions et de le mentionner dans l'axe 1- Organiser le développement urbain.
- Sur la question des limites du ScoT sur la capacité d'extension des communes. Il s'avère que des communes puissent être pénalisées par la tâche urbaine du ScoT.
- Dans l'axe 6 – Gérer les énergies, le volet forêt n'apparaît pas en tant qu'entité propre alors qu'elle représente une ressource importante de notre territoire.

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20190215-005-2019-DE
Date de télétransmission : 15/02/2019
Date de réception préfecture : 15/02/2019

Après avoir entendu les Orientations Générales de ce PADD et en avoir débattu, le Conseil communautaire

- **VALIDE** à l'unanimité les Orientations Générales ainsi que le projet de PADD, sous réserve de la prise en compte des remarques mentionnées.

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout acte et à procéder à toute démarche nécessaire à la mise en application de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures

Fait à Vic-sur-Cère, le 14 février 2019

Le Président,

COMMUNAUTE DE COMMUNES PLACE DU CARLADES 15800 VIC/CERE CERE ET GOUL EN CARLADES

Michel ALBISSON

Certifié exécutoire transmis en Préfecture
Publiée et notifiée le 15 02 19

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20190215-005-2019-DE
Date de télétransmission : 15/02/2019
Date de réception préfecture : 15/02/2019

COMMUNAUTE DE COMMUNES
CERE ET GOUL EN CARLADES
Place du Carladès
15800 VIC-SUR-CERE
Tél. : 04.71.47.89.00
Fax : 04.71.47.89.01

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N°88-2019

Date de convocation : 27 juin 2019

Date d'affichage : 27 juin 2019

Nombres de délégués
En exercice : 28
Présents : 19
Votants : 19

Le 09 juillet 2019 à 20h00, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis en session ordinaire à la Salle de Vote de la Mairie de Vic sur Cère conformément aux articles L.5211-1, L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : Mmes Josette VARET, Lucienne NUMITOR, Thérèse VIDALENC, Michèle COURBEBAISSE, Mrs Jean VERDIER, Jean Baptiste BRUNHES, Claude COURBEYROTTE représentant de Dominique JULHE, Claude PRUNET, Jean Louis ROBERT, Denis ARNAL, Michel AMOUROUX, Michel ALBISSON, Roger BERALD représentant de Linda BENARD, Michel BESOMBES, Jean-Pierre FEL, Patrick VIAUD, Philippe MOURGUES, Jean Claude COUTEL, André JAULHAC,
Excusés : Mmes Marie Noëlle MOULIER, Dominique BRU, Elisabeth RISPAL, Anny PECHAUD, Mrs Christian GREGOIR, Christophe HUGON, Matthieu LOURS, Géraud MAURS
Absent : Mr Sébastien COLLET.

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance Monsieur Jean Pierre FEL

OBJET : ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL - BILAN DE LA CONCERTATION

Monsieur le Président indique que les travaux d'élaboration du projet , qui comprend l'ensemble des pièces constituant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, sont achevées et sont prêtes à être présentées au Conseil Communautaire pour approbation.

Monsieur le Président rappelle qu'une concertation a été mise en œuvre dès la prescription d'élaboration du PLUi. Il rappelle notamment que :

- Une réunion publique a été organisée le 19 juillet 2017, à Vic-sur-Cère, pour annoncer le lancement de la procédure et expliquer son déroulement, elle a été annoncée par le biais de la presse et d'affiches ;
- Deux réunions publiques ont été organisées, les 9 et 12 juillet 2018 à Raulhac et Vic-sur-Cère, pour présenter le diagnostic, elles ont été annoncées par le biais de la presse et d'affiches ;
- Deux réunions publiques ont été organisées, le 15 et 17 octobre 2018 à Vic-sur-Cère et Raulhac, pour présenter le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, elles ont été annoncées par le biais de la presse et d'affiches ;
- Le porter à connaissance de l'Etat a été mis à disposition au siège de la Communauté de Communes et sur l'intranet de la Communauté ;
- Un registre a été mis à disposition du public pour recueillir leurs observations, au siège de la Communauté de Communes et dans chacune des communes membres. Aucune observation n'a été inscrite dans ces registres ;
- Des articles ont été publiés dans la lettre intercommunale, sur le site de la Communauté de Communes et dans différents journaux (La Montagne, la Voie du Cantal, le Réveil cantalien, l'Union du Cantal) pour informer de l'avancée de la procédure.

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20190710-88-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Durant ces temps d'échanges, les habitants et usagers du territoire se sont surtout interrogés sur le déroulé de la procédure, ses délais et le contenu du PLUi. Les élus et les bureaux d'étude missionnés ont pu répondre directement à ces questions lors des réunions publiques. Une quarantaine de personnes ont assisté aux réunions publiques. La Communauté de Communes a également reçu environ 25 courriers au cours de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

La pièce 1.2 du dossier de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal récapitule les moyens mis en œuvre dans le cadre de la concertation.

Monsieur le Président rappelle que les Communes ont le droit, après l'arrêt du projet, de s'opposer aux pièces règlementaires les concernant directement dans un délai de 3 mois. Le cas échéant, le projet sera à nouveau présenté au Conseil communautaire qui devra l'arrêter à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L153-14 et suivants, et R153-3 et suivants ;
Vu la délibération du conseil communautaire n°104-2015 en date du 17 décembre 2015, prescrivant l'élaboration du PLUi ;
Vu la délibération du conseil communautaire n° 071-2017 en date du 6 septembre 2017 décidant d'opter pour l'application des articles R.151-1 à R151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016
Vu la délibération du conseil communautaire n° 005-2019 en date du 11 février 2019 reprenant le débat mené sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
Considérant que, dans le cadre de la concertation, les interrogations des habitants et usagers ne concernaient pas le fond du projet. Des réponses leur ont été apportées au cours des échanges et par le biais du bilan et qui sera intégré au dossier d'enquête publique ;
Considérant que le débat sur le PADD a été mené au plus tard deux mois avant la présente délibération ;
Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal est prêt à être approuvé ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité des voix exprimées :

1. d'arrêter le bilan de concertation tel que présenté par M. le Président ;
2. d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le projet de plan arrêté sera transmis aux personnes publiques associées en application de l'article L153-16 du Code de l'urbanisme.
Le projet de plan arrêté sera transmis à l'Institut National pour l'Origine et la qualité et au Centre National de la Propriété Forestière en application de l'article R153-6 du Code de l'urbanisme.
La présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès, et dans chaque mairie des Communes membres.

Certifié exécutoire transmis en Préfecture
Publiée et notifiée le 10.07.2019

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures

Fait à Vic-sur-Cère, le 10 juillet 2019

Le Président,

COMMUNAUTE DE COMMUNES PLATEAU DU CARLADES CERE ET GOUL EN CARLADES

Michel ALBISSON

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20190710-88-2019-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

2.1

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU CANTAL

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25/02/2020 - N°022-2020

Date de convocation :
12 Février 2020

Date d'affichage :
12 février 2020

Nombre de délégués :
En exercice : 28
Présents : 21
Votants : 21

Le 25 février 2020 à 20h00, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis en session ordinaire à la Salle d'Honneur de la Mairie de Vic-sur-Cère conformément aux articles L.5211-1, L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

***Etaient présents** : Mmes Josette VARET, Linda BENARD, Dominique BRU, Lucienne NUMITOR, Michèle COURBEBAISSE, Mrs Jean VERDIER, Jean Baptiste BRUNHES, Claude COURBEYROTTE représentant de Dominique JULHE, Claude PRUNET, Jean Louis ROBERT, Denis ARNAL, Michel AMOUROUX, Michel ALBISSON, Christian GREGOIR, Michel BESOMBES, Jean-Pierre FEL, Patrick VIAUD, Philippe MOURGUES, Jean Claude COUTEL, André JAULHAC, Christophe HUGON,*
***Excusés** : Mmes Marie Noëlle MOULIER, Thérèse VIDALENC, Elisabeth RISPAL Anny PECHAUD, Mrs Matthieu LOURS, Géraud MAURS*
***Absent** : Mr Sébastien COLLET.*

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance Madame Dominique BRU

OBJET : DELIBERATION APPROUVANT L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L153-21 et suivants ;
Vu la délibération du conseil communautaire n°104-2015 en date du 17 décembre 2015, prescrivant l'élaboration du PLUi ;
Vu la délibération du conseil communautaire n° 005-2019 en date du 11 février 2019 reprenant le débat mené sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
Vu la délibération du conseil communautaire n° 071-2017 en date du 6 septembre 2017 décidant d'opter pour l'application des articles R.151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ;
Vu la délibération du conseil communautaire n°88-2019 en date du 9 juillet 2019 ayant tiré le bilan de concertation et arrêté le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;
Vu les avis émis par les personnes publiques associées et l'absence d'avis, dans le délai légal de 3 mois, présumant avis favorable, au titre des articles R.153-4 à R.153-6 du Code de l'urbanisme, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et du PNR des Volcans d'Auvergne ;
Vu la décision du 23 juillet 2019 n°E19000085/31 du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand désignant Madame Pascaline COUSIN, Fonctionnaire d'Etat en disponibilité, en qualité de Commissaire Enquêteur ;
Vu l'arrêté du Président de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès n°65-2019 en date du 4 octobre 2019, ayant fait l'objet des publicités légales mentionnées à l'article R.123-11 du Code de l'Environnement; soumettant à enquête publique (tenue du 12 novembre 2019 au 19 décembre 2019 inclus) le projet d'élaboration du PLUi de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;
Vu l'arrêté du Président de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès n°77-2019 en date du 2 décembre 2019, ayant fait l'objet des publicités légales mentionnées à l'article R.123-11 du Code de l'environnement ; portant suspension de l'enquête publique prescrite par l'arrêté du président n°65-2019 en date du 4 octobre 2019 ; soumettant à enquête publique (tenue du 21 décembre 2019 au 20 janvier 2020 inclus) le projet d'élaboration du PLUi de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20200225-022-2020-DE
Date de télétransmission : 03/03/2020
Date de réception préfecture : 03/03/2020

Vu la décision du 02 décembre 2019 n°E19000100/63 du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand re-désignant Madame Pascaline COUSIN, Fonctionnaire d'Etat en disponibilité, en qualité de Commissaire Enquêteur ;
Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur portant un avis favorable, accompagné d'une réserve et de deux recommandations, sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;
Vu le procès-verbal de la conférence intercommunale en date du 25 février 2020, intégré dans le dossier de PLUi (*cf. délibérations – pièce 1.1 du dossier de PLUi)* ;

Considérant que les modifications intégrées ont été validées par les élus lors de la réunion de travail du 30 Janvier 2020 ;
Considérant que les résultats de la consultation des personnes publiques associées et de l'enquête publique ont nécessité des modifications, examinées lors de la réunion du 30 Janvier 2020 en conseil communautaire.
Considérant que les réponses à apporter aux réserves du Commissaire enquêteur ont fait l'objet d'une analyse conjointe avec le Conseil communautaire lors de la réunion du 30 Janvier 2020 (cf. Réponses au PV du Commissaire Enquêteur – *pièce 1.4 du dossier de PLU*).
Considérant que les modifications intégrées ne remettent pas en cause l'économie générale du document tel qu'il a été soumis à l'enquête ; dont pour l'essentiel :

- Modifications mineures de zonage,
- Modifications mineures du règlement,
- Modifications mineures des orientations d'aménagement et de programmation,
- Précisions dans le rapport de présentation.

Considérant que le PLUi, tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire, est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité des membres décide d'approuver le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès, tel qu'il est annexé à la présente ;

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois en Communauté de Communes et en Mairies. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le PLUi deviendra exécutoire à la place des PLU des communes de Polminhac, de Saint-Jacques-des-Blats, de Thiézac et de Vic-sur-Cère, à compter de la dernière des mesures de publicité visées ci-après :

- A la date d'affichage la plus tardive dans les Mairies et en Communauté de Communes ;
- De la mention de l'affichage dans la presse.

Conformément à l'article L153-22 du Code l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tel qu'approuvé sera mis à disposition du public à la Communauté de Communes, dans les Mairies et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 27 février 2020
Le Président, Michel ALBISSON

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.
Publiée et notifiée le 03 03 2020



Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20200225-022-2020-DE
Date de télétransmission : 03/03/2020
Date de réception préfecture : 03/03/2020

ARRETE DE LA PRESIDENTE

04-2021

Abroge et remplace l'arrêté 104-2020

PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

La Présidente de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 e R.153.21 ;

Vu le Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la modification du PLUi pour les motifs suivants :

-clarifier certaines règles pour faciliter l'instruction des autorisations du droit des sols (amélioration de la rédaction pour les zones A et Np).

Considérant que le projet de modification n'aura pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction, résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ni, enfin, d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'urbanisme,

Considérant qu'il peut en conséquence être soumis à la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-37 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification est engagée à l'initiative de la Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale.

ARRETE

ARTICLE 1 : Une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est engagée en vue de permettre la réalisation des objectifs listés ci-dessous :

-reprendre l'écriture dans le règlement afin de faciliter les projets de constructions d'habitations et d'annexes en zones A et Np et d'en faciliter l'instruction des autorisations du droit des sols ;

ARTICLE 2 : Cette procédure sera conduite conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-48. Le projet de modification simplifiée du PLUi fera l'objet :

- D'une notification aux personnes publiques associées,
- D'une mise à disposition du public.

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20210118-04-2021-AR
Date de télétransmission : 18/01/2021
Date de réception préfecture : 18/01/2021

ARTICLE 3 : Conformément aux articles R.153-20 et suivants du Code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès et dans les mairies des communes membres. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la Communauté de communes.

Fait à Vic sur Cère, le 18 janvier 2021

Dominique BRU,

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES
PLACE DU CARLADÈS 15800 VIC/CÈRE

Présidente de la Communauté de communes
Cère et Goul en Carladès

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20210118-04-2021-AR
Date de télétransmission : 18/01/2021
Date de réception préfecture : 18/01/2021

AVIS DE CONCERTATION AU PUBLIC

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

Avis de mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLUi au public

Par arrêté 04-2021 du 18 janvier 2021, le conseil communautaire a prescrit la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) Cère et Goul en Carladès. Cette modification porte sur les objectifs suivants : reprendre l'écriture dans le règlement afin de faciliter les projets de constructions d'habitations et d'annexes en zones A et Np et d'en faciliter l'instruction des autorisations du droit des sols.

Il sera procédé à une mise à disposition du dossier de la modification simplifiée 1 du PLUi du lundi 05 juillet au 05 août 2021 inclus, soit pendant 31 jours.

Les personnes qui auraient des observations à formuler sont invitées à les consigner sur le registre prévu à cet effet.

Les pièces du dossier ainsi que le registre, seront mis à disposition du public dans les locaux de la communauté de communes sise 6, rue de l'Elancèze, 15800 Vic sur Cère aux heures et jours d'ouverture au public (du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00).

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la collectivité : www.carlades.com. Les observations pourront être formulées par mail à l'adresse : contact@carlades.fr.

Cet avis sera affiché au siège de la Communauté de communes ainsi que dans toutes les communes membres pendant toute la durée de la mise à disposition du dossier.

A l'issue de cette mise à disposition, le Conseil communautaire sera amené à se prononcer pour l'approbation de cette modification simplifiée.

ARRETE DE LA PRESIDENTE

68-2021

PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

La Présidente de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 e R.153.21 ;

Vu le Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu l'arrêté de la Présidente de la Communauté de Communes, du 18 janvier 2021, prescrivant la modification simplifiée n°1 du PLU, permettant de clarifier certaines règles pour faciliter l'instruction des autorisations du droit des sols (amélioration de la rédaction pour les zones A et Np) ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la modification du PLUi pour le motif suivant :

- Revoir le principe de linéarité édicté de l'OAP « Lacombe », située sur la commune de Saint-Jacques-des-Blats ;

Considérant que le projet de modification n'aura pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction, résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ni, enfin, d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'urbanisme,

Considérant qu'il peut en conséquence être soumis à la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-37 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification est engagée à l'initiative de la Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale.

ARRETE

ARTICLE 1 : Une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est engagée en vue de permettre la réalisation des objectifs listés ci-dessous :

- Revoir le principe de linéarité édicté de l'OAP « Lacombe », située sur la commune de Saint-Jacques-des-Blats ;

ARTICLE 2 : Cette procédure sera conduite conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-48. Le projet de modification simplifiée du PLUi fera l'objet :

- D'une notification aux personnes publiques associées,
- D'une mise à disposition du public.

ARTICLE 3 : Conformément aux articles R.153-20 et suivants du Code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Communauté de communes Cère et Goul en

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20210705-68-2021-AR
Date de télétransmission : 15/07/2021
Date de réception préfecture : 15/07/2021

Carladès et dans les mairies des communes membres. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la Communauté de communes.

Fait à Vic sur Cère, le 05 juillet 2021

Dominique BRU,

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES PLACE DU CARLADES 15800 VIC-SUR-CÈRE

Présidente de la Communauté de communes
Cère et Goul en Carladès

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20210705-68-2021-AR
Date de télétransmission : 15/07/2021
Date de réception préfecture : 15/07/2021

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU CANTAL

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 22 Février 2022 - N° 002- 2022

Date de convocation :
15 Février 2022

Date d'affichage :
15 Février 2022

Nombre de délégués :
En exercice : 26
Présents : 24
Votants : 24

Pour : 24
Contre :
Abstentions :

Le 22 Février 2022 à 20h, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis à la Salle Polyvalente de Polminhac

Etaient présents : *Antoine GRICHOIS, Jean Baptiste BRUNHES, Philippe JAQUET, Claude PRUNET a donné pouvoir à Dominique BRU, André BONHOMME, Josette VARET, Denis ARNAL, Marie-Noëlle MOULIER, Alain FALIERES, Evelyne DELANOUE, Philippe MATIERE représenté par Pierre TESSEIDRE, Jean Baptiste AMILHAUD, Linda BENARD, Philippe MOURGUES, André ROUCHY, Patrick LOLIVE, Dominique BRU, Annie DELRIEU, Katia FRANCOIS, Didier IRLANDE, Philippe LETANG, Philippe LE REVEREND, Michel LHUILLERY a donné pouvoir à Philippe LETANG, Christelle BOUTET a donné pouvoir à Annie DELRIEU*

Excusés :
Absent : *Michel BESOMBES, Isabelle MELLIN*

Monsieur Philippe MOURGUES a été nommé secrétaire de séance

Code Nomenclature : 2.2

OBJET : APPROBATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 et R.153.21 ;

Vu le Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 19 juillet 2021 prescrivant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu les avis transmis par les personnes publiques associées suite à la notification, et intégrés au dossier de mise à disposition ;

Vu l'avis de concertation publiée le 06/12/2021 fixant les modalités de la mise à disposition au public du dossier de modification simplifiée n°2 ;

Vu le registre mis à disposition du public du public dans les locaux de la communauté de communes ainsi qu'à la mairie de Saint-Jacques-des-Blats du 20 décembre 2021 au 21 janvier 2022;

Vu le projet de modification simplifiée n°2 du PLUi de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Considérant que la notification aux PPA n'a fait l'objet d'aucune objection, et que les remarques des services d'État et du PNRVA ont été traduites dans le projet de modification simplifiée;

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20220222-002-2022-DE
Date de télétransmission : 28/02/2022
Date de réception préfecture : 28/02/2022

Considérant qu'aucune observation n'a été émise durant la mise à disposition du dossier au public ;

Considérant que le dossier est prêt à être approuvé ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **Approuve** telle qu'elle est annexée à la présente délibération, la modification simplifiée n°2 du PLUi de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès afin de revoir le principe de linéarité édicté de l'OAP « Lacombe », située sur la commune de Saint-Jacques-des-Blats ;

Conformément aux articles R.153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- Affichage pendant un mois en Communauté de Communes ;
- Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

La présente délibération ne sera exécutoire qu'à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité, à savoir l'affichage en Communauté de Communes et l'insertion dans la presse d'un avis d'information.

Le dossier de la modification simplifiée n°2 du PLUi sera tenu à la disposition du public dans les locaux de la Communauté de Communes aux jours et heures habituels d'ouverture.

La présente délibération, accompagnée du dossier de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, sera transmise à Monsieur le Préfet du Cantal.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 22/02/2022
La Présidente, Dominique BRU

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.
Publiée et notifiée le

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS
6 RUE DE L'ELANCÈZE
15800 VIC/CÈRE

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20220222-002-2022-DE
Date de télétransmission : 28/02/2022
Date de réception préfecture : 28/02/2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

Réunion du 22.06.2017

Ordre du jour
- Réunion de lancement de l'élaboration du PLUI

Présents

Communauté de Communes Cère et Gouls en Carladès :

Michel ALBISSON, président Communauté de Communes, conseiller municipal de Raulhac
Michel BESOMBES, vice-président Communauté de Communes, maire de St Etienne de Carlat
Jean-Pierre FEL, vice-président Communauté de Communes, maire de Thiézac
Michel AMOUROUX, vice-président Communauté de Communes, conseiller municipal de Polminhac
Linda BENARD, élue communautaire, maire de Saint Jacques des Blats
Roger BERALD, élu communautaire, adjoint Saint Jacques des Blats
Jean-Louis ROBERT, élu communautaire, maire de Polminhac
André Bonhomme, adjoint Polminhac
Philippe MOURGUES, élu communautaire, Adjoint Thiézac
Patrick VIAUD, élu communautaire, Adjoint Thiézac
Arnaud DARDON, adjoint Thiézac
Georges LAPORTE, maire de Badailhac
Jean-Baptiste BRUNHES, élu communautaire, maire de Cros de Ronesque
Nathalie GLANDINE, élue communautaire, adjointe Cros de Ronesque
Jérôme VEYREVEZE, conseiller municipal St Clément
Claude PRUNET, élu communautaire, maire Pailherols
Sylvain VAZELLE, conseiller municipal Pailherols
Jean SERGUES, conseiller municipal Raulhac
André JAULHAC, élu communautaire, adjoint Vic sur Cère
Djuwan ZEYNELABIDIN, DGS, Communauté de Communes

Personnes publiques associées et personnes ressources :

Philippe FRONTIL, vice-président CMA
Caroline JULE, Conseil Départemental du Cantal
Luc SAIVET, DDT Aurillac

Groupement d'études :

Laurence Fayret, chef de projet OC'TÉHA
Philippe SCHAAB, Directeur OC'TÉHA
Vincent NIGOU, chambre d'agriculture

Yann ROLLAND, chambre d'agriculture
Denis HERTZ, CPIE Haute Auvergne

Compte rendu

M. ALBISSON, Président de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès commence par remercier les partenaires présents : Direction Départementale des Territoires (DDT), Conseil Départemental (CD), Chambre des Métiers.

Le président introduit ensuite la réunion de lancement d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI).

Il précise le périmètre d'étude de l'élaboration du PLUi : il s'agit de prendre en compte la communauté de communes Cère et Goul en Carladès dans son intégralité : Badailhac, Cros de Ronesque, Jou sous Monjou, Pailherols, Polminhac, Raulhac, Saint Clément, Saint Etienne de de Carlat, Saint Jacques des Blats, Thézac, Vic-sur-Cère.

Il indique que, suite à l'appel d'offres lancé pour désigner un groupement d'études qui mènerait l'élaboration du PLUi, le groupement d'études composés d'OC'TÉHA, de Chambre d'Agriculture du Cantal et du CPIE Haute Auvergne a été retenu.

L'objectif de la réunion est de présenter, aux élus et Personnes Publiques Associées : la procédure, la méthodologie, et le calendrier de la révision.

Le président achève son introduction en rappelant que le PLUI est un document de planification pour les années à venir et demande aux élus d'être assidus, impliqués et réactifs.

Les personnes publiques associées présentes sont invitées à formuler leurs remarques au fur et à mesure du déroulement de la présentation.

Nb : seules les remarques, observations, questions et débats seront portées au présent compte rendu, en complément du support de présentation joint en annexes.

Présentation des Bureaux d'études et de la méthodologie

Après un tour de table, la parole est ensuite donnée à M. Schaab, directeur du bureau d'études OC'TEHA qui insiste sur l'importance de constituer un groupe de travail constant et investi afin de suivre le projet.
Philippe SCHAAB présente ensuite le bureau d'études OC'TEHA et les compétences qu'il peut mettre en œuvre. Il rappelle que pour OC'TÉHA, le chef de projet sera Laurence FAYRET

Denis HERTZ poursuit en présentant le CPIE Haute Auvergne qui sera chargé des études environnementales, il sera l'interlocuteur dans le cadre du présent projet.

Vincent NIGOU, Chambre d'Agriculture du Cantal, présente l'équipe qui interviendra, notamment dans le cadre de l'étude agricole.

Laurence Fayret détaille alors le calendrier prévisionnel. L'objectif est de finaliser cette élaboration de PLUi dans un délai de 33 mois. Comme Philippe SCHAAB, elle insiste sur l'importance de constituer un groupe de travail réactif et assidu d'élus qui sera complété des personnes publiques associées (COPIL) et de personnes ressources (comités techniques).
Luc SAIVET souligne l'importance de bien définir le groupe décisionnel : COPIL + PPA qui validera chacune des étapes. Il conseille que le comité technique soit composé d'un ou plusieurs élus par commune, complété de techniciens.
Michel ALBISSON explique que dès la présente réunion de lancement sont présents les membres de chacune des communes qui seront actifs à l'élaboration du PLUi.

<u>Le PLUi : quelques précisions ou conseils pour sa mise en oeuvre</u>

Luc SAIVET met l'accent sur le rapport de compatibilité entre le futur PLUi et le futur SCoT. Il précise par ailleurs, que le Scot du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie est en cours d'élaboration (phase en cours : consultation des PPA) Michel ALBISSON précise qu'il devrait être approuvé en octobre 2017.

Elus : quelques élus s'interrogent sur le rôle des élus dans l'élaboration du PLUi. Philippe SCHAAB précise que le PLUi est le projet de la CCCGC, et donc de ses élus. Le groupement d'étude est un soutien administratif et technique. De même, les services de la DDT apporteront leur soutien et s'associeront à l'élaboration du PLUi.

Philippe SCHAAB rappelle les intérêts de la mise en œuvre du PLUi : s'approprier ou se réapproprier les règles, la mise en œuvre d'outils adaptés aux orientations et projets retenus, etc.
Il met l'accent sur la dimension de « projet communautaire » de la démarche engagée, ce qui va au-delà de l'urbanisme de « propriétaires » ou de la « somme des projets communaux ».

Laurence FAYRET complète en précisant qu'un projet de PLUi est une démarche forte et d'envergure. A l'occasion de ce projet, de nombreuses thématiques vont être abordées et analysées. Il faut retenir également qu'un PLUi est un outil opérationnel. Elle conseille de travailler par thèmes, ce qui facilite le partage et l'échange. C'est en cela qu'il est important qu'il y est des élus référents qui porteront ensuite le message aux autres élus et à la population.
Elle indique que le PLUi est l'occasion de réfléchir au développement : où ?, comment ? combien ?, dans le respect du code de l'urbanisme, des lois cadre en vigueur, et du SCoT prochainement approuvé.
Michel ALBISSON précise indique qu'il serait intéressant que chaque commune ait un représentant par thématique (commerces – services / agriculture / associations, etc.)

Luc SAIVET précise que la DDT accompagnera le projet et s'associera aux différentes réunions de travail.
Il souligne l'importance cruciale qu'auront la définition du PADD et l'arrêt du PLUi.

Michel ALBISSON revient sur la géographie de la Communauté de Communes, organisée autour de deux vallées. En ce sens, il précise qu'il sera indispensable de délocaliser les réunions et d'aller au plus près de chacune des spécificités du territoire.

Concernant la délibération de prescription, Laurence Fayret et Luc SAIVET indique qu'il sera nécessaire de vérifier sa complétude. Ils demandent notamment des compléments concernant la définition de la collaboration.
En ce qui concerne la collaboration et la sensibilité des élus et techniciens aux projet de PLUi est programmée une « réunion d'initiation au PLUi » : le 5 septembre 2017 à 14h à Polminhac.

Concertation :
Après le rappel des modalités de concertation, Laurence FAYRET souhaite que leur mise en œuvre soit définie :

- Le site internet de la communauté de communes sera un support d'information ; OC'TÉHA en assurera le contenu et la gestion (le support de la présente réunion publique sera mis en ligne)
- La réunion publique de lancement est programmée pour le mercredi 19 juillet à 20h30 au Centre Culturel du Carladès – Vic sur Cère
- Un article sera diffusée dans la presse locale afin d'inviter à cette réunion publique
- Des affiches seront également mises en place au sein de chaque commune.
- Le site internet relaiera l'invitation à cette réunion publique.
- Michel ALBISSON précise que bulletin communautaire est diffusé deux fois par an (juillet – décembre). Le prochain bulletin de juillet, comportera un article expliquant le lancement du projet.

Luc SAIVET demande à la communauté de communes de constituer une revue de presse qui permettra au moment de l'arrêt de dresser le bilan de la concertation.

Michel ALBISSON conclut concernant la concertation en précisant qu'il s'agit d'associer la population de façon très large.

Personnes Publiques Associées et Personnes Publiques Consultées :
Linda BENARD souhaite que soit précisé qui sont les Personnes Publiques Associées et Personnes Publiques Consultées. Laurence FAYRET rappelle ici les dispositions du Code de l'urbanisme :

- Selon l'Article L132-7 : *« L'Etat, les régions, les départements, […], les organismes de gestion des parcs naturels régionaux […] sont associés à l'élaboration […] des plans locaux d'urbanisme […].*
  Il en est de même des chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture […]. Ces organismes assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées. »

- Selon l'Article L132-9, *« Pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme sont également associés, dans les mêmes conditions :*
  […]
  2° L'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale lorsque le territoire objet du plan est situé dans le périmètre de ce schéma ;
  3° Les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale. »
- Selon l'Article L132-12, *« sont consultées à leur demande pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme :*
  1° Les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat ;
  2° Les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L. 141-1 du code de l'environnement ;
  3° Les communes limitrophes. »
- Selon l'Article L132-13
  […]
  Pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme, sont, en outre, consultés à leur demande :
  […]
  2° Les établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents ;
  3° Le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ;
  […]

Luc SAIVET invite à une association large afin que le projet de PLUi s'inscrive parfaitement dans son territoire et soit en cohérence avec les projets voisins.

Projet Lioran :

Caroline JULE indique que le projet Lioran devra être intégré aux réflexions du PLUi. Le Conseil Départemental devra donc être associé pour tout ce qui concerne la station du Lioran.

Porter à Connaissance :

Luc SAIVET indique que le porter à connaissance de l'Etat sera fourni en septembre, il sera accompagné d'une note d'enjeux.
Caroline JULE indique qu'il en sera de même pour le Conseil Départemental.

SCoT :

Michel ALBISSON explique que le SCoT intégre les lois cadre, cependant les élus ont souhaité qu'il ne soit pas plus restrictif, afin de ne pas gêner le développement du territoire.
Il précise par exemple que le SCoT soutient une croissance démographique la plus soutenue possible.

Les élus présents expliquent qu'il est indispensable que le PLUi permette de maintenir un potentiel d'accueil sur le territoire.

Caroline JULE revient sur le rôle intégrateur du SCoT et précise que le SRADDT (schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire) vient d'être lancé à l'échelle de la région, le PLUi devra donc en tenir compte et l'intégrer.

PLU Modernisé :

Luc SAIVET rappelle que le PLUi a été prescrit le 17 décembre 2015, ce qui laisse la possibilité à la communauté de communes de mettre en œuvre un « PLUi classique » ou « PLUi modernisé ». Laurence FAYRET rappelle que dans le cahier des charges la communauté de communes avait déjà opté pour un PLU dit modernisé. Dans ce cadre, il s'agit de prendre une délibération pour confirmer ce choix et mettre en place les outils.

Cette discussion est l'occasion d'aborder des questions relevant du règlement. Au vue du débat, il apparait clairement qu'il s'agira, dans le cadre du diagnostic, de mettre en œuvre les éléments d'études permettant de statuer sur la pertinence de mettre en œuvre des plans de secteurs (règlement spécifique sur un ou plusieurs communes).

L'étude agricole

Yann ROLLAND explique rapidement la méthodologie appliquée par la Chambre d'Agriculture afin de mener l'étude agricole.
Cette dernière débutera par des réunions d'informations programmées les 3 et 4 juillet prochains, auxquelles seront conviées par courrier les exploitations du territoire. Ces réunions d'information seront suivies d'entretien avec les exploitations sur la base de questionnaires et plans cadastraux.

Les élus souhaitent que leur soit transmise la liste des exploitations destinataires des courriers.

Sur cette base, Yann Rolland explique que la Chambre d'Agriculture sera en capacité de transmettre la base cartographique à OC'TÉHA à la rentrée.

Les élus s'inquiètent du taux de participation des exploitations à cette période. Yann ROLLAND est optimiste au vue de la météo et précise que les exploitations absentes seront contactées par téléphone.

Etat initial de l'environnement et Evaluation environnementale

Denis HERTZ souligne la grande richesse environnementale du territoire.
Il explique la méthodologie de constitution de l'état initial de l'environnement :

- Dès le diagnostic : déterminer les secteurs à enjeux environnementaux, autour de trois thématiques importantes : sites Natura 2000, inventaires des zones humides, TVB (Trame Verte et Bleue). Par ailleurs, il précise que sera également analysée la trame nocturne, les risques, les nuisances sonores, etc.
  En synthèse, l'état initial de l'environnement vise à afficher les premiers indicateurs ou alertes d'enjeux environnementaux

- Les étapes suivantes : PADD, OAP permettront de poursuivre l'étude itérative et de vérifier à chaque étape la faisabilité du projet de PLUi.

L'étude menée par le CPIE croise :
- L'analyse des études et inventaires existants
- Une prospective de terrain visant à compléter la connaissance et à l'affiner
- La mise en œuvre d'atelier de science participative qui visent à améliorer la connaissance du public et à le sensibiliser.

Les documents sources :
Laurence FAYRET précise que des questionnaires ont été transmis à la communauté de communes ; certains seront prochainement transmis à chacune des communes.
Luc SAIVET précise que les PLU en vigueur sont disponible sur le GPU.
Michel ALBISSON indique que les réseaux d'eau et d'assainissement seront prochainement vectorisés.

Conclusion et prochaines étapes :

Les prochaines réunions programmées sont :
- **Réunions d'information à l'attention des exploitations agricoles les 3 et 4 juillet**
- **Réunion publique de lancement le 19 juillet 2017 à 20h30, au Centre Culturel du Carladès – Vic sur Cère**
- **Réunion d'initiation au PLUi, à l'attention des élus et secrétaires de mairie / techniciens : le 05 septembre 2017 à 14h00, à Polminhac.**

M le Président remercie l'ensemble des personnes présentes et clôt la réunion.

Elaboration PLUi

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

Réunion du 15.03.2018

Ordre du jour – Présentation du diagnostic aux PPA– PLU Intercommunal

Feuille de Présence

Date : 15 mars 2018 Commune : **Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès**

Objet de la réunion : **Réunion de présentation du diagnostic aux Personnes Publiques Associées (PPA)**

Nom-Prénom Adresse mail	Fonction - Organisme	Signature
BRU Dominique brudy@wanadoo.fr	MAIRE VIE/S/CEU	
president@carlades.fr		
FEL Jean-Pierre maire-thegue@wanadoo.fr	Mme THIEZAC / UP Conseillère	
AMOUROUX Michel michel.amouroux30@wanadoo.fr adchieu@cantal.fr	VP CONSEILLER Département	
DEBLADIS Caroline	Cd 15 - Territoires & Politiques Contractuelles	
CIPIERE Marie	Cd 15. Idem	
Evenou Stéphanie	CC Cère & Goul en Carladès	
Benoît Roger	Mr le Maire de St Jacques des Blats	
Laurence FAYRET	Chargée d'études Responsable urbanisme – OC'TÉHA	
Geoffray BLANC	Chargé d'études Urbanisme – OC'TÉHA	

Excusés

Sophie TERRIER	Région AURA
Caroline CARETTE	CC Aubrac-Laguiole
Patrick JOULIE	UDAP
Julien MAJDI	Saint-Flour Communauté
Nathalie FROQUIERE	INAO
Isabelle GIBERT-PACAULT	CNPF
Lucienne NUMITOR	CCCGC

www.octeha.fr
contact@octeha.fr

OC'TÉHA
Agence Rodez
Carrefour de l'Agriculture - 12026 Rodez Cedex 9
Tél : 05 65 73 65 76 - Fax : 05 65 75 62 33

OC'TÉHA
Agence Mende
10 boulevard Lucien Arnault - 48000 Mende
Tél : 04 66 31 13 33 - Fax : 04 66 47 43 78

Association loi 1901 – Code APE 7022 Z – N° SIRET : 310 577 051 000 25

oc'teha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

Feuille de Présence

Date : 15 mars 2018 Commune : **Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès**

Objet de la réunion : **Réunion de présentation du diagnostic aux Personnes Publiques Associées (PPA)**

Nom-Prénom Adresse mail	Fonction - Organisme	Signature
Brunet Claude	Maire Paulhenc	
SERGUES Jean	élu TRAPLHAC	
Bonhomme André	Adjoint Polminhac	
ROBERT Jean-Louis	Maire - POLMINHAC	
SALVET Luc	DGT du Cantal	
FRONTIL Philippe	CM Arche CANTAL	
HERTZ Denis	CPIE Hte Auvergne	
ROLLAND Yann	Ch.re d'Agriculture	
CREGUT [illegible]	SCOT SYNEC	

www.octeha.fr
contact@octeha.fr
OC'TÉHA
Agence Rodez
Carrefour de l'Agriculture - 12026 Rodez Cedex 9
Tél : 05 65 73 65 76 - Fax : 05 65 75 62 33
Association loi 1901 – Code APE 7022 Z – N° SIRET : 310 577 051 000 25
OC'TÉHA
Agence Mende
10 boulevard Lucien Arnault - 48000 Mende
Tél : 04 66 31 13 33 - Fax : 04 66 47 43 78

Bureau d'études :

Laurence Fayret, Chef de projet - Urbanisme - OC'TÉHA
Geoffray BLANC, Chargé d'études urbanisme - OC'TÉHA

Compte rendu

Ci-après la synthèse des débats et échanges :

Introduction M le Président

En introduction, M. ALBISSON (Président de la Communauté de Communes) commence par remercier les personnes présentes. Il rappelle ensuite le cadre règlementaire du projet. Enfin, est évoqué le calendrier optimum du projet, approbation avant mars 2020.

Mme FAYRET (OC'TEHA) précise qu'au vu du temps imparti pour la réunion, la présentation sera synthétique et invite les personnes à intervenir pendant la réunion ; et à faire part des remarques issues des lectures des documents minute reçus avant la réunion.

M. SAIVET explique que la DDT transmettra un courrier à l'attention du président dans les semaines à venir.
Egalement, Mme DEBLADIS, explique que le Département transmettra prochainement le regard du Département. De même, il s'agira d'intégrer au PLUi, le projet relatif au développement de la station du Lioran.

M ALBISSON rappelle que le diagnostic n'est pas figé et qu'il s'agit de le compléter et de l'amender si nécessaire.

Démographie :

Pas de retour particulier soulevé par les Personnes Publiques Associées (PPA).

Cadre foncier et parc de logements

Mme BRU demande si la croissance du nombre de logements englobe tous les logements, y compris vacants.
M.BLANC explique qu'il s'agit effectivement de la croissance du parc de logements total (résidences principales et secondaire ; logements vacants).
M.SAIVET rappelle qu'il est important de retenir la forte augmentation du nombre de logement alors que l'évolution démographique est à la baisse. C'est un aspect majeur à avoir en tête.

M. ROBERT demande si le BE OC'TEHA a utilisé les données du recensement.
Mme FAYRET explique que non puisque le recensement ne donne pas d'information à l'immeuble.

M.BLANC rappelle que les données relatives à la vacance sont temporaires et en attente de vérification avec les élus.

M. SAIVET explique que le SCoT pousse à la création de 236 logements. C'est important de comparer avec la donnée des logements vacants environ 762 logements vacants (chiffre qui reste largement à affiner). Il faut souligner le potentiel que représentent les logements vacants et le prendre en compte dans le PLUi.

Mme DEBLADIS explique qu'il faudra adapter les logements à la structure de la population et demande à l'assemblée quelle est la demande locative sur le territoire.
M. ALBISSON rappelle que la demande porte plutôt sur des petits logements pour les jeunes qui viennent sur le territoire ou les personnes âgées. Aussi, la notion d'accessibilité est importante.

M. ROLLAND explique que les projets agricoles impacte la consommation de l'enveloppe urbaine. Il rappelle la typologie du bâti de Montagne, plutôt regroupé. M.ROLLAND précise que la Chambre d'Agriculture a travaillé sur un calcul, avec le service bâtiment, et que la consommation théorique, pour les projets agricoles, s'approcherait vraisemblablement autour de 5ha.

Economie
M. SAIVET demande à OC'TEHA si le diagnostic présente la typologie de l'emploi sur la CCCGC.
M. BLANC explique qu'une partie dans le diagnostic est consacrée à la typologie de l'emploi.

Mme DEBLADIS : qu'est-ce que le maillage rural ? Il serait intéressant d'employer des termes comparables avec le SCoT.
M. BLANC : cette notion sera précisée, il s'agit ici des polarités du territoire.

Suite à la réunion, OC'TEHA précise que la notion de maillage rural a été définie par le SCOT BACC :
Compte tenu des caractéristiques du commerce et de l'artisanat commercial sur le territoire et des comportements d'achats constatés, le périmètre de réflexion dépasse largement les limites administratives du territoire du SCoT et permet de définir l'armature commerciale actuelle du territoire qui s'organise autour de 4 niveaux d'offres :

- *Aurillac, pôle majeur assure une réponse à des besoins diversifiés et rayonne sur une large zone d'influence.*
- *Les pôles relais, assurent une réponse complète aux besoins courants élargis et à des besoins réguliers sur des zones de chalandise plus locales.*
- *Les pôles de proximité, proposent une réponse aux besoins courants.*
- ***Le maillage rural dispose d'offres incomplètes de réponse aux besoins courants***

M.ROLLAND propose que la mise en page de la cartographie présentant la vacance commerciale soit améliorée (suppression des périmètres de réciprocité agricoles).

Mme DEBLADIS explique qu'il serait intéressant de préciser le poids de la station du Lioran sur la Communauté de Communes Cère et Goul. Il sera important de souligner le projet 4 saisons. Elle explique que le département transmettra prochainement les données. Aussi il sera nécessaire de rappeler : le nombre de pistes de ski alpin, la proportion des activités nordiques, etc.

Il est également demandé de souligner l'apport des burons pour le territoire.

Mme BRU explique qu'il y a un déficit de communication sur le territoire, notamment sur les sentiers équestres.
M. SAIVET précise que cela pourra être mis en avant dans le PADD

M. ALBISSON explique que la taxe de séjour génère 120M€ par an.

M. SAIVET demande au bureau d'études comment a été qualifié les capacités d'hébergement touristiques et rappelle la nécessité d'aller au bout des choses et de quantifier les besoins.
Mme DEBLADIS explique qu'il serait peut-être intéressant de rencontrer les professionnels du tourisme (identification des projets, etc.).

M.ALBISSON précise qu'il n'y a pas assez d'hébergements pour franchir un seuil suffisant afin de garantir une animation.
Mme BRU explique que si l'on change les animations, pour tendre vers un projet 4 saisons, il faut un hébergement adapté.

M. SAIVET reconnait l'hébergement touristique dépasse les limites de la CC Cère et Goul en Carladès. Il serait intéressant d'aborder le sujet avec les CC voisines.
Mme DEBLADIS explique qu'il faudrait peut-être se rapprocher de Cantal destination, pour avoir une approche globale sur le massif. Le Conseil Départemental analysera les données de l'observatoire du département.

Mme DEBLADIS demande si le diagnostic localise-t-il les projets éoliens.
M.SAIVET conseille qu'en prévision de l'enquête publique, il ne semble pas opportun de détailler toute les sollicitations sur ce type de projet.

Economie (diagnostic agricole)

M. ROLLAND précise qu'une centaine d'exploitations agricoles ont été recensées (sur 168).

Mme BRU souligne les inquiétudes liées au nombre d'exploitations dont le chef d'exploitation a plus de 55 ans, dont 54 sans succession assurée.

M. ROLLAND explique qu'un travail est actuellement mené par la chambre d'agriculture et l'ADASEA sur le foncier.

M. PRUNET explique qu'il est important de réfléchir à la diversification de l'activité agricole, plutôt que de tendre toujours vers l'agrandissement. En termes d'aménagement du territoire, le maintien des exploitations rime avec maintien de la population.
M.ROLLAND explique que les exploitants ont évoqués plusieurs pistes de diversification : le tourisme, le cycle court, magasin alimenté par les exploitants locaux.
M. SAIVET précise que la diversification est un enjeu fort pour le territoire et que le PLUi peut y contribuer.
M. ROLLAND souligne toutefois une relative diversification de cette activité actuellement.

M. SAIVET explique que dans le dans le cadre du PLUi, il faudra s'interroger sur la question du changement de destination ; notamment à proximité des hameaux et bourgs. Il est important aussi de noter lorsqu'un bâti est bordé d'une voie communale, vous en devez le déneigement (Article L2212-2 du code général des collectivités territoriales).

Précision d'OC'TEHA :
La jurisprudence reconnaît que les mesures prises par le maire en vue d'assurer le déneigement peuvent être modulées en fonction de l'importance et de la nature de la circulation publique sur les voies, ainsi que les fonctions de desserte de celles-ci. En d'autres termes, le maire peut légalement décider, à condition de respecter le principe d'égalité des citoyens devant les charges publiques, de ne pas procéder au déneigement de certaines portions de voies communales (CAA Nancy, 27 mai 1993, n° 92NC00602).

M. ROLLAND explique que la chambre d'agriculture a établi une liste des projets, cette liste sera remise à la Communauté de Communes et restera anonyme.

Equipements et services
M. SAIVET explique que concernant la RN122, rien n'est arrêté ; aucun tracé n'est disponible, on ne pourra donc pas mettre en œuvre un fuseau.

Cependant, même si à termes le PLUi est validé, quand le projet sera avancé vous pourrez refuser un permis. De même, le PLUi pourra être révisé.

Il serait intéressant d'évoquer la voie verte, le bus des neiges et la gare du Lioran dans le support de présentation.

Mme DEBLADIS précise que la zone blanche de Jou-sous-Monjou est en voie de résorption (le pylône doit être mis en service en avril 2018).

M. SAIVET demande de préciser que l'assainissement est de compétence communautaire. M Blanc, explique que c'est bien pris en compte.

Etat initial de l'environnement
M. SAIVET demande à ce que l'analyse des paysages soit illustrée : des photos, des illustrations, des cônes de vue à préserver ; ce sera majeur pour le rapport de présentation.

M. BLANC rappelle qu'à hauteur des bourgs et hameaux, l'analyse paysagère a été réalisée.
M.SAIVET précise qu'elle devra être complétée sur le grand paysage.

Soulignons l'impact des risques notamment sur la vallée (mouvement de terrain et inondation, notamment), et sur son développement potentiel.

Paysage bâti
M. SAIVET explique qu'il sera bon d'illustrer les dérives de l'urbanisation récente. C'est important pour le diagnostic.

M. ROLLAND précise qu'une charte sur l'intégration des bâtiments a été mise en œuvre au niveau du département.

M. SAIVET rappelle que la doctrine départementale définit comme hameau un ensemble de bâtis composé de 5 bâtiments principaux.

M. CREGUT rappelle le principe de la tâche urbaine et précise l'ajout de deux règles complémentaires concernant, d'une part, le ratio de 75 % maximum à appliquer aux enveloppes foncières définies par le SCoT par rapport au potentiel en dents creuses et, d'autre part, le fait que les enveloppes foncières attribuées aux communes « pôles relais » ne soient pas minorées pour garantir l'atteinte des objectifs de croissance fixés pour cette catégorie de communes (sur le territoire Vic-sur-Cère).

M. FRONTIL explique que les activités artisanales vont tendre vers la digitalisation. Les nouveaux artisans seront liés à la digitalisation. C'est un enjeu capital. Eu égard aux activités actuelles, il semblerait que prochainement on puisse prévoir 30% de perte des activités. Dans le même temps, 50% seraient créées en lien avec la digitalisation.
Autre enjeu, l'impact des pré-enseignes pour la dynamique artisanale

Prochaine étape

Réunion de présentation aux conseillers municipaux : à prévoir
Déterminer le calendrier des réunions publiques : 2 diag et 2 PADD

Retour sur les cartographies fournies par OC'TEHA avant le 13 avril nécessaire.

Caler les dates pour les rencontres en commune, à programmer parallèlement au travail sur le PADD.

ÉLABORATION DU PLUi - CCCGC
Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès
Réunion du 18.09.18 à Thiézac

Ordre du jour – Réunion de présentation du PADD aux Personnes Publiques Associées (PPA)

Présents

Elus

M. ALBISSON Michel – Président de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès
M. FEL Jean-Pierre – Maire de Thiézac et Vice-Président de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès
M. AMOUROUX Michel – Vice-Président de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès
Mme BENARD Linda – Maire de Saint-Jacques-des-Blats
M. BERALD Roger – 1er adjoint à la mairie de Saint-Jacques-des-Blats
M. TRIN Marcel – 3ème adjoint à la mairie de Saint-Jacques-des-Blats
M. DARDON Arnaud – 4ème adjoint à la mairie de Thiézac
M. GREGOIR Christian – Maire de Saint-Clément
M. ROBERT Jean-Louis – Maire de Polminhac
M. SERGUES Jean – Élu à la commune de Raulhac
M. JAULHAC André – 4ème adjoint à la mairie de Vic-sur-Cère
M. VIAUD Patrick – 2ème adjoint à la mairie de Thiézac

PPA

M. SAIVET Luc – délégué territorial - Direction Départementale des Territoires du Cantal
Mme CIPIERE Marie – chargée de mission planification et développement - Conseil Départemental du Cantal – service Territoires et politiques contractuelles
M. FRONTIL Philippe – 2ème Vice-Président - Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Cantal
Mme LEMARCHAND Marie-Aimée – chargée de mission – SCoT Est Cantal, Syndicat des Territoires de l'Est Cantal (SYTEC)
M. JOULIÉ Patrick – technicien en bâtiments de France - Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Cantal

M. COMBOURIEU Pierre – responsable du pôle développement économique - Chambre de Commerce et d'Industrie du Cantal
M. PAYET Clément – chargé de mission urbanisme et paysage - Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne
M. MAJDI Julien – chargé de mission urbanisme - Saint-Flour-Communauté

Oc'Teha
M. BLANC Geoffray – chargé d'études principal urbanisme – OC'TÉHA
M. CELERIER Jérémy – chargé d'études urbanisme – OC'TÉHA

Excusés

M. ROLLAND Yann – chargé d'études - Chambre d'Agriculture du Cantal.

Compte rendu

Ci-après la synthèse des débats et échanges :

M. Le Président de la CCCGC et M. Le Maire de Thiézac remercient les personnes ayant fait le déplacement jusqu'à Thiézac pour assister à la présente réunion. Afin de permettre à chaque invité de s'identifier, M. Le Président invite chacun à se présenter de manière succincte dans le cadre d'un tour de table.

Geoffray Blanc prend la parole et rappelle qu'avec les invitations, chacun a également reçu le support du PADD pour en prendre connaissance. L'objectif de la présentation est d'être assez synthétique afin que la réunion permette des échanges avec l'ensemble des invités. Il rappelle le processus de travail de l'élaboration du PADD, avec notamment les 5 scénarii déterminés dans le cadre de l'élaboration du document. Les élus ont ensuite choisi un scénario pour leur territoire.
Geoffray Blanc rappelle les caractéristiques du scénario retenu qui s'appuie sur plusieurs facteurs (population, équipements et services existants, valeur minimale de 4 logements en extension par communes, etc.). Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) demandait aussi la prise en compte des polarités, ce qui a été fait.
Les données chiffrées font état de 215 logements à produire à l'échelle intercommunale.

M. le Président précise que la CCCGC a essayé de trouver une répartition la plus équitable possible entre chaque commune, afin qu'aucune localité ne soit bloquée en termes de développement par rapport à d'autres.

M. Combourieu demande si la CCCGC a tenu compte des demandes éventuelles de construction à venir sur le territoire pour effectuer les répartitions. M Le Président répond que cela a été pris en compte.
M Le Président explique que, sans objections de la part des PPA, ces chiffres resteront inchangés.

Geoffray Blanc donne la parole à M. Saivet. Ce dernier constate que la surface en densification pourrait à elle seule accueillir les nouvelles constructions.
M. Saivet poursuit sur le fait qu'il est indispensable de justifier la rétention foncière dans le rapport de présentation notamment. Il fera parvenir à Oc'Téha un courrier, dans un délai de 2 à 3 semaines, faisant état des remarques sur le PADD et plus particulièrement sur la prise en compte de la rétention foncière.

Geoffray Blanc poursuit la présentation et rappelle que le PADD est décliné en 7 grandes orientations.

<u>Axe 1 : Organiser le développement urbain.</u>
Geoffray Blanc présente la cartographie ainsi que les objectifs de cet axe. Il précise notamment la volonté intercommunale de renforcer le poids de Raulhac en tant que pôle d'approvisionnement pour la vallée du Goul, évitant la concentration des activités sur la seule vallée de la Cère.

M. Saivet rappelle aux élus que le PLUi pourra toujours s'adapter aux évolutions potentielles des territoires (révision, modification, etc.)

<u>Axe 2 soutenir l'économie communautaire et de territoire.</u>
Geoffray Blanc reprend les objectifs du PADD. Il précise qu'il faudra anticiper la création d'une zone d'activités sur la commune de Raulhac, de moins de 5 hectares, afin de permettre l'installation d'activités artisanales sur la localité.
Il laisse la parole aux élus et PPA pour d'éventuelles questions

La chambre d'artisanat souligne l'initiative de la commune de Thiézac qui rachète la station-service, permettant le retour d'un service majeur sur la localité.

M. Saivet précise aux élus la nécessité de mener les réflexions en amont du PADD et du zonage pour notamment définir les emplacements réservés (cf : mobilités douces, voie verte, etc.).

M. Le Président informe les invités qu'une personne s'est présentée à la CCCGC avec des projets liés à l'activité thermale, sur la commune de Vic-sur-Cère. Cette personne souhaiterait que Chaudes-Aigues ne soit plus l'unique site thermal du Cantal et profiterait du passé thermal de Vic pour redonner vie à cette activité sur la commune. Il souhaiterait donc qu'Oc'Téha mentionne, dans le PADD, des objectifs liés à cette activité (eau, thermalisme, etc.).

En présentant les objectifs liés à l'activité agricole, Geoffray Blanc informe l'assemblée que Yann Rolland est excusé pour son absence.
Lorsque le volet énergétique est abordé, M. Le Président explique qu'une réunion animée par Luc Saivet a eu lieu début septembre, notamment pour aborder la question de l'éolien et permettre aux élus de l'ensemble des communes de la CCCGC de se positionner. Toutefois, il précise que des désaccords persistent entre les élus sur les orientations à prendre concernant l'énergie éolienne. Certains souhaitent la développer, d'autres y sont totalement opposés. M. Le Président estime que les positions de chacun étant inconciliables, il est nécessaire d'essayer de trouver un accord sur la manière dont il faut formuler les choses dans le PADD. La réflexion est en cours.

Geoffray Blanc poursuit et finalise la présentation des derniers axes. Ces derniers engendrent peu de remarques.

Durant la présentation, divers commentaires ont été formulés par les élus et les PPA concernant le document présenté. Certains invités ont émis des remarques sur la mise en forme de certains objectifs, sur des objectifs à développer, etc. Oc'Téha a pris en considération ces éléments et effectuera les modifications nécessaires (remplacement de certains termes utilisés, modification de légendes de cartographies, etc.).

Prochaines étapes

Les dates de réunions publiques relatives au PADD ont été fixées. Elles auront lieu :

- Le Lundi 15 octobre 2018 à Vic-sur-Cère (20h).
- Le Mercredi 17 octobre 2018 à Raulhac (20h).

Oc'Téha est en train de travailler sur la préparation du zonage. Une première réunion de présentation de la méthodologie aux élus va être fixée rapidement. S'en suivront des réunions organisées avec chaque commune de la CCCGC.

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

REUNION DU 05.07.2019

Ordre du jour – réunion de présentation du projet de PLUi avant arrêt aux PPA



oc'teha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

Feuille de Présence

Date : **05/07/2019**

Commune : **Communauté de communes Cère et Goul en Carladès**

Objet de la réunion : **Réunion d'arrêt du projet avec les PPA**

Nom-Prénom Adresse mail	Fonction - Organisme	Signature
ALBISSON Michel	St Cère	
JOURIÉ Patrick	UDAP Technicien ABF	
WAGNER Alexis	DDT 15 / Planificateur	
SAINET Luc	DDT 15 / Délégation	
Gnanti L. Philippe	CMA 15 -	
JULHES Benoît	CDA 15 ch[e] d'Agriculture	
ROLLAND Yann	Chargé de mission Urbanisme SE. Haut Co	
MAJDI Julien	Responsable Pôle clim Fcc	
COMBOURIEU Pierre	Chef service Territoires & Politiques Contractuelles	
DEBLADIS Caroline	Service Territoires et Politiques Contractuelles CD 15	
CIPIÈRE Marie	Centre Régional de la Propriété Forestière	
D'INTILHAC Vincent		
Geoffray Blanc	Chargé d'études principal Urbanisme – OC'TÉHA	

Excusés

PNRVA

www.octeha.fr
contact@octeha.fr

OC'TÉHA
Agence Rodez
Carrefour de l'Agriculture - 12026 Rodez Cedex 9
Tél : 05 65 73 65 76 - Fax : 05 65 75 62 33
Association loi 1901 – Code APE 7022 Z – N° SIRET : 310 577 051 000 25

OC'TÉHA
Agence Mende
10 boulevard Lucien Arnault - 48000 Mende
Tél : 04 66 31 13 33 - Fax : 04 66 47 43 78

oc'teha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

Feuille de Présence

Date : **05/07/2019**

Commune : **Communauté de communes Cère et Goul en Carladès**

Objet de la réunion : **Réunion d'arrêt du projet avec les PPA**

Nom-Prénom Adresse mail	Fonction - Organisme	Signature
JAULHAC André jaulhac andre@wanadoo.fr	Adjoint Vic S/R CERE	
[illegible]	[illegible]	

www.octeha.fr
contact@octeha.fr

OCTÉHA
Agence Rodez
Carrefour de l'Agriculture - 12026 Rodez Cedex 9
Tél : 05 65 73 65 76 - Fax : 05 65 75 62 33
Association loi 1901 – Code APE 7022 Z – N° SIRET : 310 577 051 000 25

OCTÉHA
Agence Mende
10 boulevard Lucien Arnault - 48000 Mende
Tél : 04 66 31 13 33 - Fax : 04 66 47 43 78

Compte rendu

M. Albisson, introduit la séance. L'objet de cette séance est la présentation aux PPA du projet de PLUi avant l'arrêt. Il rappelle ainsi les objectifs calendaires du projet : approbation du PLUi prévue pour fin février 2020.

Un tour de table est proposé.

La parole est laissée au bureau d'études pour la présentation du projet.

Présentation effectuée par le bureau d'études OC'TÉHA

M.BLANC rappelle les éléments de contexte de la procédure. Il indique notamment le calendrier à venir.

Volet Agricole

Yann Rolland de la chambre d'agriculture demande à ce que les contours de la zone Agricole (A) soient revus.

En effet, certains bâtiments agricoles sont situés en zone U du PLUi.
M.BLANC indique qu'il ne s'agit pas d'un problème, dans la mesure où le règlement du PLUi permet des extensions des bâtiments existant, sous condition d'être compatible avec le voisinage.
M. Rolland complète en expliquant qu'il y a parfois superposition entre zones humides et bâtiments agricoles. Il explique que l'inventaire des zones humides a certainement subit quelques transformations. Il propose, dans la mesure où le bâtiment est existant, de le zoner en A constructible.

Il ensuite demandé, par M.ROLLAND, d'autoriser dans le règlement de la zone Ap, les abris démontables.
M.SAIVET explique qu'il est nécessaire d'être extrêmement vigilent à la notion d'abris démontables et de bien cadrer l'autorisation dans le règlement.
M.BLANC proposera une rédaction dans le règlement qui devra être débattue en CDPENAF.

M.ROLLAND demande à ce que soit bien autorisé dans le règlement la notion d'agritourisme.

M.ROLLAND estime que certains changements de destination doivent être supprimés et proposera avant l'arrêt du projet une cartographie présentant les modifications nécessaires.

M.SAIVET explique que le nombre de changements de destination doit être intégré au potentiel de logement du projet de PLUi. M.BLANC explique qu'une grosse rétention foncière s'applique sur les changements de destination. Il rappelle que ce potentiel de changement de destination n'est pas comptabilisé dans les objectifs SCoT.

M.ROLLAND précise qu'il ne faut pas afficher les tiers sur les plans de zonage.

Volet exploitations forestières

M.DINTILLAC demande à ce que le règlement autorise les constructions nécessaires à l'exploitation forestière en zone N.
M.BLANC explique que sera intégré à la zone N.

M.DINTILLAC précise que la hauteur peut être limitée à 3 mètres.

Extension de la zone d'activités de Comblat le Château

M.ALBISSON explique la zone d'activité de Comblat le Château est remplie à 87% et il devient nécessaire d'envisager son extension.
M.BLANC explique que la zone prévue est aujourd'hui fermée à l'urbanisation et que les activités souhaitées se devront d'être incompatible avec la vocation résidentielle (pour éviter de concurrencer le bourg).
M.SAIVET explique que pour l'ouverture à l'urbanisation de cette zone une étude d'entrée de ville sera nécessaire (article L111-8 du CU).

M.SAIVET propose aux élus de placer un emplacement réservé sur l'extension de la zone d'activité de comblat.
M.ALBISSON estime que cette requête est pertinente et demande son ajout.

Développement touristique

Mme DEBLADIS et Mme CIPIERE propose des modifications de règlement sur les zones Utb et Ns.

Paysage

M.JOULIE demande à ce que le plateau de Ronesque soit classé en zone Ap. Egalement il propose d'harmoniser le zonage en classant le bourg de Saint-Clément en zone Ua.

OAP

Des précisions sont demandées sur certaines OAP (sous-densités, conception, espaces verts).

Compatibilité avec le SCoT

M.CREGUT explique qu'il est nécessaire de justifier la présence de zones urbaines sur des réservoirs de biodiversité.
M.BLANC explique que ces situations seront expliquées dans l'évaluation environnementale.

Les chiffres de la consommation foncière sont débattus. Le débat porte sur la prise en compte, dans l'évolution de la tache urbaine, des zones 2AUt et 2AUya.

Suite de la procédure

Arrêt du projet le 09 juillet en conseil communautaire.

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

REUNION DU 25.02.2020

Ordre du jour – conférence intercommunale avant approbation

Feuille de Présence

Date : **25/02/2020**

Commune : **Communauté de communes Cère et Goul en Carladès**

Objet de la réunion : **Conférence intercommunale avant approbation**

Nom-Prénom Adresse mail	Fonction - Organisme	Signature
ALBISSON Michel	Pt CdC	
FEL J. Pierre	VP CdC	
Michel Bournet	VP CdC Agral	
BENARD Linda	Mairie SSDB	
JAULHAC André	Adjoint Vic/CERE	
GRÉGOIR, Christian	Maire St_Clément	
LAPORTE Georges	Maire de BAILHAC	
BRUNHES J-Paul	Maire de Ens-Bessonies	
AMOUROUX Michel	VP CDC	
ROBERT Jean-Louis	Maire de POLMINHAC	
PRUNET Elisabeth	Maire de Paulhenc	
BRU Dominique	MAIRE VIC/S/CERE	
Geoffray Blanc	Chargé d'études principal Urbanisme – OC'TÉHA	

Excusés

www.octeha.fr
contact@octeha.fr

OC'TÉHA
Agence Rodez
Carrefour de l'Agriculture - 12026 Rodez Cedex 9
Tél : 05 65 73 65 76 - Fax : 05 65 75 62 33

OC'TÉHA
Agence Mende
10 boulevard Lucien Arnault - 48000 Mende
Tél : 04 66 31 13 33 - Fax : 04 66 47 43 78

Association loi 1901 – Code APE 7022 Z – N° SIRET : 310 577 051 000 25

Compte rendu

M. ALBISSON, introduit la séance. L'objet de cette séance est la présentation des principales évolutions du projet, après l'arrêt en conseil communautaire, et de se positionner sur les points sensibles avant approbation.

M.ALBISSON, ajoute que les changements de destination ont été vérifiés par les élus et précise que l'objectif du PLUi est de ne pas être bloquant pour un éventuel projet. M.ROBERT demande si la démarche a été similaire pour l'identification des burons. M. ALBISSON confirme que la démarche a bien été identique pour les burons.

M.BESOMBES demande si les projets agricoles apparus après l'arrêt du projet, ont pu être intégrés au projet. M.ALBISSON le confirme également.

Mme EVENNOU présente ensuite l'ordre du jour de la conférence intercommunale :

- Retour sur les avis des PPA ;
- Retour sur l'enquête publique ;
- Analyse des points sensibles.

La parole est laissée au bureau d'études pour la présentation du projet.

Présentation effectuée par le bureau d'études OC'TÉHA

M.BLANC rappelle les conclusions des personnes publiques associées, les conclusions de la commissaire enquêtrice.

Recommandations de la commissaire enquêtrice

Il est mentionné l'erreur d'identification commise par la commissaire enquêtrice entre Comblat le Pont et Comblat le Château. M.ALBISSON rappelle que le projet de PLUi prévoit effectivement une extension, sur du long terme, de la zone d'activités de Comblat le Château. Il précise qu'effectivement le fond de parcelle peut présenter des enjeux environnementaux (zones humides).
Une étude spécifique sera alors nécessaire lorsque les élus ouvriront la zone 2AUya à l'urbanisation.

Points sensibles

M.LAPORTE regrette cette délimitation de zone humide sur le secteur du Commun Grand, qui arrive tardivement et qui semble très large. Il rappelle que la délimitation initiale de la zone humide avait été réalisée par la DDA.
Mme EVENNOU précise que le CPIE a affiné le travail sur ce site, notamment au regard de l'avis rendu par la MRAe.

M.BLANC rappelle que la règlementation sur la préservation des zones humides s'est durcie et que le travail du CPIE se base sur une analyse de terrain.
Il propose donc d'adapter l'OAP du Commun Grand pour réduire l'impact du projet de PLUi sur la zone humide.

M.LAPORTE explique qu'il est effectivement raisonnable d'adapter l'OAP. Cette adaptation permet de ne pas supprimer l'intégralité du site ce qui peut permettre à un pétitionnaire de s'installer sur Badailhac.
Il précise que les contours de la zone humide pourront être revus lors d'un prochain PLUi.
L'ensemble des élus valide.

Le site des Chazes à Saint Jacques des Blats est réévoqué, les élus valident la position retenue lors de la réunion du 30 janvier permettant de répondre au PV de la commissaire enquêtrice. Aussi, les élus rappellent que les parcelles évoquées ont été maintenues sous condition de mettre en place d'une protection au titre de l'article L151-19 du CU.

Suite de la procédure

Approbation en conseil communautaire.

M.BESOMBES demande quand le PLUi sera exécutoire sur le territoire.
M.BLANC rappelle que la « date exécutoire » est la date à laquelle le PLUi entre en vigueur et devient opposable, notamment pour l'instruction des autorisations d'urbanisme. La Communauté de Communes étant couverte par un SCoT, le PLUi sera exécutoire à la dernière des dates suivantes :

- date de réception en préfecture de la délibération et des dossiers au titre du contrôle de légalité (cf. date cachet) ;
- 1er jour de l'affichage au siège de l'EPCI compétent et, dans ce cas, prendre en compte le 1er jour du dernier affichage dans les mairies des communes membres concernées ;
- date de parution du journal dans lequel mention a été faite de l'affichage de la délibération.

Sur les modalités de mise à disposition du projet :

- 1 projet complet papier et numérique pour la Communauté de Communes ;
- Pour les communes, le dossier numérique, accompagnés des planches graphiques, du règlement et des OAP au format papier ;
- La version CNIG à téléverser sur le géoportail de l'urbanisme.

Mme EVENNOU rappelle que le rapport de la commissaire enquêtrice doit être visible 1 an sur le site de la Communauté de Communes.

M.ALBISSON, rappelle que dans le cas d'un contentieux sur le PLUI, une simple annulation partielle peut être prononcée, notamment sur le classement d'une ou de

plusieurs parcelles, qui soit, est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation, soit repose sur des faits matériellement inexacts. .

Mme EVENNOU rappelle qu'il est également nécessaire de reprendre la délibération instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLUi. Elle précise que les modalités de délégation aux Maires devront être redéfinies. Les élus échanges ensuite sur les modalités d'application du DPU.

oc'teha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

contact@octeha.fr
à Rodez :
Carrefour de l'Agriculture
12026 RODEZ Cedex 9
Tél.: 05 65 73 65 76

www.octeha.fr
à Mende :
10 Bd. Lucien Arnault
48000 MENDE
Tél.: 04 66 31 13 33

PREFECTURE DU CANTAL

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

CERE ET GOUL EN CARLADES



ELABORATION

Arrêté le :

9 juillet 2019

Approuvé le :

25 février 2020

Exécutoire le :

VISA

Date : 26 février 2020

Le Président,
Michel ALBISSON

Modifications - Révisions - Mises à jour

Concertation

1.2

Sommaire

1 - Modalités de la concertation 3

2 - Déroulement de la concertation 4

3 - Bilan de la concertation 5

3.1 - Les observations orales 5
3.2 - Les observations écrites et lettres reçues à la Communauté de Communes 5

4 - Conclusion 5

5 - Annexes 6

Article de la lettre intercommunale - «Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, c'est quoi ?» - Janvier 2017 6
Article de la lettre intercommunale - «Le Plan d'Urbanisme intercommunal (PLUi)» - Juillet 2017 6
Article de presse invitant à la réunion publique du 19/07/2019 - La Montagne - 3 juillet 2017 7
Article de presse invitant à la réunion publique du 19/07/2019 - La Montagne - 18 juillet 2017 7
Article annonçant le lancement de la procédure - La Montagne - 24 juillet 2017 7
Article annonçant le lancement de la procédure - La Voie du Cantal - 27 juillet 2017 7
Article de la lettre intercommunale - «Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal» - Janvier 2018 8
Article de la lettre intercommunale - «Urbanisme et Attractivité : Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)» - Juillet 2018 8
Article de presse invitant aux réunions publiques des 9 et 12 /07/2018 - La Montagne - 5 juillet 2018 9
Article de presse invitant aux réunions publiques des 9 et 12 /07/2018 - Le Réveil Cantalien - 6 juillet 2018 9
Article de presse «Une deuxième réunion de présentation du PLUi «en toute transparence»» - La Montagne - 28 juillet 2018 9
Affiche invitant aux réunions publiques des 9/07/2018 et 12/07/2018 10
Réunion publique de présentation du Diagnostic- 9 juillet 2018 11
Réunion publique de présentation du Diagnostic- 12 juillet 2018 12
Article de presse invitant aux réunions publiques des 15 et 17 /10/2018 - La Montagne - 5 octobre 2018 13
Article de presse invitant aux réunions publiques des 15 et 17 /10/2018 - Le Réveil cantalien - 5 octobre 2018 13
Article de presse invitant aux réunions publiques des 15 et 17 /10/2018 - L'Union du Cantal - 11 octobre 2018 13
Affiche invitant aux réunions publiques des 15/10/2018 et 17/10/2018 14
Réunion publique de présentation du PADD - 15 octobre 2018 15
Réunion publique de présentation du PADD - 17 octobre 2018 16
Article de la lettre intercommunale - «Urbanisme : Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal» - Janvier 2019 17
Registre mis à disposition du public 17
Site internet de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès 18

I - Modalités de la concertation

Par délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2015, la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès a décidé de procéder à l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

De ce fait, le conseil communautaire a défini les modalités d'une concertation qui figure comme l'un des point forts de la loi SRU, et qui a pour but d'informer et d'associer les habitants tout au long de la procédure d'élaboration du PLUi.

Les modalités de concertation retenues par la délibération prescrivant l'élaboration du PLUi ont été les suivantes :

- Réunions de concertation avec les communes du territoire ;
- Organisation d'un minimum de trois réunions publiques ;
- Informations par voie de presse (presse locale, lettre intercommunale, site Internet de la Communauté de Communes) ;
- Mise à disposition du porter à connaissance de l'Etat ;
- Mise à disposition de registres servant à recueillir les remarques ou propositions ;
- Réception de courriers au siège de la Communauté de Communes

2- Déroulement de la concertation

Conformément à la loi SRU, prescrivant une large concertation de la population, la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès a mis en place les moyens définis dans la délibération pendant toute la période d'études et de réflexion menant à l'arrêt du projet d'élaboration du PLUi.

Elle a notamment organisé :

- Des réunions de suivi du projet au sein du Conseil communautaire,

- Des réunions de présentation et d'information avec l'ensemble du Conseil communautaire et les communes afin de les informer de l'avancement de projet,

- Des réunions avec l'ensemble des Personnes Publiques Associées (PPA) à l'élaboration du PLUi, à chaque étape de la procédure (diagnostic du territoire, présentation du PADD, projet avant arrêt),

- Une réunion publique de lancement de la procédure le 19 juillet 2017 à Vic-sur-Cère.

- Deux réunions publiques de présentation du diagnostic territorial les 9 et 12 juillet 2018 à Raulhac et Vic-sur-Cère,

- Deux réunions publiques de présentation du PADD les 15 et 17 octobre 2018 à Raulhac et Vic-sur-Cère,

- Les articles de presse, les affiches, ayant tour à tour pour objet : la réunion publique, l'avancement du projet, etc.

- La mise à disposition du porter à connaissance de l'Etat au siège de la Communauté de Communes.

- La mise à disposition d'un registre permettant de consigner les observations de la population, au siège de la Communauté de Communes et dans chacune des communes.

- Le débat concernant le PADD s'est tenu au sein du Conseil Communautaire, durant la séance du 11 février 2019.

Par ailleurs, à titre d'information, une réunion publique sera organisée après l'arrêt du projet de PLUi afin de faciliter l'appropriation du dossier par la population, avant le lancement de l'enquête publique.

3 - Bilan de la concertation

3.1 - Les observations orales

Concernant les réunions publiques, elles ont fait l'objet d'un intérêt certain de la part de la population :

- Environ 45 personnes ont assisté à la réunion publique de lancement du PLUi organisée le 19/07/2017.
- Environ 40 personnes ont assisté aux réunions publiques des 09/07/2018 et 12/07/2018 consacrées à la procédure d'élaboration et au diagnostic territorial.
- Environ 25 personnes ont assisté aux réunions publiques des 15/10/2019 et 17/10/2019 consacrées au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Les personnes présentes ont assisté à ces réunions pour s'informer et questionner les élus sur le projet d'élaboration.

3.2 - Les observations écrites et lettres reçues à la Communauté de Communes

Depuis la prescription de l'élaboration environ 25 courriers ont été reçus par la Communauté de Communes. Ces observations relèvent notamment de l'intérêt privé (classement des parcelles en zone constructible).

Les registres de la concertation n'ont fait l'objet d'aucune remarque.

4 - Conclusion

Les moyens de communication mis en œuvre (publications, exposition, réunions) démontrent la volonté de la Communauté de Communes d'associer les habitants du territoire à l'élaboration de son PLUi conformément aux dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, prescrivant une large concertation.

Les observations portant principalement sur des demandes d'intérêt privé, elles n'ont pas entraîné de modifications du projet d'intérêt général de la Communauté de Communes.

5 - Annexes

ARTICLE DE LA LETTRE INTERCOMMUNALE - «LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL, C'EST QUOI ?» - JANVIER 2017

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, c'est quoi ?

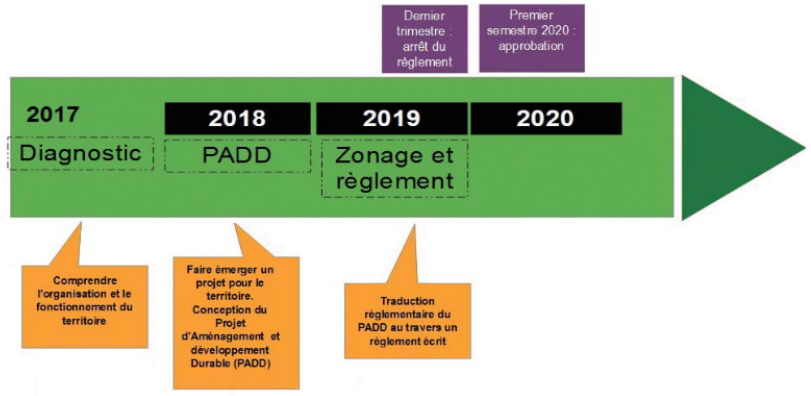
La Communauté de communes se lance dans l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) sur les 11 communes qui composent son territoire.

Qu'est-ce qu'un PLUi ?

Un PLUi est un document d'urbanisme qui est à la fois :

- **Un document de projet de territoire** qui exprime, sur une période de 10 à 15 ans, un projet d'aménagement et de développement en matière d'économie, d'habitat, d'environnement, de paysage, de patrimoine, d'équipements publics…
- **Un document réglementaire** qui définit la vocation et l'usage du sol. Ce point ne manquera pas d'intéresser tout un chacun étant précisé qu'il s'imposera à toute demande d'autorisation (déclaration préalable, permis de construire…) et sera appelé à remplacer les documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur nos communes.

Tout au long du projet, les élus du territoire seront mobilisés mais également ses habitants, ses travailleurs, ses investisseurs ainsi que les membres des associations qui seront invités à partager leur vision du territoire par différents biais de communication (réunions publiques, site internet…).



ARTICLE DE LA LETTRE INTERCOMMUNALE - «LE PLAN D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi)» - JUILLET 2017

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Dans le cadre de ses nouvelles compétences, la Communauté de communes est depuis décembre 2015 en charge du volet urbanisme. Ainsi, la collectivité va se doter d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) sur les 11 communes qui composent son territoire.

PETIT RAPPEL

Un PLUi est un document d'urbanisme qui est à la fois :

- **Un document de projet de territoire** qui exprime, sur une période de 10 à 15 ans, un projet d'aménagement et de développement en matière d'économie, d'habitat, d'environnement, de paysage, de patrimoine, d'équipements publics…
- **Un document réglementaire** qui définit la vocation et l'usage du sol. Il s'imposera à toute demande d'autorisation (déclaration préalable, permis de construire…) et sera appelé à remplacer les documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur les 11 communes.

Après consultation, le cabinet d'études qui va épauler la Communauté dans cette élaboration est le cabinet Oc'Téha (Rodez – 12) accompagné du Centre Permanent pour l'Initiative à l'Environnement de Haute Auvergne (CPIE) et de la Chambre d'agriculture du Cantal.

Une réunion de lancement s'est déroulée le 22 juin en présence des représentants de l'ensemble des communes et des partenaires publics associés. Cette réunion a permis une présentation du cabinet, de l'organisation et des actions à mener dans le cadre de l'élaboration.

Tout au long de ce projet qui s'étalera sur trois ans, les élus du territoire seront mobilisés mais également l'ensemble de la population, des acteurs économiques et associatifs qui seront invités à partager leur vision du territoire, pour les prochaines années, par différents biais de communication (réunions publiques, site internet,…).



Info : www.carlades.com

NB : l'ensemble des lettres intercommunales sont consultables sur le site de la Communauté de Communes

ARTICLE DE PRESSE INVITANT À LA RÉUNION PUBLIQUE DU 19/07/2019 - LA MONTAGNE - 3 JUILLET 2017

CÈRE ET GOUL ENGAGE LE PLUI. Dans le cadre de la concertation prévue pendant la phase d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). La communauté de communes Cère et Goul en Carladès organise une réunion publique mercredi 19, à 20 h 30, au centre culturel du Carladès (sous la mairie). Toutes les personnes résidant sur le territoire sont invitées à venir s'informer sur la démarche et les étapes de la procédure de l'élaboration de ce PLUi

ARTICLE DE PRESSE INVITANT À LA RÉUNION PUBLIQUE DU 19/07/2019 - LA MONTAGNE - 18 JUILLET 2017

RÉUNION PUBLIQUE D'INFORMATION. La communauté de commune a lancé l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Une première réunion d'information se tiendra demain, mercredi, à 20 h 30, dans la salle du centre culturel du Carladès en présence d'élus, de techniciens et du cabinet Oc'Teha.

ARTICLE ANNONÇANT LE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - LA MONTAGNE - 24 JUILLET 2017

VIC-SUR-CÈRE

La communauté de communes présente le PLUi aux habitants

La communauté de communes Cère et Goul en Carladès ayant lancé la procédure d'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), une première réunion publique d'information (obligatoire), s'est tenue mercredi 19 juillet devant une quarantaine de personnes.

Michel Albisson, président de la communauté de communes, Philippe Schaab et Laurence Fayret, respectivement directeur et architecte urbaniste du cabinet ruthénois Oc'Téha, qui travailleront avec les chargés d'études de la chambre d'agriculture (Yann Rolland) et du CPIE Haute-Auvergne (Denis Hertz), ont présenté le calendrier et les grandes lignes du projet, avant de répondre aux questions venues de l'assistance.



PRÉSENTATION. Michel Albisson (entouré des conseillers du cabinet Oc'Téha), invite la population à s'emparer du PLUi.

Des contraintes légales, il y en a pléthore. Le PLUi doit respecter la hiérarchie des normes : orientations nationales, puis régionales et enfin intercommunales. Comme le remarque Philippe Schaab, « on ne pourra pas plaire à tout le monde, mais il faudra respecter la loi et nous serons là pour aider les élus à le faire ». Il insiste sur le fait qu'il ne faut pas retenir le côté contraignant, mais plutôt le côté positif du PLUi.

Les dispositions décidées à l'issue des trois ou quatre ans que va durer son établissement, s'appliqueront pour dix ans à tout le territoire et décideront pour cette durée de l'orientation du cadre de vie de ses habitants. Le coût HT de l'opération (financement des chargés d'études) approche les 150.000 €.

Michel Albisson et ses conseillers ruthénois proposent d'ailleurs à la population à se saisir du projet et à y participer activement. Il y aura d'autres réunions publiques et une enquête publique, mais d'ores et déjà, les habitants peuvent réfléchir et apporter leurs suggestions, dans la boîte à idée ouverte au siège de la communauté de communes, ou par courrier, ou par mail (developpement@carlades.fr).

Cantal

ARTICLE ANNONÇANT LE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - LA VOIE DU CANTAL - 27 JUILLET 2017

CARLADÈS

Le plan local d'urbanisme intercommunal est lancé

Dans le cadre de ses nouvelles compétences, la communauté de communes a pris charge le volet urbanisme. Cette collectivité territoriale doit donc se doter d'un plan local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) sur les 11 communes qui composent son territoire. Il s'agit là d'un document de projet de territoire qui exprime, sur une période de 10 à 15 ans, un projet d'aménagement et de développement en matière d'économie, d'habitat, d'environnement, de paysage, de patrimoine, d'équipements publics. Un cadre réglementaire qui définie la vocation et l'usage du sol sera appelé à remplacer les documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur chaque commune.

C'est le cabinet d'études ruthénois Oc'Téha qui va épauler la communauté de communes dans cette élaboration aux côtés du Centre Permanent pour l'Initiative à l'Environnement de Haute Auvergne (CPIE) et de la Chambre d'agriculture du Cantal.

Après la réunion de lancement qui s'est déroulée en présence des représentants de l'ensemble des communes et des partenaires publics associés, une première réunion publique d'information à laquelle ont pris part une quarantaine de personnes, s'est tenue dernièrement en présence de Michel Albisson, président de la communauté de communes, de Philippe Schaab et Laurence Fayet, respectivement directeur et architecte urbaniste du cabinet d'études Oc'Téha. Elle avait pour objet de présenter les grandes lignes du PLUi, son contexte réglementaire avec la hiérarchie des normes et surtout de répondre aux questions posées par les participants.

Tout au long de ce processus qui s'étalera dans le temps et sera soumis à enquête publique, les élus du territoire seront mobilisés mais également l'ensemble de la population, les acteurs économiques et associatifs qui seront invités à apporter leurs suggestions afin de partager leur vision du territoire pour les prochaines années au moyen des différents canaux de communication disponibles : réunions publiques, courriers, mails (developpement@carlades.fr) site internet www.carlades.com.

G.R

ARTICLE DE LA LETTRE INTERCOMMUNALE - «ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL» - JANVIER 2018

Le SCoT : un outil d'organisation et de développement à grande échelle !

Le Syndicat mixte du SCoT du BACC (Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie) a été créé pour déterminer, sur le territoire des 3 Communautés, les grandes orientations d'aménagement de ce grand bassin de vie.

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document d'urbanisme qui définit l'organisation spatiale et les grandes orientations de développement durable d'un territoire à une échelle de 15, 20 ans.

Le SCoT prend en compte les programmes et schémas régionaux, il doit être compatible avec les directives de protection et de mise en valeur des paysages, la charte du Parc Naturel Régional, les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Il va s'imposer au PLUi actuellement en cours d'élaboration à l'échelle de notre Communauté de communes.

La dernière étape était la phase d'enquête publique qui a eu lieu durant 1 mois (du 18 septembre au 19 octobre 2017).



Les documents d'urbanisme "locaux" sont soumis aux documents nationaux et régionaux prescriptifs, ceux-ci s'imposent à nos documents.

Pour plus de précisions :
http://www.carlades.com ou www.scotbacc.fr

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi)

Le PLUi : aménagement et urbanisme sur le Carladès !

Lancé en juin 2017, le PLUi est dans sa phase "Diagnostic". Le cabinet d'études Oc'Téha, en charge de son élaboration, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Cantal et le CPIE est en train de mener des enquêtes de terrain.
En parallèle, afin d'appréhender le calendrier d'élaboration du plan et les nouvelles dispositions à venir en matière d'urbanisme, une réunion d'informations s'est tenue le 5 septembre dernier auprès des élus et des agents administratifs municipaux.

Sur le volet environnemental, le CPIE a organisé à destination des élus et agents des agents techniques communaux une formation sur les espèces invasives accompagnée d'une visite sur terrain. Des réunions publiques et chantiers participatifs tout public seront organisés tout au long de l'année 2018.

Le PLUi : l'affaire de tous !

Le PLUi exprime un projet global d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Vous avez des idées pour le territoire de demain ? Vous souhaitez participer à l'élaboration du PLUi ?

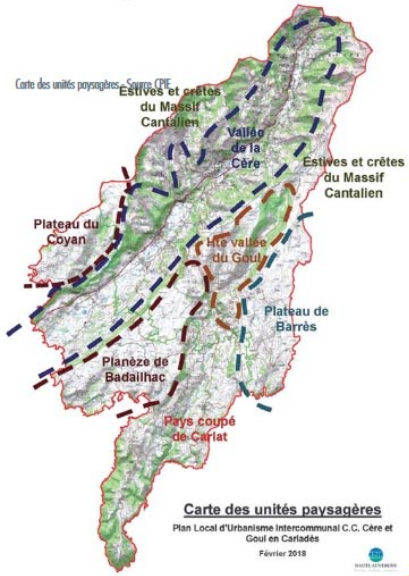
Des registres sont à votre disposition dans chacune des Mairies du Carladès ainsi que dans les bureaux de la Communauté de communes.

Plus d'informations sur la page "Urbanisme" sur notre site internet :
www.carlades.com/fr/nouvelles-competences/urbanisme/plan-local-urbanisme-intercommunal-plui

ARTICLE DE LA LETTRE INTERCOMMUNALE - «URBANISME ET ATTRACTIVITÉ : LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi)» - JUILLET 2018

Urbanisme Attractivité

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)



La Communauté de communes procède depuis juin 2017 à l'élaboration du PLUi. La première phase a consisté en la réalisation d'un diagnostic du territoire (général, environnemental et agricole). Le cabinet d'études Oc'Téha a effectué un travail de terrain et sollicité les communes et la Communauté de communes afin d'obtenir un certain nombre de données pour élaborer un diagnostic le plus exhaustif possible.

L'ensemble des élus a été rencontré, les partenaires publics associés [services de l'Etat, Conseil départemental, ...] ont été consultés dans le cadre de cette élaboration du diagnostic.

Note : vous souhaitez participer au développement du territoire, vous avez des souhaits, des idées... quelle est votre vision du Carladès de demain ? N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques.

3 possibilités :

- site internet www.carlades.com rubrique "Nouvelles compétences" - urbanisme - PLUI,
- des cahiers de doléances sont à votre disposition dans toutes les mairies du Carladès ainsi que dans les locaux de la Communauté de communes,
- par courrier à "Communauté de communes Cère et Goul en Carladès - BP8 -15800 Vic sur Cère".

Article de presse invitant aux réunions publiques des 9 et 12 /07/2018 - La Montagne - 5 juillet 2018

RÉUNION PUBLIQUE. La communauté de communes a engagé l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Dans le cadre de la concertation prévue pendant la phase d'élaboration, des réunions publiques auront lieu lundi 9 juillet, à 20 h 30 à Raulhac (salle du Temps libre) et jeudi 12 juillet, à 20 h 30 à Vic-sur-Cère (centre culturel du Carladès). Les habitants du territoire sont invités à venir s'informer sur la démarche, les étapes de la procédure et les résultats du diagnostic territorial. Les questions ou points relevant de l'intérêt privé ne seront pas abordés au cours de ces réunions.

Article de presse invitant aux réunions publiques des 9 et 12 /07/2018 - Le Réveil Cantalien - 6 juillet 2018

Communauté de communes Cère et Goul en Carladès : la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès a engagé l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Dans le cadre de la concertation prévue pendant la phase d'élaboration du PLUi, des réunions publiques auront lieu le lundi 9 juillet 2018 à 20h30 à Raulhac (salle du temps libre), et jeudi 12 juillet 2018 à 20h30 à Vic-sur-Cère (Centre culturel du Carladès). Nous invitons les habitants du territoire à venir s'informer sur la démarche, les étapes de la procédure et les résultats du diagnostic territorial. Les questions ou points relevant de l'intérêt privé ne seront pas abordés au cours de la réunion.

Article de presse « Une deuxième réunion de présentation du PLUi « en toute transparence » » - La Montagne - 28 juillet 2018

VIC-SUR-CÈRE ■ Une deuxième réunion de présentation du PLUi

« En toute transparence »

Une deuxième réunion concernant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal a de quoi surprendre. Mais « c'est pour toucher aussi les vacanciers », affirme Michel Albisson, président de la comcom.



PRÉSENTATION. Geoffray Blanc et Nicolas Baret du cabinet OCTHEA ont animé la réunion publique.

Le cabinet OCTHEA présentait le diagnostic territorial et le projet d'aménagement et concertation de développement durable et pour lequel les habitants peuvent déposer demandes et suggestions, par mail ou courriers, auprès de la communauté de communes.

Toutes les informations en ligne

« Si la deuxième réunion publique d'information à propos du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) se tient un soir de juillet, c'est pour toucher des propriétaires qui n'habitent pas le territoire mais viennent ici en vacances. Nous souhaitons établir ce PLUi en toute transparence. D'ailleurs, toutes les informations, au fur et à mesure de leur élaboration, sont mises en ligne sur le site de la Comcom », annonce Michel Albisson, président de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès, avant de passer la parole dans le public.

Une question concerne le besoin de préservation des terres agricoles et la construction d'une zone d'activité à Comblat. Michel Albisson répond « qu'il est urgent d'attirer de nouvelles populations en créant de l'activité et du travail sur le territoire. Ces 16 hectares de terrains sont aménagés dans ce but, et leur proximité avec la nationale et la ligne de fibre optique qui la jouxte, en fond un endroit idéal. Cette décision a été prise en accord et en concertation avec les représentants du monde agricole, à la chambre d'agriculture ».

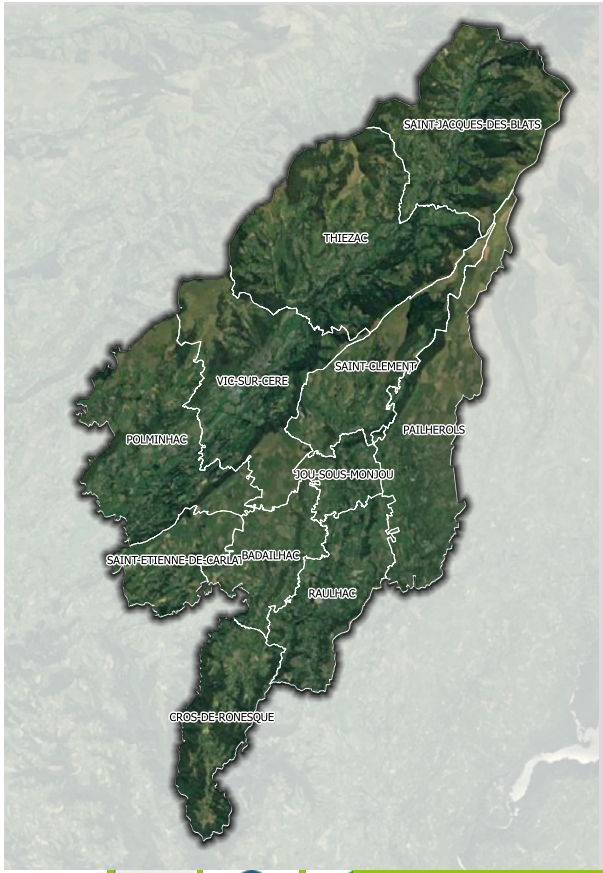
Concernant la voie de circulation douce réservée aux piétons et cyclos entre Aurillac et Vic, le président de la comcom pense qu'elle se fera, malgré les difficiles négociations engagées avec la SNCF. Communauté de Communes et CABA travaillent en partenariat sur ce dossier, qui satisferait un grand nombre d'habitants. ■

Affiche invitant aux réunions publiques des 9/07/2018 et 12/07/2018



RÉUNION PUBLIQUE DE PRÉSENTATION DU DIAGNOSTIC- 9 JUILLET 2018

Diagnostic territorial



Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès

Réunion publique de présentation du diagnostic
Le 9 juillet 2018

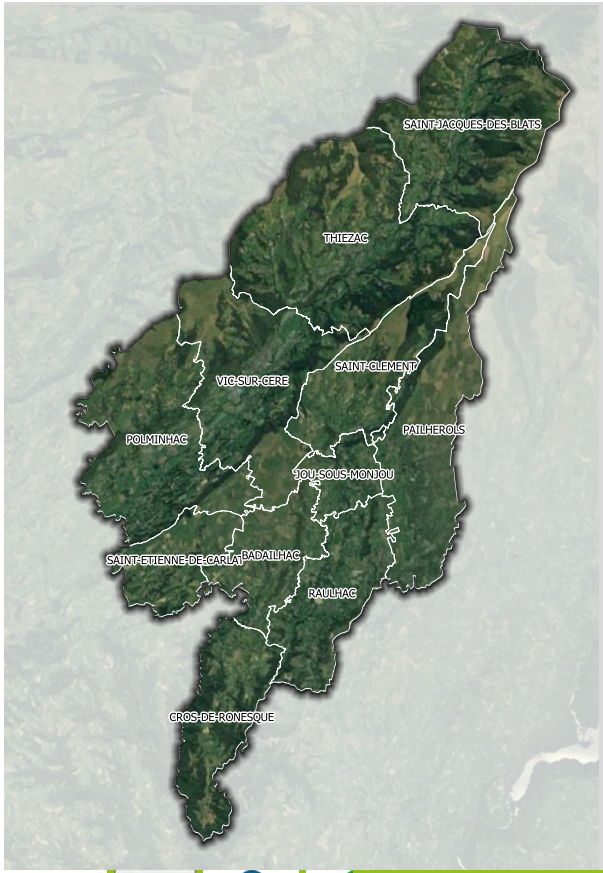
ELABORATION DU PLU Intercommunal

PLUI - CCCGC 1





RÉUNION PUBLIQUE DE PRÉSENTATION DU DIAGNOSTIC- 12 JUILLET 2018



Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès

Réunion publique de présentation du diagnostic
Le 12 juillet 2018

ELABORATION DU PLU Intercommunal





ARTICLE DE PRESSE INVITANT AUX RÉUNIONS PUBLIQUES DES 15 ET 17 /10/2018 - LA MONTAGNE - 5 OCTOBRE 2018

VIC-SUR-CÈRE

RÉUNIONS PUBLIQUES PLUI. Dans le cadre de l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), des réunions publiques d'information sur le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi, vont être prochainement organisées par la communauté de communes Cère et Goul en Carladès : lundi 15 octobre à 20 heures, au centre culturel du Carladès à Vic-sur-Cère et mercredi 17 octobre à 20 heures, salle du Temps libre à Raulhac.

Les questions ou points relevant de l'intérêt privé ne seront pas abordés au cours de la réunion. Renseignement au, 04.71.47.04.70 ou, contact@carlades.fr.

ARTICLE DE PRESSE INVITANT AUX RÉUNIONS PUBLIQUES DES 15 ET 17 /10/2018 - LE RÉVEIL CANTALIEN - 5 OCTOBRE 2018

Réunions publiques : la Communauté de communes Cère e
Carladès élabore son Plan Local d'Urbanisme intercommun
Dans le cadre de la concertation prévue pendant la phase d'é
du PLUi, deux réunions publiques auront lieu le lundi 15 octob
20h, Centre culturel du Carladès à Vic-sur-Cère et le mercredi 1
2018 à 20h, salle du Temps Libre à Raulhac. Nous vous invito
vous informer sur le Projet d'Aménagement et de Développemen
(PADD) du PLUi ; les questions ou points relevant de l'intérê
seront pas abordés au cours de la réunion. Contact : 04 71 47
contact@carlades.fr

ARTICLE DE PRESSE INVITANT AUX RÉUNIONS PUBLIQUES DES 15 ET 17 /10/2018 - L'UNION DU CANTAL - 11 OCTOBRE 2018

CANTON DE VIC-SUR-CÈRE

Réunions publiques : la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès élabore son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Dans le cadre de la concertation prévue pendant la phase d'élaboration du PLUi, deux réunions publiques auront lieu le lundi 15 octobre 2018 à 20h, Centre culturel du Carladès à Vic-sur-Cère et le mercredi 17 octobre 2018 à 20h, salle du Temps Libre à Raulhac. Nous vous invitons à venir vous informer sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi ; les questions ou points relevant de l'intérêt privé ne seront pas abordés au cours de la réunion. Contact : 04 71 47 04 70 ou contact@carlades.fr

AFFICHE INVITANT AUX RÉUNIONS PUBLIQUES DES 15/10/2018 ET 17/10/2018



COMMUNAUTE DE COMMUNES
CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS

Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)

RÉUNIONS PUBLIQUES

CONSACRÉES AU PADD (PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES)

- **Réunion publique à Vic-sur-Cère,**

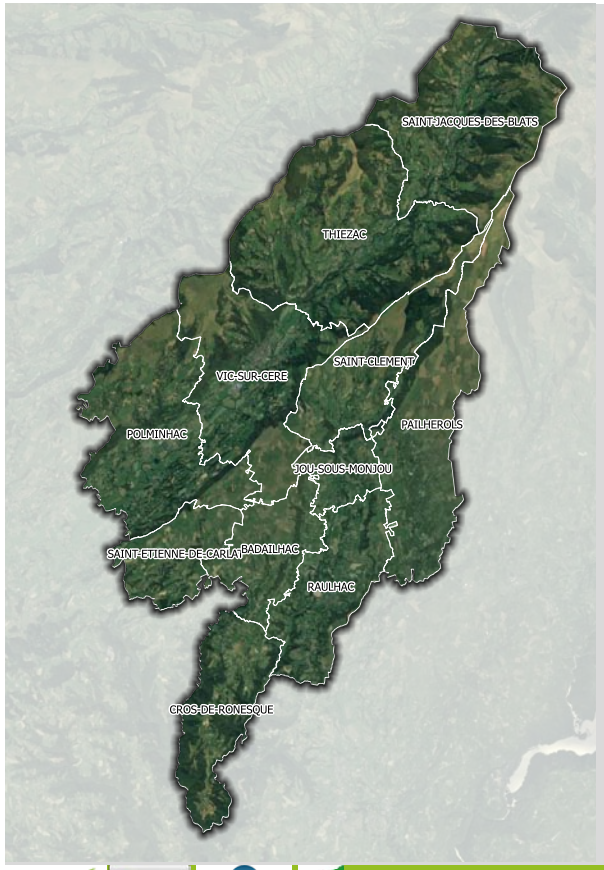
Lundi 15 octobre 2018 à 20h,
Centre culturel du Carladès

- **Réunion publique à Raulhac,**

Mercredi 17 octobre 2018 à 20h,
Salle du Temps Libre

RÉUNION PUBLIQUE DE PRÉSENTATION DU PADD - 15 OCTOBRE 2018

PADD



Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

Réunion publique de présentation du PADD
Lundi 15 octobre 2018

ÉLABORATION DU PLU Intercommunal

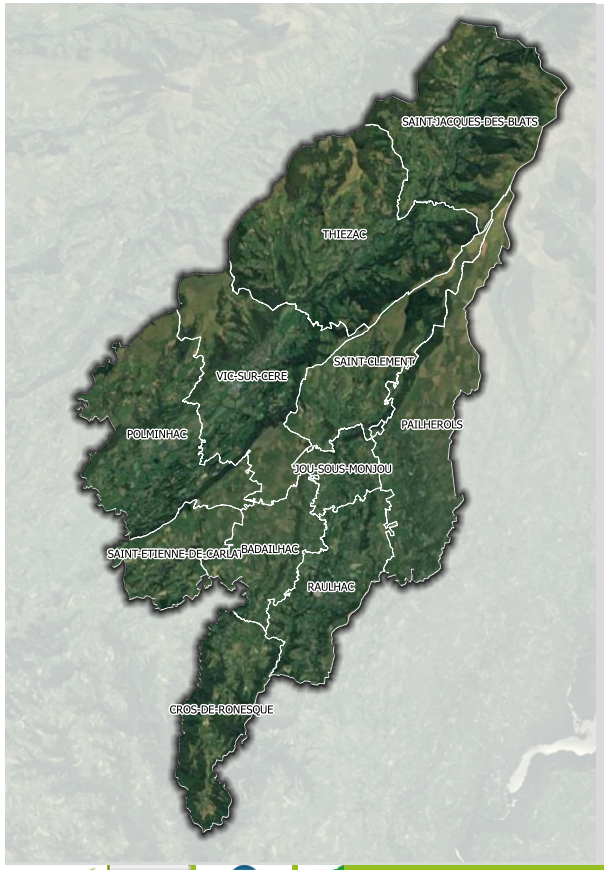
PLUI - CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS 1





RÉUNION PUBLIQUE DE PRÉSENTATION DU PADD - 17 OCTOBRE 2018

PADD



Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

Réunion publique de présentation du PADD

Mercredi 17 octobre 2018

ÉLABORATION DU PLU Intercommunal

PLUI - CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS 1





ARTICLE DE LA LETTRE INTERCOMMUNALE - «URBANISME : LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL» - JANVIER 2019

Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) : un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) pour la Communauté.

Pour info !

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est un document politique exprimant le projet de la collectivité locale à moyen - long terme, sans lequel il ne peut y avoir de définition de stratégie.

Elaboré à partir du diagnostic du rapport de présentation, le PADD exprime les éléments du projet intercommunal sur lesquels la collectivité souhaite s'engager. Il est la clef de voûte du document d'urbanisme ; les parties du PLUi qui ont une valeur juridique (orientations d'aménagement et règlement) doivent être cohérentes avec lui. Tout comme ce document doit être conforme avec le SCoT (Schéma de Cohérence Territorial) du Bassin d'Aurillac.

Le PADD a été présenté au mois de septembre 2018 à l'ensemble des partenaires publics associés (services de l'Etat, Région, Département, chambres consulaires,...) mais également lors de réunions publiques le 15 octobre 2018 à Vic-sur-Cère et le 17 octobre 2018 à Raulhac. Le document de présentation est disponible sur le site internet : www.carlades.com



Un PLUi est l'affaire de tous...

Vous pouvez y participer en nous faisant part de votre vision du territoire pour demain, quels sont vos souhaits pour le Carladès ?

Trois possibilités :

- site internet www.carlades.com - rubrique « Nouvelles compétences » - urbanisme - PLUi,
- des cahiers de doléances sont à votre disposition dans toutes les mairies du Carladès ainsi que dans les bureaux de la Communauté de communes,
- par courrier à « Communauté de communes Cère et Goul en Carladès » - BP 8 - 15800 Vic-sur-Cère



REGISTRE MIS À DISPOSITION DU PUBLIC



SITE INTERNET DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Elaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Depuis décembre 2015, la Communauté de communes a pris la compétence Urbanisme et se lance dans l'élaboration d'un **Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)** sur les 11 communes qui composent son territoire.

Tous les détails



Les actualités du PLUI



COMMUNAUTE DE COMMUNES
CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS

Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)

RÉUNIONS PUBLIQUES
CONSACRÉES AU PADD (PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES)

- Réunion publique à **Vic-sur-Cère**
Lundi 15 octobre 2018 à 20h,
Centre culturel du Carladès

- Réunion publique à **Raulhac**
Mercredi 17 octobre 2018 à 20h,
Salle du Temps Libre

Carladès Communauté de Communes

oc'teha TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

Qu'est-ce qu'un PLUI ?

Un PLUi est u**n document d'urbanisme** qui est à la fois :

- **Un document de projet de territoire** qui exprime, sur une période de 10 à 15 ans, un projet d'aménagement et de développement en matière d'économie, d'habitat, d'environnement, de paysage, de patrimoine, d'équipements publics,...

- **Un document réglementaire** qui définit la vocation et l'usage du sol. Il s'imposera à toute demande d'autorisation (déclaration préalable, permis de construire,...) et sera appelé à remplacer les documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur les 11 communes.

En avril 2017, le cabinet d'étude **Oc'Téha** a été mandaté pour travailler à l'élaboration du PLUi

L'élaboration du PLUI



Avancée de la procédure d'élaboration du PLUI sur Cère et Goul:

- **Réunion publique de présentation du Projet d'Aménagement et Développement Durables à Vic sur Cère du 15 octobre 2018**

Voir la présentation





- **Compte rendu du diagnostic** (consulter)

- **Réunions publiques consacrées à la procédure et au diagnostic territorial**



Une première réunion s'est déroulée **le 09 juillet 2018 à Raulhac** , une seconde **le 12 juillet 2018 à Vic sur Cère**

Voir la présentation

- **Lancement de la phase PADD [Plan d'Aménagement et de Développement Durable]**

Cette phase constitue juridiquement le socle des règles qui seront édictées dans le PLUi et qui régentera les possibilités d'évolution future du document d'urbanisme.

Le comité de pilotage PLUi composé des élus du Carladès travaille à l'élaboration de ce PADD.

Une première réunion de travail s'est déroulée **le 23 mai 2018 à Badailha**c sur les volets ***Démographie Logement***

Une seconde réunion de travail s'est déroulée **l**e 18 juin 2018 à Badailhac sur les volets ***Equipement-Economie et Paysage – Environnement.***

Une troisième réunion de travail s'est déroulée le 24 juillet 2018 à Pailherols, reprenant ***l'ensemble des volets***

Réunion d'information sur les espèces invasives le 03 octobre 2017

Dans le cadre de l'élaboration du PLUI, le CPIE a proposé aux élus et agents techniques du territoire une réunion autour de cette thématique préoccupante. En effet, ces espèces invasives (faune et flore) posent les questions tant sanitaires qu'environnementales.

Voir la présentation



Initiation au PLUI pour les élus et les agents communaux le 05 septembre 2017



Voir la présentation

Réunions publiques de lancement le 19 juillet 2017

Voir la présentation



Présentation aux élus et agents communaux le 22 juin 2017

Compte rendu réunion

Partie 1 et Partie 2

Présentation aux élus et agents communaux le 22 juin 2017

Compte rendu réunion

Partie 1 et Partie 2

Délibérations et communiqués de presse

Consultez tout l'historique



Dans le cadre de la concertation avec le public, des registres sont mis à disposition du public dans toutes les mairies des communes du Carladès ainsi qu'au siège de la Communauté de communes.

Nous contacter

Contact: 04 71 47 04 70 ou s.evennou@carlades.fr

PREFECTURE DU CANTAL

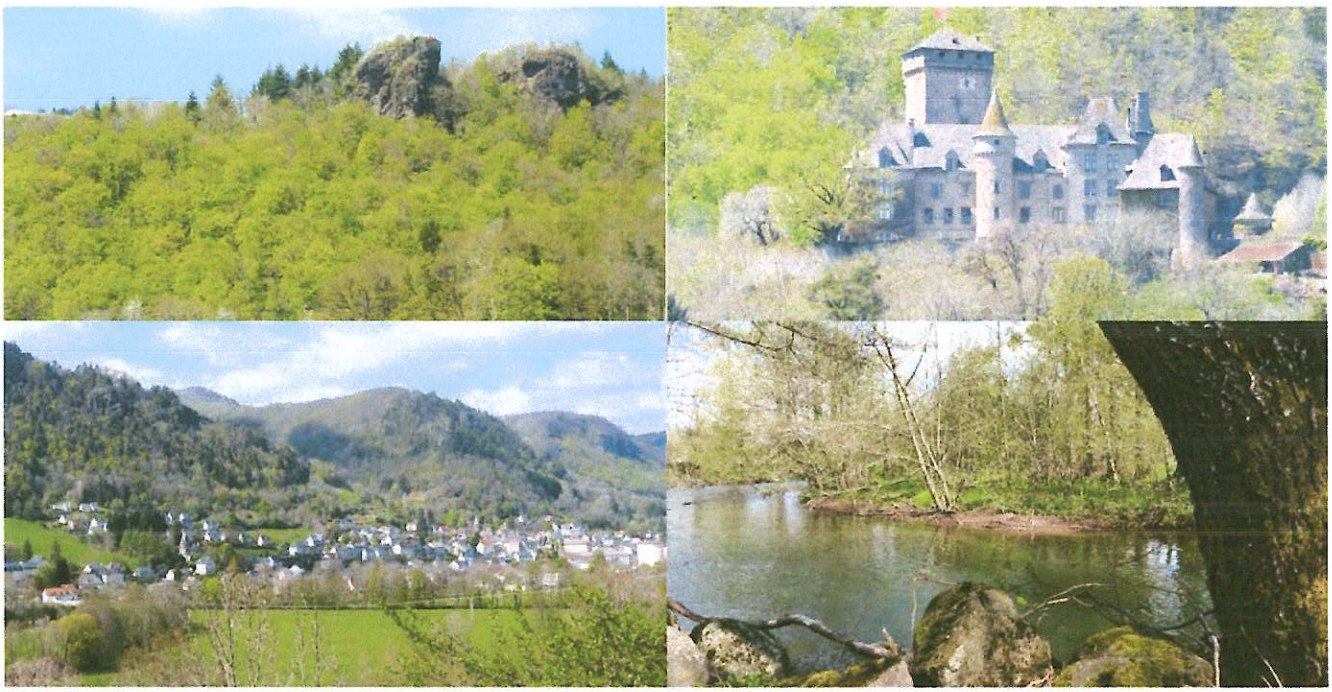
CARLADES COMMUNAUTE

OC'TÉHA

31 Avenue de la Gineste
12000 Rodez
Tel: 05 65 73 65 76

P.L.U.i

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL



ELABORATION

Arrêté le :

9 juillet 2019

Approuvé le :

25 février 2020

Modifications - Révisions - Mises à jour

Modification simplifiée n°1 approuvée le 13 septembre 2021

Modification simplifiée n°2 approuvée le 22 février 2022

Modification simplifiée n°3 approuvée 24 septembre 2026

VISA

Date : Le 02 février 2026

Le Président
Philippe Mourgues

Pièces Administratives

1

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU CANTAL

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2024 - N°092- 2024
Abroge et remplace la délibération 051-2024 du 21 mars 2024

Date de convocation :
29 mars 2024

Date d'affichage :
29 mars 2024

Nombre de délégués :
En exercice : 26
Présents : 22
Absents : 2
Pouvoirs : 2
Votants : 24

Pour : 24
Contre : 0
Abstentions : 0

Le 9 avril 2024 à 20h00, les membres de la Communauté de communes se sont réunis sous la présidence de Dominique BRU à la salle visioconférence au siège de la Communauté de communes.

Etaient présents : Antoine GRICHOIS, Philippe JAQUET, Claude PRUNET, André BONHOMME, Josette VARET, Denis ARNAL, Marie-Noëlle MOULIER, Alain FALIERES, Evelyne DELANOUE, Jean Baptiste AMILHAUD, Linda BENARD, Philippe MOURGUES, André ROUCHY, Patrick LOLIVE, Dominique BRU, Annie DELRIEU, Katia FRANCOIS, Philippe LETANG, Didier IRLANDE, Michel LHUILLERY, Isabelle MELLIN, Isabelle DENEYRAT

Pouvoirs :
Philippe MATIERE à Antoine GRICHOIS
Philippe LE REVEREND à Dominique BRU

Absents : Jean Baptiste BRUNHES, Michel BESOMBES

Monsieur Philippe MOURGUES a été nommé secrétaire de séance

Code Nomenclature : 2.2
N° d'ordre : 31

OBJET : PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLUI ET DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 et R.153.21 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès ;

Depuis son approbation, le PLUi a été amené à évoluer à plusieurs reprises pour le mettre en compatibilité avec des projets d'intérêt général et pour mettre à jour les annexes.
Enfin, il apparaît nécessaire de lancer une procédure de modification simplifiée n°3 sur l'ensemble du territoire ainsi qu'une modification n°1 de droit commun.

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20240409-092-2024-DE
Date de télétransmission : 12/06/2024
Date de réception préfecture : 12/06/2024

I- Objectifs poursuivis par la modification simplifiée n°3

- Créer une prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalités : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère.
- Modifier l'OAP « Secteur 1AU - La Grange Rouge», située sur la commune de Raulhac, afin d'accompagner le projet de Cantal Habitat.
- Compléter l'identification des changements de destinations sur l'ensemble de l'intercommunalité.

Monsieur le Vice-président, en charge de l'urbanisme rappelle que la prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » et l'ensemble des parcelles soumises à changement de destination ont été validés en commission urbanisme.

Considérant que le projet de modification n'aura pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction, résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ni, enfin, d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'urbanisme,

Considérant qu'il peut en conséquence être soumis à la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-37 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification est engagée à l'initiative de la Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale.

Il est proposé au Conseil communautaire de définir les modalités de concertation suivantes, précisées ultérieurement par arrêté :

- La notification aux personnes publiques associées à effectuer ;
- La mise à disposition du projet de modification avec les avis des personnes publiques associées et un registre à destination de la population durant un mois ;
- Une insertion en annonce légale sera prévue 8 jours avant le commencement de la mise à disposition et affichage de l'avis 8 jours avant puis pendant toute la durée de la mise à disposition au siège de l'EPCI et dans toutes les communes membres concernées.

II- Objectifs poursuivis par la modification de droit commun n°1

La procédure de modification de droit commun n°1 du PLUi est prescrite en application des articles L.153-36 et suivants du code de l'urbanisme, afin de pouvoir modifier les documents graphiques et les annexes sans porter atteinte au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ni réduire une protection (zone Agricole, Naturelle, qualité des sites et des paysages) ou induire de graves risques de nuisances.

Monsieur le Vice-Président explique la nécessité d'instaurer des emplacements réservés le long de la rivière Cère au niveau du site du Pas de Cère – commune de Thiézac (plan mis en annexe). La procédure appliquée, dans ce cadre, est une modification de droit commun [N°1 du PLUi].

CONSIDÉRANT que ces évolutions du PLUi n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD) ; de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière, une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que ces évolutions du PLUi n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20240409-092-2024-DE
Date de télétransmission : 12/06/2024
Date de réception préfecture : 12/06/2024

Il est proposé au Conseil communautaire de définir les modalités de concertation suivantes, précisées ultérieurement par arrêté :

- La notification aux personnes publiques associées à effectuer ;
- La tenue d'une enquête publique ;
- Une insertion en annonce légale sera prévue 8 jours avant le commencement de la mise à disposition et affichage de l'avis 8 jours avant puis pendant toute la durée de la mise à disposition au siège de l'EPCI et dans toutes les communes membres concernées.

Le budget envisagé pour ces deux procédures s'élève 2 337,50 € HT x 2 soit 4 675 € HT pour le bureau d'études. Les coûts des annonces légales et de l'enquête publique sont également à prendre en compte.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

VALIDE les procédures de modification simplifiée et de modification ;

AUTORISE Madame la Présidente de solliciter les aides financières ;

AUTORISE Madame la Présidente à engager toutes les démarches utiles et à signer tous les documents rattachés à cette décision.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 10 avril 2024
La Présidente, Dominique BRU

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS
6 RUE DE L'ELANCÈZE
15800 VIC/CÈRE

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20240409-092-2024-DE
Date de télétransmission : 12/06/2024
Date de réception préfecture : 12/06/2024

ARRETE DE LA PRESIDENTE
AR_2026_005 du 16 janvier 2026

Portant ajout d'un objet à la modification simplifiée n°3 du PLUi

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 et R.153.21 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération n°092-2024 du 21 mars 2024 portant sur la prescription de la modification simplifiée n°3 du PLUi et de la modification de droit commun n°1 ;

Considérant que la modification simplifiée n°3 du PLUi est en cours et porte actuellement sur les objets suivants :

- Créer une prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalités : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère.
- Compléter l'identification des changements de destinations sur l'ensemble de l'intercommunalité.

Considérant qu'il apparaît nécessaire d'y ajouter un objet complémentaire relatif à l'identification de bâtiments d'estive au titre de l'article L122-11 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant que cet ajout relève de la procédure de modification simplifiée au regard des critères définis à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant qu'il convient en conséquence de compléter la délibération de prescription afin d'intégrer ce nouvel objet.

Date de transmission de l'acte: 16/01/2026
Date de reception de l'AR: 16/01/2026
015-241501089-AR_2026_005-AR
A G E D I

ARRETONS

ARTICLE 1 :
Il est ajouté à la modification simplifiée n°3 du PLUi un objet supplémentaire portant sur l'identification des bâtiments d'estive ;

ARTICLE 2 :
L'ajout de cet objet ne modifie pas le modèle économique du document d'urbanisme, ni sur celle de la modification en cours ;

ARTICLE 3 :
L'ajout de cet objet ne modifie pas les modalités de mise à disposition du public définies par la délibération du 21 mars 2024 ;

ARTICLE 4 :
Le présent arrêté s'exercera sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès.

ARTICLE 5 :
Le présent arrêté sera :

- Affiché au siège de la Communauté de communes ;
- Publié sur le site internet de Communauté de communes
- Transmis au contrôle de légalité conformément aux dispositions en vigueur.

-
-

La Présidente :

- **certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;**
- **informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.**

Fait à Vic-sur-Cère, le 16/01/2026

Présidente de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

Dominique BRU

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS
6 RUE DE L'ELANCÈZE 15800 VIC/CÈRE

Date de transmission de l'acte: 16/01/2026
Date de reception de l'AR: 16/01/2026
015-241501089-AR_2026_005-AR
A G E D I

AR_2026_005

REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DU CANTAL

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 03 mars 2026 - N° DE_2026_051

Date de convocation :
19 février 2026

Date d'affichage :
19 février 2026

Nombre de délégués :
En exercice : 26
Présents : 22
Absents : 4
Pouvoirs : 0
Votants : 22

Pour : 22
Contre : 0
Abstentions : 0

Code Nomenclature :
N° d'ordre :

Le 03 mars 2026 à 18h00, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis sous la présidence de Dominique BRU à Vic-sur-Cère.

Etaient présents : Dominique BRU (VIC SUR CERE) Philippe MOURGUES (THIEZAC) Antoine GRICHOIS (BADAILHAC) Alain FALIERES (POLMINHAC) Marie Noëlle MOULIER (POLMINHAC) Jean Baptiste BRUNHES (CROS DE RONESQUE) Philippe JAQUET (JOU SOUS MONJOU) Claude PRUNET (PAILHEROLS) André BONHOMME (POLMINHAC) Denis ARNAL (POLMINHAC) Evelyne DELANOUE (POLMINHAC) Josette VARET (POLMINHAC) Linda BENARD (SAINT-JACQUES-DES-BLATS) Patrick LOLIVE (THIEZAC) André ROUCHY (THIEZAC) Annie DELRIEU (VIC-SUR-CERE) Isabelle DENEYRAT (VIC-SUR-CERE) Katia FRANCOIS (VIC-SUR-CERE) Didier IRLANDE (VIC-SUR-CERE) Philippe LETANG (VIC SUR CERE) Philippe LE REVEREND (VIC SUR CERE) Isabelle MELLIN (VIC SUR CERE)

Pouvoirs :

Absents : Philippe MATIERE (RAULHAC) Michel BESOMBES (SAINT-ETIENNE-DE-CARLAT) Jean Baptiste AMILHAUD (SAINT CLEMENT) Michel LHUILLERY (VIC SUR CERE)

Marie Noëlle MOULIER (POLMINHAC) a été nommé(e) secrétaire de séance.

OBJET : Modalités de la concertation préalable à la modification simplifiée n°3 du PLUi

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la

Communauté de Communes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2024 prescrivant la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes ;

Vu l'arrêté de la présidente AR_2026_005 du 16 janvier 2026 complétant la délibération prescrivant la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 e R.153.21 ;

Vu les articles L. 103-2 et 3 du Code de l'urbanisme.

Vu les avis conformes de l'autorité environnementale n° 2025-ARA-AC-4006 et n° 2025-ARA-AC-4146 soumettant la procédure de modification simplifiée n°3 à évaluation environnementale

CONSIDERANT que le projet de modification de simplifiée n°3 est soumis à évaluation environnementale, il doit également faire l'objet d'une concertation préalable ;

Le Conseil communautaire, sur le rapport de Monsieur le Vice-président et après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** les objectifs et les modalités d'organisation de la concertation préalable à la modification simplifiée n°3 du PLUi de la Communauté de communes dans les termes prévus par le code de l'urbanisme.

Les objectifs poursuivis par cette concertation sont les suivants :

- Informer le public sur la nature et l'avancement du projet ;
- Recueillir les avis sur la modification simplifiée n°3 ;
- Préparer les prochaines étapes du projet et notamment la phase de concertation avec la population.

Les modalités de la concertation avec les habitants, riverains, usagers, associations locales et autres personnes concernées, d'une durée minimum de quatre semaines, comprendront :

- La parution d'au moins un article d'information dans un journal local ;
- La mise à disposition d'un registre de concertation ;
- La diffusion sur le site internet de la Communauté de Communes.

À l'issue de la concertation, un bilan sera réalisé et rendu public.

- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer toute pièce utile à la réalisation de cette modification simplifiée n°3 du PLUi de la Communauté de communes.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 04 mars 2026

Le secrétaire de séance, ***La Présidente,***

Marie Noëlle MOULIER (POLMINHAC) ***Dominique BRU (VIC SUR CERE)***

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.

REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DU CANTAL

CARLADES COMMUNAUTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 04 juin 2026 - N° DE_2026_119

Date de convocation :
29 mai 2026

Date d'affichage :
29 mai 2026

Nombre de délégués :
En exercice : 25
Présents : 19
Absents : 0
Pouvoirs : 0
Votants : 19

Pour : 19
Contre : 0
Abstentions : 0

Le 04 juin 2026 à 18h30, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis sous la présidence de Philippe MOURGUES à Vic-sur-Cère.

Etaient présents : Philippe MOURGUES (THIEZAC) Antoine GRICHOIS (BADAILHAC) Laurent USSE (POLMINHAC) Michel BESOMBES (SAINT-ETIENNE DE CARLAT) Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) Muriel BORY (CROS DE RONESQUE) Thierry ROUGÉ (JOU SOUS MONJOU) Evelyne DELANOUE (POLMINHAC) Alain BROUSSE (POLMINHAC) Raphaël MOREAU (POLMINHAC) Sandrine DELPUECH (RAULHAC) Florence DE MASSOL (THIEZAC) Véronique BARTHELEMY (THIEZAC) Laurent SAUVANET (VIC-SUR-CERE) Christine DELBOS (VIC-SUR-CERE) Didier IRLANDE (VIC-SUR-CERE) Amélie CHAVAROT JULHES (VIC-SUR-CERE) François COURTINE (VIC-SUR-CERE) Damien DANDALEIX (VIC-SUR-CERE)

Pouvoirs :

Absents :

Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) a été nommé(e) secrétaire de séance.

OBJET : Bilan de la concertation organisée dans le cadre de la Modification simplifiée n°3 du PLUi de Carladès Communauté

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 e R.153.21 ;

Vu les articles L. 103-2 et 3 du Code de l'urbanisme.

Vu le Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2024 prescrivant la modification simplifiée n°3 et la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu l'arrêté de la présidente AR_2026_005 du 16 janvier 2026 complétant la délibération prescrivant la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu les avis conformes de l'autorité environnementale n° 2025-ARA-AC-4006 et n° 2025-ARA-AC-4146 soumettant la procédure de modification simplifiée n°3 à évaluation environnementale

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 03 mars 2026 fixant les modalités de la concertation préalable à la modification simplifiée n°3 du PLUI.

Considérant que la concertation s'est déroulée dans les conditions déterminées par la délibération du 03 mars 2026, et qui a donné lieu au bilan annexé à la présente délibération du Conseil Communautaire

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE le bilan de la concertation tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

PRECISE que le bilan de la concertation annexé à la présente délibération est consultable au siège de la Communauté de Communes aux heures et jours habituels d'ouverture et sera publié sur le site internet de la Communauté de Communes, à l'adresse : https://www.carlades.com/urbanisme/plui/

AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à réaliser l'ensemble des démarches administratives nécessaires à ce dossier, et à signer l'ensemble des documents s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 04 juin 2026

Le Secrétaire de séance,

Le Président,

Carladès Communauté (Cantal)

Date de transmission de l'acte: 10/06/
Date de reception de l'AR: 12/06/20
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

Annie DELRIEU TOURTOULOU
(VIC-SUR-CERE)

Philippe MOURGUES (THIEZAC)

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

Date de transmission de l'acte: 30/09/2026
Date de réception de l'AR: 30/09/2026
215-241500389-DE_2026_191-DE
A G E D I

REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DU CANTAL

CARLADES COMMUNAUTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 24 septembre 2026 - N° DE_2026_191

Date de convocation :
18 septembre 2026

Date d'affichage :
18 septembre 2026

Nombre de délégués :
En exercice : 26
Présents : 20
Absents : 0
Pouvoirs : 6
Votants : 26

Pour : 26
Contre : 0
Abstentions : 0

Le 24 septembre 2026 à 18h30, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis sous la présidence de Philippe MOURGUES à Vic-sur-Cère.

Etaient présents : Philippe MOURGUES (THIEZAC) Antoine GRICHOIS (BADAILHAC) Laurent USSE (POLMINHAC) Michel BESOMBES (SAINT-ETIENNE DE CARLAT) Muriel BORY (CROS DE RONESQUE) Thierry ROUGÉ (JOU SOUS MONJOU) Claude PRUNET (PAILHEROLS) Evelyne DELANOUE (POLMINHAC) Alain BROUSSE (POLMINHAC) Martine BORDAS (POLMINHAC) Raphaël MOREAU (POLMINHAC) Sandrine DELPUECH (RAULHAC) Jean Baptiste AMILHAUD (SAINT CLEMENT) Florence DE MASSOL (THIEZAC) Véronique BARTHELEMY (THIEZAC) Laurent SAUVANET (VIC-SUR-CERE) Christine DELBOS (VIC-SUR-CERE) Didier IRLANDE (VIC-SUR-CERE) François COURTINE (VIC-SUR-CERE) Jérôme CHEZAUD (VIC-SUR-CERE)

Pouvoirs :
Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) représentée par Didier IRLANDE (VIC-SUR-CERE) Martine BERGAUD (POLMINHAC) représentée par Evelyne DELANOUE (POLMINHAC) Isabelle DENEYRAT SOUBRIER (VIC-SUR-CERE) représentée par Christine DELBOS (VIC-SUR-CERE) Amélie CHAVAROT JULHES (VIC-SUR-CERE) représentée par Laurent SAUVANET (VIC-SUR-CERE) Damien DANDALEIX (VIC-SUR-CERE) représenté par Philippe MOURGUES (THIEZAC) Eric OLM (SAINT-JACQUES-DES-BLATS) représenté par Laurent USSE (POLMINHAC)

Absents :

Antoine GRICHOIS (BADAILHAC) a été nommé(e) secrétaire de séance.

OBJET : Approbation de la modification simplifiée n°3 du PLUi de Carladès Communauté

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 à L. 153-40, L. 153-45 à L. 153-48, R. 153-20 et R. 153-21 ;

Date de transmission de l'acte: 30/09/2026
Date de reception de l'AR: 30/09/2026
015-241501089-DE_2026_191-DE
A G E D I

Vu les articles L. 103-2 et 3 du Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2024 prescrivant la modification simplifiée n°3 et la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu l'arrêté du Président AR_2026_005 du 16 janvier 2026 complétant la délibération prescrivant la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu les avis conformes de l'autorité environnementale n°2025-ARA-AC4006 et n°2025-ARA-AC-4146 soumettant la procédure de modification simplifiée n°3 à évaluation environnementale ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 03 mars 2026 fixant les modalités de la concertation préalable à la modification simplifiée n°3 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 04 juin 2026 tirant le bilan de la concertation préalable à la modification simplifiée n°3 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 04 juin 2026 (DE 2026-120) fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°3 du PLUi de Carladès Communauté ;

Vu le dossier de modification simplifiée n°3, l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes publiques associées, mis à disposition du public au siège de la Communauté de communes du 29 juin 2026 au 30 juillet 2026 inclus ;

Vu le registre des observations déposé au siège de la Communauté de communes pendant la durée de la mise à disposition du public ;

Vu les avis des personnes publiques associées consultées, n'engendrant aucune modification du projet ;

Vu l'avis de la commission planification du 9 septembre 2026.

Monsieur le Président de la Communauté de communes rappelle que le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Carladès Communauté a été approuvé le 25 février 2020 et nécessite des ajustements, lesquels peuvent être réalisés par le biais d'une modification simplifiée. Cette modification a pour objectif d'interdire le changement de destination de

Date de transmission de l'acte: 30/09/2026
Date de reception de l'AR: 30/09/2026
015-241501089-DE_2026_191-DE
A G E D I

certaines cellules commerciales au sein de l'intercommunalité, afin de préserver l'offre de proximité. Elle vise également à compléter l'identification des changements de destination, en réponse aux nouvelles demandes de la population.

Il rappelle que, conformément aux articles L. 153-45 et suivants du Code de l'urbanisme, cette procédure ne comporte pas d'enquête publique mais une mise à disposition du public pendant un mois du projet de modification, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées. Par délibération du 04 juin 2026, le Conseil communautaire a fixé les modalités de cette mise à disposition, laquelle s'est déroulée du 29 juin 2026 au 30 juillet 2026 inclus, le dossier étant consultable au siège de la Communauté de communes aux jours et heures habituels d'ouverture.

Considérant que durant la période de mise à disposition du public, qui s'est achevée le 30 juillet 2026, deux contributions ont été consignées sur le registre ouvert à cet effet :

·une contribution de M. et Mme RISPAL, accompagnée de 5 photographies, sollicitant un changement de destination ;

·une contribution de M. GARDES, accompagnée d'un mail et d'une présentation des parcelles concernées, visant à recenser deux burons ;

Considérant que ces deux contributions ont été examinées au regard des critères retenus par la Communauté de communes pour l'identification des changements de destination dans le cadre de la présente modification simplifiée ;

Considérant que la contribution de M. GARDES, relative au recensement de deux burons, répond à ces critères et est en conséquence retenue et intégrée au dossier de modification simplifiée n°3 ;

Considérant que la contribution de M. et Mme RISPAL, portant sur un changement de destination, ne répond pas aux critères précités et n'est en conséquence pas retenue ;

Considérant que les avis des personnes publiques associées consultées n'engendrent aucune modification du projet ;

Considérant que ces évolutions du PLUi n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

Considérant en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision, ni dans celui de la procédure de modification dite de droit commun ;

Considérant que le dossier de modification simplifiée n°3 du PLUi de Carladès Communauté, tel qu'arrêté à l'issue de la mise à disposition du public, est prêt à être approuvé ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE

APPROUVE la modification simplifiée n°3 du PLUi de Carladès Communauté, telle

Date de transmission de l'acte: 30/09/2026
Date de reception de l'AR: 30/09/2026
015-241501089-DE_2026_191-DE
A G E D I

qu'annexée à la présente délibération, intégrant le recensement du buron identifié dans la contribution de M. GARDES ;

DECIDE de ne pas retenir la demande de changement de destination formulée par M. et Mme RISPAL, celle-ci ne répondant pas aux critères retenus par la Communauté de communes ;

AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à poursuivre l'exécution de la présente délibération et à signer toute pièce utile à la réalisation de cette modification simplifiée n°3 du PLUi de Carladès Communauté ;

DIT que la présente délibération fera l'objet de la publicité réglementaire au siège de la Communauté de communes durant un délai d'un mois et d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 24 septembre 2026

Le Secrétaire de séance,

Antoine GRIGHOIS (BADAILHAC)

Le Président,

Carladès Communauté (Cantal)

Philippe MOURGUES (THIEZAC)

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.

Bilan de la concertation du public

Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Carladès Communauté

Mai 2026

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

Organisation de la concertation

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Carladès Communauté a été approuvé par délibération le 25 février 2020.

Par délibération en date du 09 avril 2024 (complétée par l'arrêté de la présidente AR_2026_005 du 16 janvier 2026), le Conseil Communautaire a prescrit la modification simplifiée n° 3 du PLUi de Carladès Communauté.

Objet de la modification simplifiée n°3

La présente modification a pour objectif de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Carladès Communauté sur les points suivants :

⇒ Créer une prescription relative à la protection de « cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains commerces sur 6 communes de l'intercommunalité : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère. Cet objectif modifiera le règlement graphique et écrit du PLUi de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès.

⇒ Compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité. Cet objectif modifiera le règlement graphique du PLUi de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès.

Durée de la concertation

La concertation s'est déroulée du 27 mars 2026 au 27 avril 2026, la durée de la concertation est d'au moins quatre semaine.

Modalités de la concertation

Les modalités de concertation avec le public, définies par délibération du Conseil Communautaire du 03 mars 2026 conformément aux conditions fixées par l'article L.121-16 du Code de l'environnement, sont les suivantes :

- Une durée de concertation d'au moins quatre semaine ;
- Mise à disposition du public d'un registre destinée aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, au siège de la Communauté de Communes, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Le bilan de cette concertation sera rendu public ;

A l'issu de cette concertation, Monsieur le Président en présentera le bilan au Conseil Communautaire qui en délibérera.

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

Déroulement de la concertation

La Communauté de Communes a mis en place les moyens définis dans la délibération.

Elle a notamment :

- Diffusé dans la presse locale (La Montagne, Jeudi 26 mars 2026),
- Mis en place un registre de concertation en communauté de communes,
- Communiqué sur le site internet de la Communauté de communes : https://www.carlades.com/urbanisme/plui/.

Bilan de la concertation

Les modalités de concertation définies par la délibération du 3 mars 2026 ont bien été mises en œuvre. Il convient de rappeler que le dossier de modification simplifiée n°3 du PLUi a été élaboré en parallèle de la procédure de modification de droit commun n°1 du PLUi, laquelle faisait également l'objet d'une concertation.

Ainsi, le bilan présenté ci-après porte sur l'ensemble de la concertation organisée dans le cadre de cette évolution plus large du PLUi.

À l'échelle globale, seule la procédure de modification simplifiée a suscité des observations spécifiques : trois doléances ont été enregistrées, dont une seule concernait réellement les dispositions de la modification simplifiée n°3.

Conclusion et bilan de la concertation préalable

Les moyens de communication mis en œuvre (informations du public, mise à disposition des registres) démontrent la volonté de la Communauté de Communes d'associer les habitants aux évolutions du PLUi, conformément aux dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 imposant une concertation adaptée.

Une seule observation relevait effectivement du champ de la modification simplifiée n°3. Toutefois, cette demande apparaît comme trop isolée et insuffisamment étayée pour justifier une évolution du dossier dans le cadre de la présente procédure.

En conséquence, le bilan de la concertation ne conduit pas à modifier le contenu de la modification simplifiée n°3 du PLUi.

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

Annexe 1 – Registre de Concertation

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I



Commune de Commune
Sous la Thématique

Nous sollicitons que le bâtiment sur la parcelle B n° 1155 soit répertorié au PLUi dans un changement de destination dans le cadre d'un projet de reconstruction.
Dans l'attente d'une réponse de votre part veuillez recevoir nos sincères salutations.

Rivoire Jean-Yves
Maurice
Marie-Thérèse

le 23 - Avril 2026

Gas Clermont
Chemin de Carbonnières
15000 Thiézac

Le 25 avril 2026

Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir inscrire le premier étage du bâtiment, situé sur le chemin de Carbonnières, dans la parcelle 219, section 26, sur la liste des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination.

L'ensemble de ce bâtiment a fait l'objet d'un permis de construire sous le numéro PC 015 236 16 60001, en date du 28 mars 2018 (avec modification du PC en 2019) suite à sa destruction par incendie.

Selon le permis de construire, ce bâtiment est constitué de locaux d'habitation au Rez-de-Chaussée du bâtiment principal (100 m2 de surface) et de locaux artisanaux situés au premier étage du bâtiment principal ainsi que dans le bâtiment annexe du bâtiment principal (271 m2). Or, l'activité artisanale (menuiserie et menuiserie) a cessé depuis environ cinquante ans, et le premier étage du bâtiment principal ne peut en aucun cas retrouver une destination similaire vu sa position au-dessus des locaux d'habitation.

Je demande donc à ce que le premier étage du bâtiment principal (environ 98 m2) puisse bénéficier d'un changement de destination et qu'il soit transformable en local d'habitation.

Je précise, en outre, que l'ensemble de ces bâtiments est considéré comme faisant partie du bourg de Thiézac et qu'ils sont déjà reliés aux réseaux de distribution d'eau, d'électricité et de téléphonie ainsi qu'au réseau d'évacuation des eaux usées. La transformation du premier étage en local d'habitation n'aurait donc aucun impact sur son environnement et permettrait de répondre aux besoins en logement de qualité dans le bourg.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

Annexe 2 – Avis de publication dans un journal local (La Montagne, Jeudi 26 mars 2026)

THIÉZAC

L'association qui anime Niervèze a fait le point sur son année

« Niervèze hameau d'hier et d'aujourd'hui » a permis de faire le point sur toutes les réalisations conduites au village en 2025, par l'association aidée par la Communauté de communes et la commune de Thiézac.
Bilans moral et financier sont adoptés. Au chapitre des projets, des réflexions sont menées avec la commune, pour améliorer le stationnement dans le hameau, la circulation lors de la traversée de la place, l'éclairage et réaliser quelques menus travaux. L'association envisage la réalisation de tableaux extérieurs, pour témoigner de la vie d'antan.
Les fêtes autour du pain, des fontaines, des moulins et des vieux métiers seront reconduites. Les bénévoles, actifs et participatifs donnent à Niervèze une vigueur sans pareille. Les membres du tiers sortant se représentent et sont tous réélus : Elisabeth Rispal, Laurent Lhéritier, Simone Foussat, Yves Poujol. •



Plusieurs fêtes et animations sont données dans l'année au hameau de « Niervèze », entre Thiézac et Saint-Jacques-des-Blats.

VIC-SUR-CÈRE

Annie Delrieu entame un deuxième mandat

C'est Didier Défossé, le vétéran des élus, qui ouvre la séance d'installation lors du premier conseil municipal du nouveau mandat.
Lors de la première délibération, Annie Delrieu-Tourtoulou est élue par 16 voix et 3 abstentions. Elle salue les électeurs et promet solennellement de gouverner au nom et dans l'intérêt de tous les Vicois, quelles que soient leurs sensibilités politiques.
En réponse, Damien Dandaleix, pour l'opposition, promet lui aussi d'agir avec les deux élus de son groupe, dans l'intérêt général, avec humilité et détermination. Pour suivre cinq adjoints sont élus : Laurent Sauvanet, Christine Delbos, Didier Irlande, Amélie Chavarot-Julhes, François Courtine.
Les indemnités inférieures au maximum autorisé, sont ensuite votées. Elles ne changent pas et restent identiques à celles accordées lors du précédent mandat, à savoir pour le maire, 2.091,22 € et pour les adjoints 675,66 €. Les commissions sont élues et les trois membres de l'opposition s'inscrivent et sont nommés dans chacune d'elles. •



C'est Didier Défossé, le vétéran du conseil municipal qui a remis l'écharpe à Annie Delrieu-Tourtoulou, élue maire.

À noter

FREIX-ANGLARDS. Soirée Saint-Patrick. La Saint-Patrick organisée par Freix' Arts et Patrimoine aura lieu samedi 28 mars à partir de 19 h 30, à la salle des fêtes. Repas et concert des Celtic monkeys. Repas et concert : 18 €. Réservation obligatoire au 06.78.74.87.34.

JOU-SOUS-MONJOU. Chasse aux œufs. L'association Des Amis de l'église organise une chasse aux œufs, avec énigmes et jeux d'adresse sur le chemin du Pont de fer le lundi 6 avril, entre 14 heures et 17 heures. La participation est de 5 € par enfant. Les inscriptions sont obligatoires avant samedi 28 mars, au 06.88.64.83.88. Crêpes et boissons sur place.

SAINT-ILLIDE. Club des aînés. Les Miraliers retraités organisent un concours de belote dimanche 12 avril, à partir de 14 heures, à la salle des fêtes Les terrasses.

THIÉZAC. Religion. Une messe sera célébrée samedi 28 mars, à 17 heures, en l'église.

VIC-SUR-CÈRE. Printemps de la poésie. Une animation est organisée à la médiathèque samedi 28 mars, de 10 h 30 à 12 heures. Lire ou écouter des poèmes sur le thème de la Liberté, à l'occasion de la

Des modifications en cours sur le PLUi

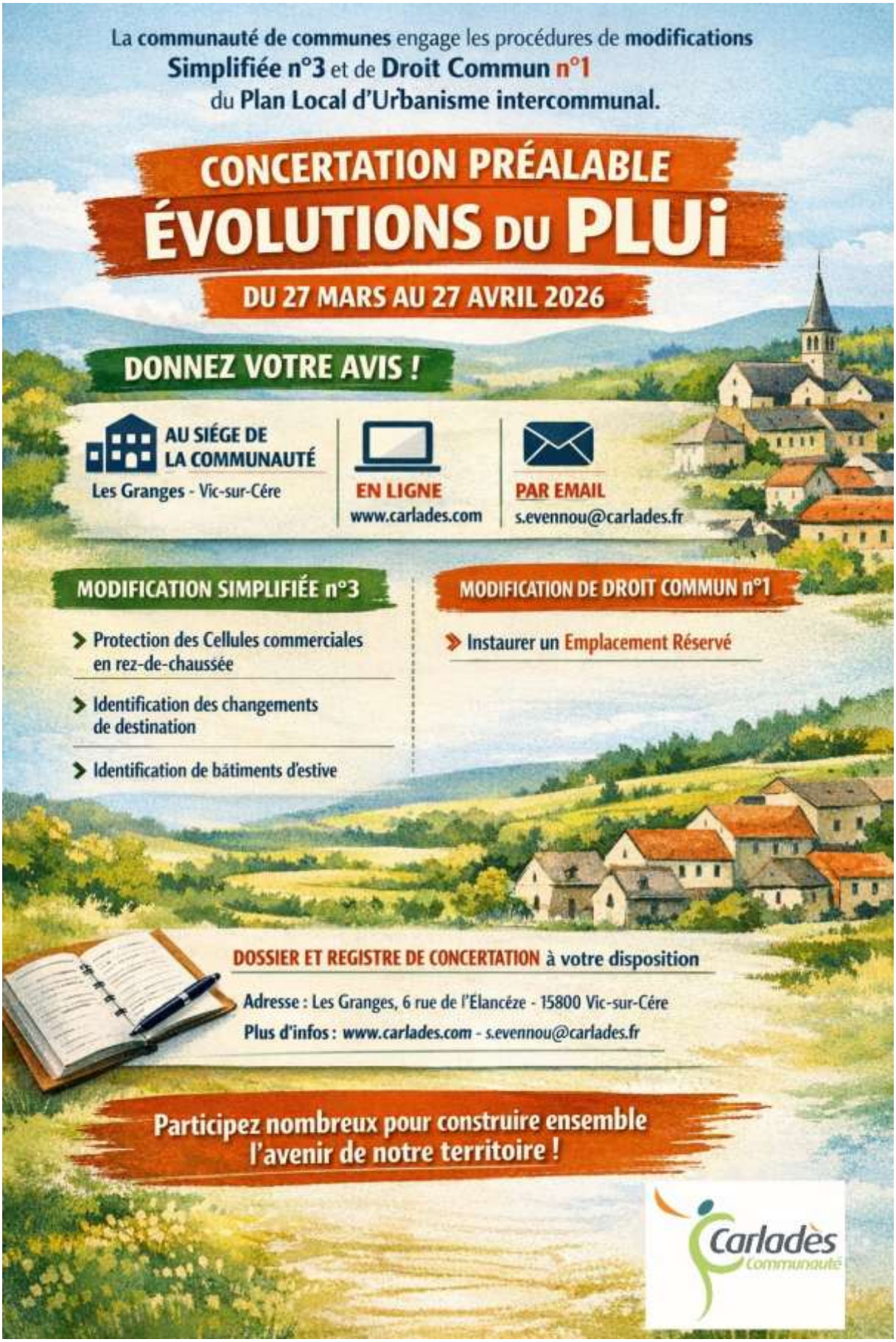
La communauté de communes engage les procédures de modifications du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Dans le cadre de la procédure, une phase de concertation préalable est ouverte à partir de ce vendredi et jusqu'au 27 avril, afin de recueillir les observations du public qui pourra consulter les documents de présentation des projets et formuler ses observations. Au siège de la communauté de communes, un dossier de concertation est mis à disposition aux jours et heures habituels d'ouverture. En ligne, les documents sont accessibles sur le site internet de la collectivité (www.carlades.com). Par courriel, il faut écrire à s.evennou@carlades.fr Un registre de concertation est également disponible au siège de l'intercommunalité pour recueillir les remarques du public. À l'issue de cette période, un bilan de la concertation sera réalisé et rendu public. La collectivité invite l'ensemble des habitants, associations et acteurs du territoire à participer à cette démarche, essentielle pour garantir un urbanisme partagé et adapté aux besoins du territoire.
Cette procédure porte sur les objets suivants : créer une prescription relative à la protection de cellules commerciales afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur six communes de l'intercommunalité : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère. Il s'agit aussi de compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité et de compléter l'identification de bâtiments d'estives. Une procédure de modification de droit commun n° 1 est également engagée pour l'objet suivant : instaurer un emplacement réservé. •



Les documents sont accessibles en ligne ou dans le bâtiment administratif de Carlades communauté.

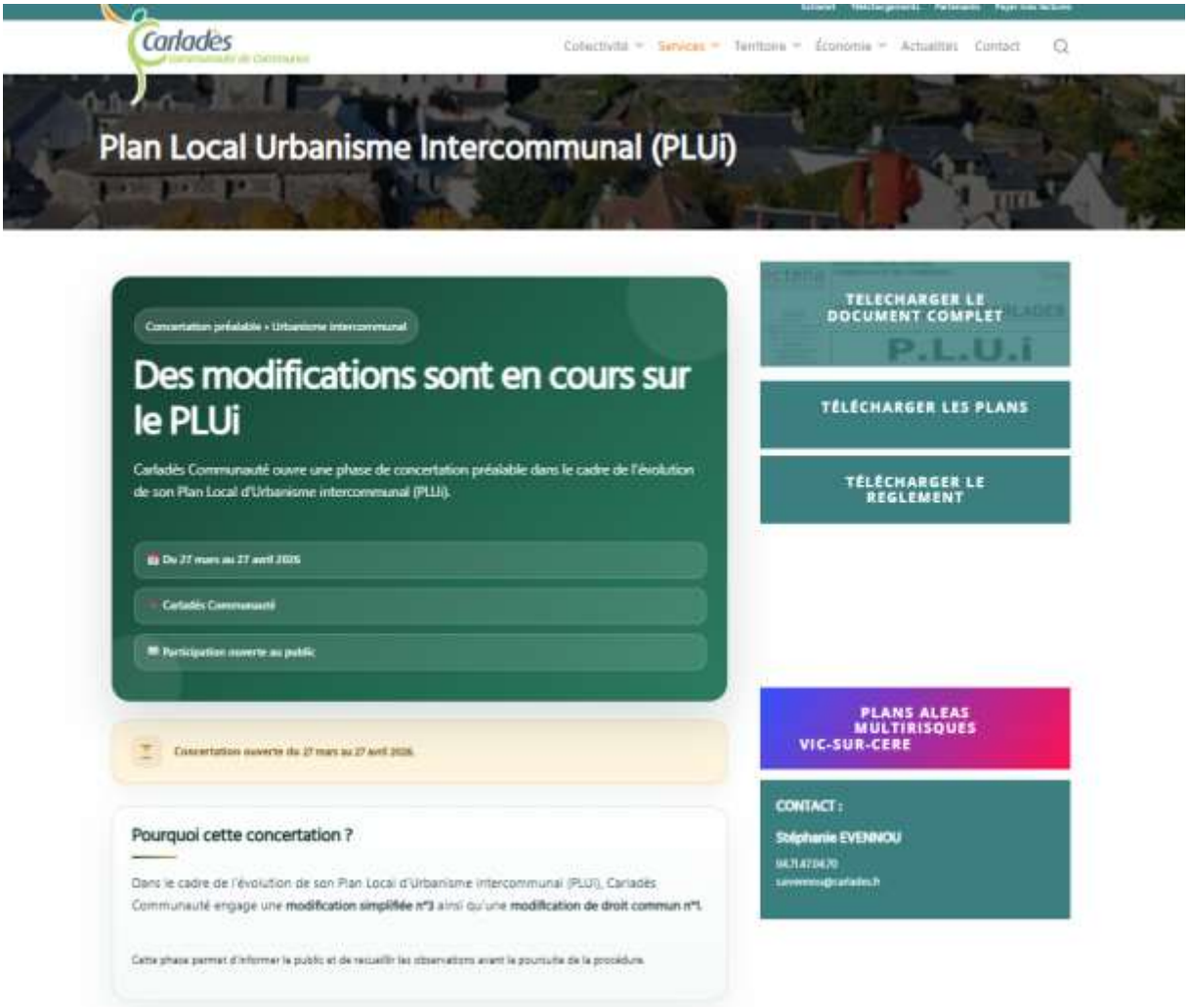
Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

Annexe 3 – affiche



Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

Annexe 4 – Site internet de la communauté de communes



Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_119-DE
A G E D I

REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DU CANTAL

CARLADES COMMUNAUTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 04 juin 2026 - N° DE_2026_120

Date de convocation :
29 mai 2026

Date d'affichage :
29 mai 2026

Nombre de délégués :
En exercice : 25
Présents : 19
Absents : 0
Pouvoirs : 0
Votants : 19

Pour : 19
Contre : 0
Abstentions : 0

Le 04 juin 2026 à 18h30, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis sous la présidence de Philippe MOURGUES à Vic-sur-Cère.

Etaient présents : Philippe MOURGUES (THIEZAC) Antoine GRICHOIS (BADAILHAC) Laurent USSE (POLMINHAC) Michel BESOMBES (SAINT-ETIENNE DE CARLAT) Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) Muriel BORY (CROS DE RONESQUE) Thierry ROUGÉ (JOU SOUS MONJOU) Evelyne DELANOUE (POLMINHAC) Alain BROUSSE (POLMINHAC) Raphaël MOREAU (POLMINHAC) Sandrine DELPUECH (RAULHAC) Florence DE MASSOL (THIEZAC) Véronique BARTHELEMY (THIEZAC) Laurent SAUVANET (VIC-SUR-CERE) Christine DELBOS (VIC-SUR-CERE) Didier IRLANDE (VIC-SUR-CERE) Amélie CHAVAROT JULHES (VIC-SUR-CERE) François COURTINE (VIC-SUR-CERE) Damien DANDALEIX (VIC-SUR-CERE)

Pouvoirs :

Absents :

Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) a été nommé(e) secrétaire de séance.

OBJET : Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°3 du PLUi de Carladès Communauté

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 e R.153.21 ;

Vu les articles L. 103-2 et 3 du Code de l'urbanisme.

Vu le Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_120-DE
A G E D I

modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2024 prescrivant la modification simplifiée n°3 et la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu l'arrêté de la présidente AR_2026_005 du 16 janvier 2026 complétant la délibération prescrivant la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu les avis conformes de l'autorité environnementale n° 2025-ARA-AC-4006 et n° 2025-ARA-AC-4146 soumettant la procédure de modification simplifiée n°3 à évaluation environnementale

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 03 mars 2026 fixant les modalités de la concertation préalable à la modification simplifiée n°3 du PLUI.

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 04 juin 2026 tirant le bilan de la concertation préalable à la modification simplifiée n°3 du PLUI.

Monsieur le Président de la Communauté de communes rappelle que le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Carladès Communauté a été approuvé le 25 février 2020 et nécessite des ajustements, lesquels peuvent être réalisés par le biais d'une Modification Simplifiée. Cette modification a pour objectif d'interdire le changement de destination de certaines cellules commerciales au sein de l'intercommunalité, afin de préserver l'offre de proximité. Elle vise également à compléter l'identification des changements de destination, en réponse aux nouvelles demandes de la population.

Il explique que conformément aux articles L.153.45 et suivants du Code de l'Urbanisme, cette procédure ne comporte pas d'enquête publique mais une mise à disposition du public pendant un mois du projet de modification, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant des avis émis par les personnes publiques associées.

A l'issue de cette mise à disposition, le conseil communautaire devra se prononcer par délibération sur l'approbation de cette modification simplifiée n°3.

Considérant que ces évolutions du PLUi n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

Considérant en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

Considérant en conséquence, que cette modification n'entre dans le champ d'application

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_120-DE
A G E D I

de la procédure de modification dite de droit commun ;

Considérant que les avis des personnes publiques associées consultées, n'engendrent aucune modification du projet ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

DECIDE que le dossier de modification simplifiée n°3 du PLUI, sera mis à disposition du public du 29 juin 2026 au 30 juillet 2026 inclus.

DECIDE que le dossier sera consultable au siège de la Communauté de communes aux jours et heures habituels d'ouverture.

DECIDE que pendant la durée de la mise à disposition, les observations sur le projet de modification simplifiée n°3 pourront être consignées sur le registre déposé au siège de la Communauté de communes à cet effet.

DECIDE d'autoriser Monsieur le Président à signer toute pièce utile à la réalisation de cette modification simplifiée n°3 du PLUi de Carladès Communauté.

.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 04 juin 2026

Le Secrétaire de séance, ***Le Président,***

Carladès Communauté (Cantal)

Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) ***Philippe MOURGUES (THIEZAC)***

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_120-DE
A G E D I

octeha

contact@octeha.fr
www.octeha.fr

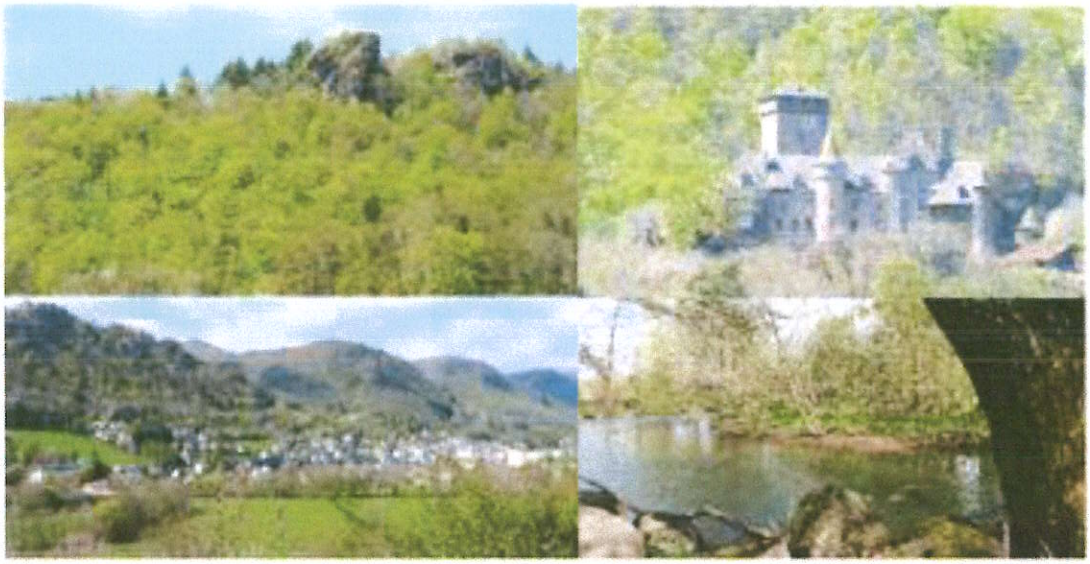
31 Avenue de la Gineste
12000 Rodez
Tel 05 65 73 65 76

PREFECTURE DU CANTAL

CARLADES COMMUNAUTE

P.L.U.I

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL



ELABORATION

Arrêté le

9 juillet 2019

Approuvé le

25 février 2020

Modifications – Révisions – Mises à jour

Modification simplifiée n°1 approuvée le 13 septembre 2021

Modification simplifiée n°2 approuvée le 22 février 2022

Modification simplifiée n°3 approuvée le 24 septembre 2026

VISA

Date 4 02/10/2026

Carlades Communauté (Cantal)

Le Président
Philippe Mourgues

Mise à disposition

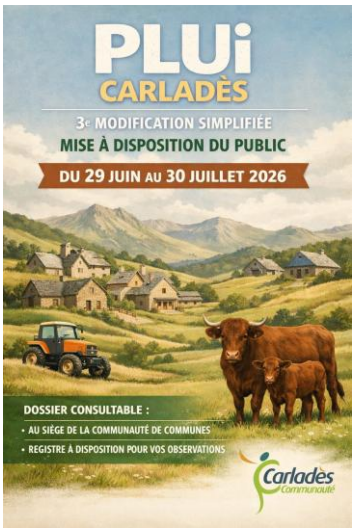
1.3

PLUi Carladès

Modification simplifiée n°3 – Mise à disposition du public

Synthèse du dispositif et des contributions reçues

Période	Du **29 juin au 30 juillet 2026** inclus (un mois)
Maître d'ouvrage	Communauté de communes Cère et Goul en Carladès (Carladès Communauté), 6 rue de l'Elancèze, 15800 Vic-sur-Cère
Consultation	Dossier au siège de la Communauté de communes, du lundi au vendredi, 9h00–12h00. Version numérique : www.carlades.com
Observations	Registre papier à disposition du public pour consigner observations, remarques et suggestions
Publicité	Affiche « PLUi Carladès – 3e modification simplifiée » ; avis légal paru dans *La Montagne* (Cantal) du lundi 22 juin 2026, rubrique Annonces légales et administratives (p. 17)
Contributions	**3 demandes identifiées** dans les pièces transmises (2 projets de repérage de burons, 1 demande de changement de destination)



1. Objet et cadre de la procédure

- Procédure de **modification simplifiée n°3** du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Carladès, lancée par le conseil communautaire.
- Pendant un mois, le public peut consulter le dossier et déposer ses observations dans un registre ; les contributions reçues par courrier ou par courriel sont rattachées à ce registre.
- Le service urbanisme de la Communauté a précisé par écrit (20 juillet) que les contributions transmises par mail sont **intégrées au registre** jusqu'au 30 juillet.

2. Calendrier

Date	Événement
22 juin 2026	Parution de l'avis de mise à disposition dans *La Montagne*
29 juin 2026	Ouverture de la mise à disposition (dossier + registre)
16 juillet 2026	J. Gardes sollicite la Communauté pour référencer 2 burons (commune de Pailherols), avec copie à la DDT du Cantal
20 juillet 2026	Réponse du service : demande d'un descriptif du projet avec parcelles, intégration au registre
24 juillet 2026	Courrier de M. Rispal (Thiézac / Niervèze) au Président de la Communauté
27 juillet 2026	C. Gardes transmet le descriptif demandé (parcelles AC 80 et AC 79)
30 juillet 2026	**Clôture de la mise à disposition**

3. Contributions reçues

A. Burons de la montagne de Caillac – commune de Pailherols

- **Auteurs :** Joseph, Clément et Simon Gardes (Lassouts, 12500).
- **Demande :** référencer 2 burons au PLUi : celui de la **parcelle AC 80** et un buron **non cadastré** situé dans la **parcelle AC 79** (identifié sur le plan joint).
- **Finalité :** patrimoniale. D'abord mise en sécurité et préservation pour stopper les dégradations, puis restauration dans un second temps.
- **Avis du service urbanisme (fiche Urba) :** dans le PLUi actuel, seule la **parcelle AC 81** est repérée au titre des bâtiments d'estive. Il faut demander le repérage du buron AC 80 et du buron voûté entouré en rouge sur le plan (à faire cadastrer ultérieurement).
- **Suite à donner :** le mail du 27 juillet est conforme à ce qui était demandé (parcelles, plan, projet). À verser au registre.





B. Grange-étable de montagne – Thiézac, secteur Niervèze, lieu-dit « Les Bertoune(s) »

- **Auteur :** M. Jean-Marc Rispal, Niervèze (Thiézac). Courrier daté du 24 juillet 2026 adressé au Président de la Communauté.
- **Bien concerné :** petit bâtiment (grange-étable) aujourd'hui partiellement démoli, **parcelle AL 66**, à environ 1 km du hameau, jouxtant la parcelle AL 67 appartenant également au demandeur.
- **Demande :** repérer le bâtiment au PLUi afin d'obtenir un **changement de destination** et de déposer un permis de construire pour le reconstruire. Il s'agit du renouvellement d'une demande qui n'avait pas abouti lors de la révision du PLUi.
- **Projet annoncé :** reconstruction à l'identique (toit pentu, très peu d'ouvertures), **usage familial**, sans location. Murs encore relativement hauts, point d'eau à proximité, majorité des matériaux disponible sur place.
- **Consultation des services de l'État :** la DDT du Cantal (Mme Mellin) était en copie des échanges concernant les burons.

Avis des Personnes Publiques Associées (PPA)

Chambre de Métiers et de l'Artisanat
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
CANTAL

Reçu le
14 AOUT 2025
2025-362

Communauté de communes Cère et Goul en Carladès
Dominique BRU
Présidente
6 rue de l'Elancèze
15800 VIC SUR CERE

Direction : Entreprises et territoires
Affaire suivie par : Pierre Mathey – Référent urbanisme
CMA Auvergne-Rhône-Alpes
TP/GV n°81
A l'attention de : Mme La Présidente Dominique Bru

Aurillac, le 8 août 2025

Objet : Réponse pour avis sur le projet de modification n°3 du PLUi de la communauté de communes Cère et Goul en Carladès.

Madame la Présidente,

Vous avez transmis, pour avis, votre projet de modification n°3 de PLUi à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Cantal et je vous en remercie.

Nous saluons la démarche engagée visant à protéger les cellules commerciales et artisanales dans plusieurs communes du territoire, par l'interdiction du changement de destination des rez-de-chaussée commerciaux identifiés.

Cette orientation répond à un enjeu majeur de maintien de l'offre de proximité, de lutte contre la vacance commerciale et de préservation du tissu économique local, en particulier dans les centres-bourgs. Elle contribue également à la vitalité des communes rurales, au maintien du lien social et à la limitation de l'évasion commerciale vers les pôles extérieurs.

Nous tenons également à souligner l'intérêt de la démarche de valorisation du bâti existant, notamment par le complément d'identification des bâtiments susceptibles de changer de destination. Cette mesure permet d'éviter la dégradation du patrimoine, de favoriser la reconversion maîtrisée de bâtiments vacants et d'ouvrir des perspectives pour l'installation de nouvelles activités économiques, artisanales ou commerciales, dans le respect du patrimoine local.

Toutefois, nous souhaitons attirer votre attention sur la nécessité d'accompagner cette protection réglementaire par une animation économique et un suivi régulier de la vacance des locaux concernés.

.../...

Il apparaît en effet essentiel d'adapter la liste des cellules protégées en fonction de l'évolution des besoins économiques locaux, afin d'éviter que certains locaux ne restent durablement vacants ou dégradés. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat recommande également de favoriser la diversité des activités pouvant s'installer dans ces cellules, en veillant à ne pas restreindre la possibilité d'y accueillir de nouveaux usages artisanaux, de services ou d'économie de proximité, y compris sous des formes innovantes.

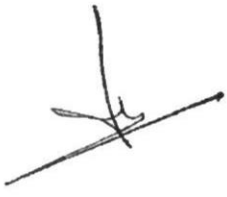
Nous vous encourageons à mettre en place des dispositifs d'accompagnement à la transmission et à la reprise des activités artisanales et commerciales, ainsi qu'à soutenir la rénovation, l'accessibilité et la qualité des locaux concernés.

Au regard des éléments avancés dans ce projet, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Cantal émet un avis favorable à votre projet et se tient à votre disposition pour vous accompagner dans sa mise en place et son application opérationnelle.

Soyez assuré que mes équipes et moi-même sommes pleinement mobilisés à vos côtés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

Thierry PERBET
Président de la CMA du Cantal





CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT AUVERGNE RHONE ALPES
AURILLAC
Village d'entreprises
14 avenue du Garric
CS 9511
15005 Aurillac Cedex

3006 • contact.cantal@cma-auvergnerhonealpes.fr • cma-auvergnerhonealpes.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté égalité fraternité

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

M. Dominique LANAUD
Délégué Territorial Adjoint

Dossier suivi par : Didier PRAT
Mail : d.prat@inao.gouv.fr

N/Réf. : 25 - DL/DP/NF – 500

V/Réf. : 2025 – 189 - SE

Madame La Présidente
Communauté de Communes
Cère et Goul en Carladès
6 rue de l'Elancèze
15800 VIC-SUR-CERE

Aurillac, le 2 septembre 2025

Objet : Modification simplifiée n°3 et modification de Droit Commun n°1
PLUi Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès.

Madame La Présidente,

Par courrier du 4 août 2025, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de Modification simplifiée n°3 et de modification de Droit Commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Cère et Goul en Carladès.

Les communes du périmètre du PLUi sont incluses pour tout ou partie dans :

- l'aire géographique de production du lait, de transformation et d'affinage des AOP fromagères "Bleu d'Auvergne", "Cantal" et "Salers";
- l'aire géographique d'affinage de l'AOP fromagère "Saint Nectaire" ;
- l'aire géographique des Indications Géographiques Protégées (I.G.P.) "Comté Tolosan", "Jambon d'Auvergne", "Jambon de Bayonne", "Porc du Limousin", "Saucisson sec d'Auvergne / Saucisse sèche d'Auvergne" et "Volailles d'Auvergne".

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP et IGP concernées.

Je vous prie d'agréer, Madame La Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Directrice et par délégation,
Par empêchement de La Déléguée Territoriale,
Le Délégué Territorial Adjoint,

Dominique LANAUD

Copie : DDT 15

INAO - Délégation Territoriale Auvergne Limousin - Site d'Aurillac
Village d'Entreprises - 14 Avenue du Garric - 15000 AURILLAC
Tél : 04 71 63 85 42

Mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes

Avis conforme de la mission régionale d'autorité environnementale sur la modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de commune de Cère et Goul en Carladès (15)

Avis n° 2025-ARA-AC-4006

Avis conforme délibéré le 2 octobre 2025

Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), qui en a délibéré le 2 octobre 2025 sous la coordination de Muriel Preux, en application de sa décision du 17 décembre 2024 portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Igedd modifié par l'article 5 du décret n° 2023-504 du 22 juin 2023, Muriel Preux attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis conforme.

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n° 2023-504 du 22 juin 2023 ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 9 février 2023, 4 avril 2023, 19 juillet 2023, 22 février 2024, 6 juin 2024, 29 août 2024, 20 septembre 2024, 3 décembre 2024, 10 avril 2025 et 7 juillet 2025 ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) adopté le 13 octobre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'avis enregistrée sous le n°2025-ARA-AC-4006, présentée le 4 août 2025 par la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15), relative à la modification simplifiée n°3 de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 28 août 2025 ;

Vu la contribution la direction départementale des territoires du Cantal en date du 29 octobre 2025 ;

Considérant que la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès est située dans le département du Cantal, qu'elle compte 4 997 habitants (INSEE 2022) sur une superficie de 23 750 ha, est couverte par un plan local d'urbanisme intercommunal approuvé le 25 février 2020 et qu'elle est comprise dans le périmètre du Scot du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie ;

Considérant que le projet de modification simplifiée n°3 a pour objet :

- de créer une prescription[1] relative à la protection de « cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur six communes de l'intercommunalité (Pailherols, Plominhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère) ;
- compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité[2] ;

Considérant que le périmètre de la communauté de communes est concerné par la présence de cinq sites[3] Natura 2000, trois Znieff[4] de type 2 et 15 Znieff de type 1 ;

Considérant que plusieurs bâtiments pouvant changer de destination sont situés en zone Natura 2000 « Site de Compaing » ou à proximité de celle-ci où l'enjeu chauves-souris est très fort, et que les incidences de ces changements de destination, tant sur les espèces que sur les habitats, n'ont pas été analysées dans le dossier ;

Considérant que bien qu'aucun nouveau secteur ne sera ouvert à l'urbanisation, l'identification de 40 bâtiments au titre du changement de destination remet en cause les projections de consommation d'espace par rapport à l'accueil des habitants ainsi que les équilibres fondamentaux du document d'urbanisme, et que les projections initiales en matière de consommation foncière du PLUi pourraient être revues à la baisse ;

Considérant que plusieurs parcelles concernées par des changements de destination se situent dans des zonages du plan de prévention des risques (PPR) mouvements de terrain de la commune de Thiézac ou de la Vallée du Goul (risque faible à fort « chute de bloc, glissement de terrain et/ou érosion de berge »), que ces évolutions sont susceptibles d'augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens alors que des règles spécifiques doivent être respectées au regard du PPR en vigueur[5] ;

Considérant que certains changements de destinations peuvent être soumis au risque avalanche et que le dossier ne permet d'apprécier la prise en compte des recommandations relatives aux aléas avalancheux ;

Considérant que certains changements de destination se situent dans des secteurs isolés et qu'ils nécessiteraient des aménagements d'accès et des travaux pour assurer la desserte en réseaux, sans que le dossier en évalue les incidences ;

---

1 La modification simplifiée n°3 prévoit donc l'introduction de la prescription *« Linéaire commercial protégé au titre de l'article L.151-16 du Code de l'urbanisme »,* visant à interdire le changement de destination des cellules commerciales identifiées dans le règlement graphique. Ce dernier est donc modifié en conséquence pour intégrer cette nouvelle prescription. Le règlement écrit est également modifié afin d'interdire les changements de destination des cellules commerciales identifiées dans le règlement graphique. Ainsi, l'« Article 2 : Mixité fonctionnelle et sociale » de la « Section 1 : Destination des constructions, usage des sols et natures d'activités » des zones Ua, Ub, Ub1, Utb, 2AUt et Nt sont modifiés.

2 Ajout de 40 bâtiments supplémentaires (dont 36 sur la commune de Thiézac) aux 158 prévus initialement dans le PLUi. Au moins une des parcelles identifiées semble selon le cadastre toutefois ne comporter aucun bâtiment…

3 Un site au titre de la directive oiseaux « Monts et Plomb du cantal », et quatre sites au titre de la directive habitats « Massif cantalier », « Côteaux de Raulhac et Cros de Ronesque », Site de Compaing » et « Vallée de la Cère et de la Jordanne ».

4 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique.

5 Certains bâtiments, étant donné leur exposition aux risques, ne peuvent pas faire l'objet de changements de destination, les projets doivent respecter des règles strictes au regard des PPR mouvements de terrain et parfois doivent faire l'objet d'une étude géotechnique spécifique ou d'un avis d'expert géotechnicien.

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date du présent avis, le projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Considérant que l'évaluation environnementale à venir doit faire l'objet d'une première restitution de l'application du PLUi, dans le cadre du dispositif de suivi[6], pour s'assurer du respect de la trajectoire retenue initialement par le document d'urbanisme ;

Rend l'avis qui suit :

La modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la commune de Cère et Goul en Carladès (15) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux, dont l'objectif est notamment de :

- analyser les incidences des changements de destinations sur la zone Natura 2000 et notamment sur la population des chauves-souris et leurs habitats ;

- faire l'analyse de l'impact de ces changements de destination vis-à-vis de la consommation foncière initialement prévue au PLUi, de ses objectifs démographiques, et s'assurer de l'équilibre fondamental des orientations du PLUi ;

- approfondir l'analyse des incidences prévisibles des changements de destinations situés dans des zones à risques pour les biens et les personnes, en tenant compte des effets potentiels du changement climatique, et définir des mesures proportionnées aux risques identifiés, ou à défaut reconsidérer ces changements de destination ;

- justifier et analyser les incidences sur l'environnement de ces changements de destination en matière d'accès, d'aménagements et de travaux pour assurer la desserte en réseaux et le cas échéant présenter des mesures d'évitement et de réduction proportionnées.

Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour la personne publique responsable de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

6 Pour rappel, les indicateurs de suivi de la mise en œuvre du plan prévus au 6° de l'article R.151-3 du code de l'urbanisme « doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ».

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L’avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour la mission régionale d’autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation, son membre

Muriel Preux

Carladès Communauté

Vic-sur-Cère, le 11 mai 2026,

A l'attention de la

Mission Régionale d'Autorité Environnementale

Objet : réponse à l'avis délibéré de la MRAE sur les évolutions (M1 et MS3) du PLUi de la Communauté de communes.

Concernant la modification de droit commun n°1, la collectivité prend acte des observations de la MRAe relatives à l'état initial de l'environnement et au niveau de précision des analyses environnementales. Toutefois, il est rappelé que les emplacements réservés n°32 et n°33 ont uniquement pour objet de préserver d'éventuelles possibilités d'acquisition foncière et d'aménagement futur des accès au site du Pas de Cère. À ce stade, aucun projet opérationnel précis n'est arrêté, ni dans son tracé définitif, ni dans ses modalités techniques.

Dans ce contexte, la collectivité n'entend pas engager, au stade de la procédure de modification du PLUi, des expertises environnementales approfondies sur des aménagements hypothétiques dont la réalisation demeure incertaine. Les éventuels projets ultérieurs feront, le cas échéant, l'objet des études réglementaires nécessaires au moment de leur définition opérationnelle, notamment dans le cadre de la séquence ERC et des procédures applicables au site Natura 2000. Les incidences précises ne pourront être appréciées utilement qu'à partir d'un projet effectivement défini.

De manière similaire, concernant la modification simplifiée n°3, les changements de destination identifiés ne valent pas autorisation de travaux ni validation automatique de projets. Les bâtiments concernés demeurent situés en zones A ou N du PLUi et les éventuelles autorisations d'urbanisme seront instruites conformément aux procédures réglementaires en vigueur, notamment avec consultation de la CDPENAF ou de la CDNPS lorsque nécessaire.

Les éventuelles études complémentaires relatives à la biodiversité, aux risques naturels ou aux incidences environnementales seront donc réalisées au stade des projets et des demandes d'autorisation, lorsque les caractéristiques techniques des opérations seront connues. La collectivité considère qu'il n'est ni proportionné ni pertinent d'engager dès à présent des investigations lourdes et coûteuses sur des projets potentiels dont certains pourraient ne jamais être réalisés.

Concernant la consommation foncière, le bilan du PLUi permet de replacer les évolutions envisagées dans leur contexte territorial. Entre 2021 et 2025, la consommation réelle observée s'élève à 5,20 hectares, soit un niveau inférieur au plafond théorique de 6,89 hectares autorisé à mi-parcours dans le cadre de la trajectoire ZAN.

Par ailleurs, les évolutions objet des présentes procédures n'ouvrent pas de nouveaux secteurs à urbaniser. Les emplacements réservés représentent des surfaces limitées de 2 782 m² et 709 m², tandis que les changements de destination portent essentiellement sur du bâti existant.

Le bilan met également en évidence un ralentissement récent de la trajectoire de consommation foncière depuis l'approbation du PLUi en 2020, traduisant un effet régulateur du document d'urbanisme.

Ainsi, la collectivité considère que les évolutions envisagées demeurent compatibles avec les objectifs de sobriété foncière, tout en permettant d'accompagner de manière mesurée les besoins du territoire, notamment en matière de valorisation du bâti existant, d'attractivité résidentielle et de préservation des accès aux espaces naturels et touristiques.

Le Président de Carladès Communauté,

Philippe MOURGUES

Carladès Communauté (Cantal)

Carladès Communauté
6 rue de l'Elancèze - 15800 VIC-SUR-CERE
Tél.: 04 71 47 89 00
www.carlades.com
facebook.com/CarladesCommunaute

CHAMBRE D'AGRICULTURE
CANTAL

Monsieur le Président
Communauté de communes Cère et Goul en Carladès
Place du Carladès
15800 VIC SUR CERE

Le Président

Aurillac, le 17 juin 2026

Objet
Avis sur le projet de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de CERE ET GOUL EN CARLADES

Référence
PE/YR

Dossier suivi par
ROLLAND Yann / service juridique, foncier et environnement
Tél. : 04.71.45.55.20

Monsieur le Président,

En application de l'article L 153-4 du code de l'urbanisme, vous nous avez transmis pour avis, le projet de modification simplifiée N°3 de votre Plan Local d'Urbanisme Intercommunal concernant notamment l'identification de 37 bâtiments pour des changements de destination.

Après examen du dossier, nous considérons que certains bâtiments identifiés peuvent engendrer de fortes contraintes pour l'activité agricole.

Sur la commune de Polminhac : le bâtiment sur la parcelle A 292 se situe à proximité d'un bâtiment agricole en activité.

Sur la commune de Thiézac : certains bâtiments sont très isolés au milieu de parcelles agricole ou avec des problèmes d'accès : AD 18, BL 26 et ZA 14.

Sur la commune de Vic sur Cère : AL 4 très isolé, à plus de 2 kms d'une voie goudronnée, au milieu de parcelles agricoles.

*La chambre d'Agriculture émet un **avis favorable** sur votre projet de modification simplifiée N°3 du PLUi **sous réserve de la prise en compte de nos remarques**.*

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments distingués.

Patrick ESCURE

Siège social
26, rue du 139ème R.I. – BP 239
15002 Aurillac Cedex
Tél. : 04 71 45 55 00
Fax : 04 71 48 97 75
Email :
ca.cantal@cantal.chambagri.fr

CHAMBRE D'AGRICULTURE
CANTAL

Madame la Présidente
Communauté de communes Cère et Goul en Carladès
Place du Carladès
15800 VIC SUR CERE

Le Président

Aurillac, le 26 août 2025

Objet
Avis sur le projet de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du secteur CERE ET GOUL EN CARLADES

Référence
PE/YR

Dossier suivi par
ROLLAND Yann / service juridique, foncier et environnement
Tél. : 04.71.45.55.20

Madame la Présidente,

En application de l'article L 153-4 du code de l'urbanisme, vous nous avez transmis pour avis, le projet de modification simplifiée N°3 de votre Plan Local d'Urbanisme Intercommunal concernant notamment l'identification de 40 bâtiments pour des changements de destination.

Après examen du dossier, nous considérons que certains bâtiments identifiés peuvent engendrer de fortes contraintes pour l'activité agricole.

Sur la commune de Polminhac : A 292 à proximité d'un bâtiment agricole en activité.

Sur la commune de Thiézac : certains bâtiments sont très isolés et se situent au milieu d'un espace agricole ou à proximité de bâtiments agricoles en activité : AD 18, AL 66, BL 26, ZA 14, ZA 66 et ZA 103.

*La chambre d'Agriculture émet un **avis favorable** sur votre projet de modification simplifiée N°3 du PLUi **sous réserve de la prise en compte de nos remarques**.*

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'expression de mes sentiments distingués.

Patrick ESCURE

Siège social
26, rue du 139ème R.I. – BP 239
15002 Aurillac Cedex
Tél. : 04 71 45 55 00
Fax : 04 71 48 97 75
Email :
ca.cantal@cantal.chambagri.fr

PRÉFET
DU CANTAL
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Le préfet

Aurillac, le 18 JUIL. 2026

Monsieur le président,

Par délibération du conseil communautaire du 09 avril 2024 et par arrêté de la présidente de la communauté de communes du 11 juin 2024, a été prescrite une procédure de modification simplifiée n°3 du PLUi.

Conformément à l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, vous m'avez notifié ce projet de modification simplifiée n°3.

Le projet de modification simplifiée n°3 porte sur les objets suivants :

- créer une prescription relative à la protection de « cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalité (Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques des Blats, Saint-Clément, Thiézac, Vic-sur-Cère),

- modifier l'OAP « secteur 1AU - la grange rouge », située sur la commune de Raulhac, afin d'accompagner le projet de Cantal Habitat,

- compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité.

Concernant la prescription visant à une protection des cellules commerciales et de la modification de l'OAP, J'émets un **avis favorable.**

S'agissant des changements de destination, compte tenu des observations sur ce sujet, j'émets un **avis réservé.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Bien à vous,

Philippe LOOS

Monsieur Philippe MOURGUES
Président de Carladès communauté
Les Granges
6, rue de l'Elancèze
15/00 VIC-SUR-CERE

Copie à Mmes les maires de Polminhac, Vic-sur-Cère
Copie à MM les maires de Pailherols, Raulhac, Saint-Clément, Saint-Jacques des Blats, Thiézac
Copie à Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement d'Aurillac

Direction départementale des territoires du Cantal
22 rue du 139e régiment d'infanterie
BP 10 414 – 15 004 Aurillac cedex
Tel : 04 63 27 66 00

PRÉFET
DU CANTAL
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Plan local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) de Carladès communauté

Modification simplifiée n°3

Avis des services de l'État

1/ Rappel du contexte

Le PLUi de Carladès communauté a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 25 février 2020.

Le PLUi a fait l'objet de deux procédures d'évolution : modification simplifiée n° 1 (2021), modification simplifiée n°2 (2022).

La présente procédure de modification simplifiée n°3 a été prescrite par délibération du conseil communautaire du 09 avril 2024 et par arrêté de la présidente de la communauté de communes du 11 juin 2024.

2/ Objet du dossier

Le projet de modification simplifiée n°3 porte sur les objets suivants :

- créer une prescription relative à la protection de « cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalité (Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques des Blats, Saint-Clément, Thiézac, Vic-sur-Cère),
- modifier l'OAP « secteur 1AU - la Grange rouge », située sur la commune de Raulhac, afin d'accompagner le projet de Cantal Habitat,
- compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité.

3/ Composition du dossier

Le dossier présenté par la collectivité est composé des pièces suivantes :

- pièces administratives ;

- rapport de présentation et annexes (examen au cas par cas (30 juillet 2025) et note d'auto-évaluation environnementale ;
- documents graphiques (règlement) ;
- règlement écrit ;

4/ Observations des services de l'État

Direction départementale des territoires

Urbanisme

Changements de destination

La présente modification simplifiée n°3 prévoit l'identification de plusieurs bâtiments agricoles pouvant changer de destination.

Bien que des possibilités dérogatoires soient depuis apparues, cette identification permet de s'affranchir de la non utilisation de 20 ans qui peut être un motif pour un éventuel recours.
Cette identification ne déroge pas aux principes de desserte par les réseaux nécessaires à la nouvelle utilisation.

Certains des changements de destination les plus problématiques ont été retirés ce qui démontre une volonté de l'EPCI de prendre en compte les enjeux environnementaux, même si cela reste incomplet.

Reste tout de même la question de la consommation foncière de ces changements de destination qui restent nombreux (34).

Les autorisations d'urbanisme pour ces bâtiments feront l'objet d'un avis conforme de la CDPENAF en zone A et de la CDNPS en zone N : repérage ne signifie pas autorisation. La CDPENAF sera vigilante à ne pas permettre de changement de destination qui serait situé dans des zones isolées, et/ou avec potentiels conflits d'usage avec l'activité agricole, et/ou mal desservis.

La plupart des identifications semblent se situer favorablement plutôt en bordure de voirie et être peu isolée.
En revanche, certaines parcelles sont très grandes (exemple : à Thiézac, parcelle ZA 88). Dans ces cas, il conviendra de prévoir une division parcellaire afin de limiter le risque de consommation d'espace agricole et de conflit d'usage. La CDPENAF en fera certainement une prescription.

Burons
Le principe de repérer des burons paraît intéressant afin de connaître la volonté politique de l'EPCI en la matière.
Pour autant, il convient de rappeler que l'avis final sur les projets reviendra au préfet après consultation des commissions. Concernant la CDPENAF, elle sera vigilante à la question de l'accès au buron, de l'usage et notamment les risques de conflit avec l'activité agricole, les éventuels raccordements, la préservation de la ressource en eau et les enjeux environnementaux.

Programme « petites villes de demain »

Par cette modification simplifiée n°3, les collectivités projettent l'introduction de la prescription « Linéaire commercial protégé au titre de l'article L.151-16 du Code de l'urbanisme » en opérant :

- une modification des documents graphiques, qui consiste en une identification de bâtiments / linéaires de bâtiments commerciaux à caractère stratégique ;
- une protection des bâtiments ainsi identifiés par le règlement du document d'urbanisme, par le biais d'une interdiction de changement de leur destination (tout en laissant la souplesse nécessaire en matière de sous-destination).

Parmi les localités concernées figurent Vic-sur-Cère (lauréate du programme PVD) ainsi que les communes de Polminhac et de Thiézac, également signataires de la convention d'ORT du 22 mai 2023.

Les communes de Polminhac et Thiézac ne sont pas lauréates du programme PVD mais des actions les concernant sont prévues dans le cadre de l'ORT. Aucune n'est précisement définie en manière de commerce

L'étude commerce réalisée dans le cadre du programme PVD portait sur les communes de Vic, Polminhac, Thiézac et Raulhac.

Il est à noter que les communes de Pailherols et St-Clément (1 hôtel-restaurant) ont été accompagnées par le programme Village d'Avenir. Ces communes ne possèdent pas de local commercial (à l'exception du multiple rural). Dans ce cadre, l'intérêt d'identifier des linéaires commerciaux sur ces centralités n'est pas démontré, il conviendrait d'apporter des précisions sur ce point.

Il s'agit, par cette modification simplifiée, de protéger les cellules commerciales des 3 centres-bourgs qui concourent à la vitalité économique, à la fonction de centralité, et au soutien des commerces de proximité desdits centres-bourgs.

Cette protection s'inscrit donc en pleine cohérence avec le programme PVD. Il s'agit, d'ailleurs, de l'une des suites données à l'étude de revitalisation commerciale diligentée avec le soutien de l'ANCT en 2023 (cabinet Albert et associés) et prévue à la convention d'ORT. Elle permet de conserver une mixité fonctionnelle indispensable en hyper-centre. D'autres mesures sont venues / viendront utilement compléter la panoplie des leviers destinés à préserver ces commerces de proximité : institution du droit de préemption commercial à Vic-sur-Cère, meilleure communication sur les aides de la Région, renforcement de la digitalisation, et action d'amélioration de la signalétique. Les linéaires concernés se situent bien en hyper-centre-bourg.

Délégation départementale de l'Agence régionale de santé

Alimentation en eau potable

Dans le rapport de présentation (p.88), il est précisé que le projet de modification simplifiée n°3 du PLUi ne générera pas d'impact significatif sur l'environnement. En effet, cette modification ne prévoit pas d'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur, ce qui limite strictement l'artificialisation des sols et préserve les équilibres territoriaux existants. Son objectif principal est double : d'une part, permettre la protection de certains rez-de-chaussée à vocation commerciale, afin de préserver le commerce au sein de l'intercommunalité, d'autre part, permettre l'identification de bâtiments agricoles susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination, dans un cadre maîtrisé.

La question de la disponibilité, de la qualité et de la sécurisation de l'eau de consommation humaine constitue un enjeu prioritaire de santé publique.

Urbanisme favorable à la santé

A ce titre, il pourrait être intéressant de renforcer la végétalisation des lotissements (tout en diversifiant les plantations et en limitant l'implantation d'espèces fortement allergènes , telles que cyprès, bouleau, chêne, aulne, frêne....), de prévoir des places « perméables », des cheminements piétons, la proximité ou la desserte par les transports en commun, la mise en place de parcs à vélos et de bancs, l'intégration d'énergies renouvelables (bornes électriques, panneaux photovoltaïques....). De plus, afin de limiter les nuisances sonores, il conviendrait de travailler sur l'orientation et l'isolation des bâtiments à proximité des axes routiers (cf. guide ISADORA, un outil d'aide à l'intégration de la santé dans les opérations d'aménagement).

Risques naturels

Toutes les communes du PLUi ayant un potentiel radon de niveau 3, il est important de rappeler que l'accumulation de ce gaz radioactif naturel dans les logements constitue un risque de santé publique. Des solutions techniques préventives de construction pourraient être préconisées pour prévenir l'accumulation de ce gaz dans les bâtiments.

5/ Conclusion

Concernant la protection des cellules commerciales par la prescription « Linéaire commercial protégé au titre de l'article L.151-16 du Code de l'urbanisme », et la modification de l'OAP – secteur 1AU « La Grange rouge », un **avis favorable** est émis.

Un **avis réservé** est émis s'agissant des **changements de destination :**

- s'assurer de la disponibilité foncière,
- vérifier la desserte par les réseaux nécessaires aux nouvelles utilisations des bâtiments.

Annexes au rapport de présentation de la modification simplifiée n°3

Annexe II

GOUVERNEMENT *Liberté* *Égalité* *Fraternité*	**Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme** Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

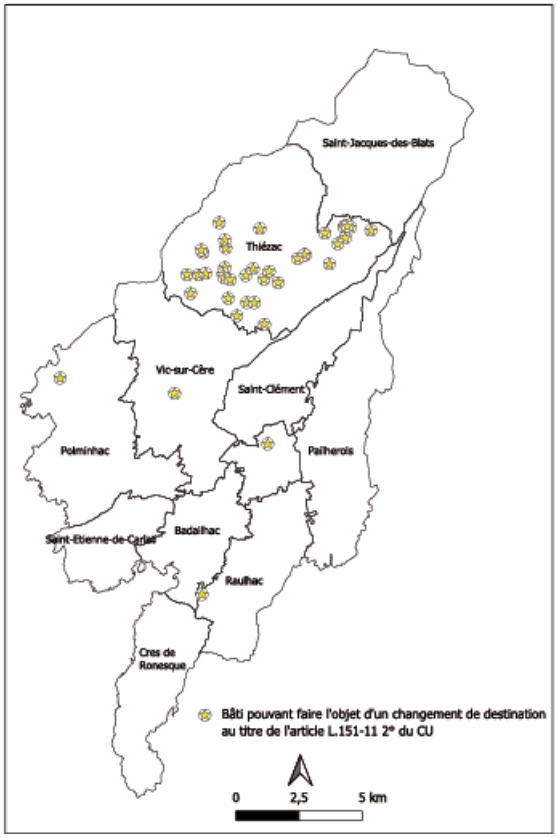
Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté de communes Cère et goul en Carladès
SIRET/SIREN
241 501 089 00155
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
6 rue de l'Elancèze, 15800 Vic-sur-Cère 04 71 47 89 00 secretariat@carlades.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
BRU Dominique, Présidente de la Communauté de communes de Cère et Goul en Carladès
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Geoffray BLANC, chargé d'études principal en Urbanisme à OC'TEHA
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

31 avenue de la Gineste, 12000 RODEZ gblanc@octeha.fr 05 65 73 64 25
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLUi
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Cère et goul en Carladès
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Communauté de communes Cère et Goul en Carladès
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Le conseil communautaire a lancé une procédure de modification simplifiée n°3 du PLUi de Cère et Goul en Carladès. Cette procédure a pour objectifs de : - Créer une prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalités : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère. - Compléter l'identification des changements de destinations sur l'ensemble de l'intercommunalité.

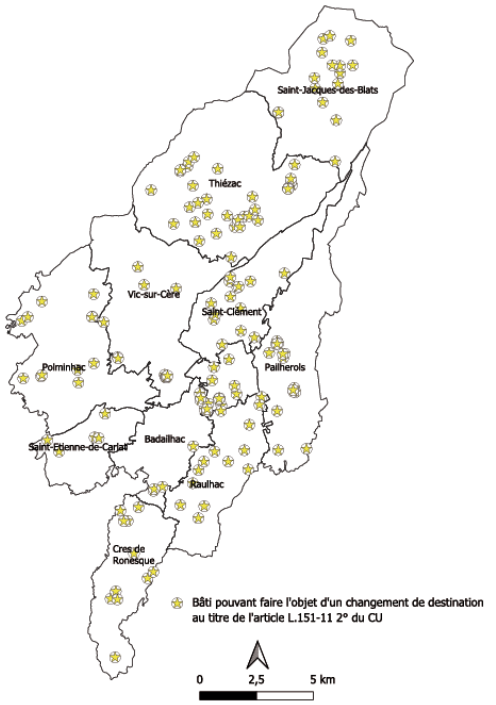
Annexe II

Bâtiments et ensembles de bâtiments identifiés dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLUi Cère et goul de Carladès

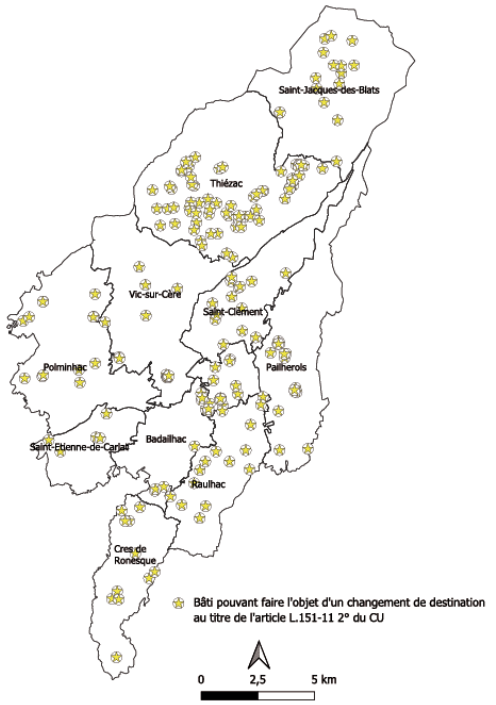


Complément de l'identification des bâtiments susceptibles de changer de destination

Bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination avant modification simplifiée n°3

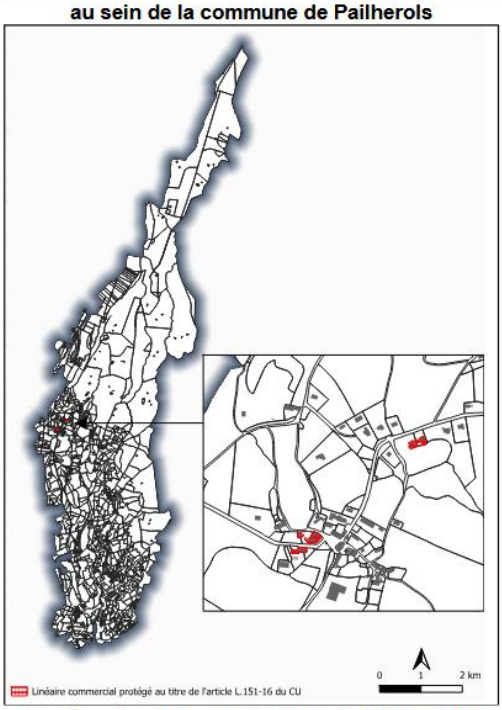


Bâti pouvant faire l'objet d'un changement de destination après modification simplifiée n°3

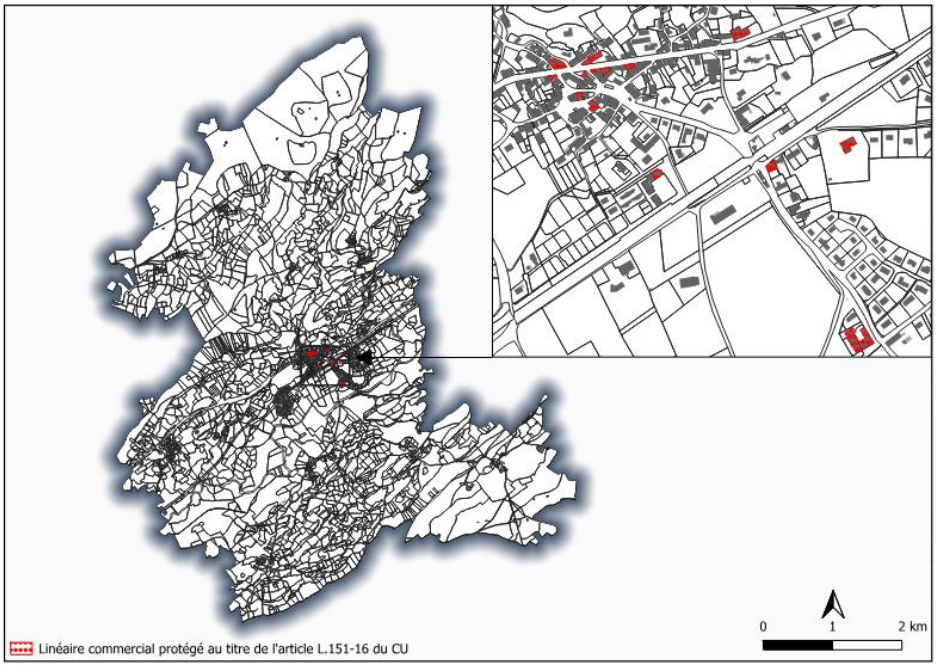


Annexe II

Cellules commerciales à préserver dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLUi Cère et Goul en Carladès au sein de la commune de Pailherols

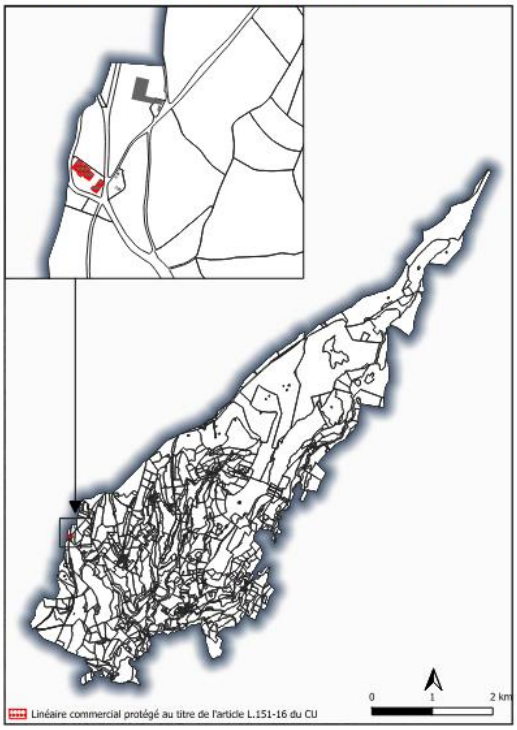


Cellules commerciales à préserver dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLUi Cère et Goul en Carladès au sein de la commune de Polminhac

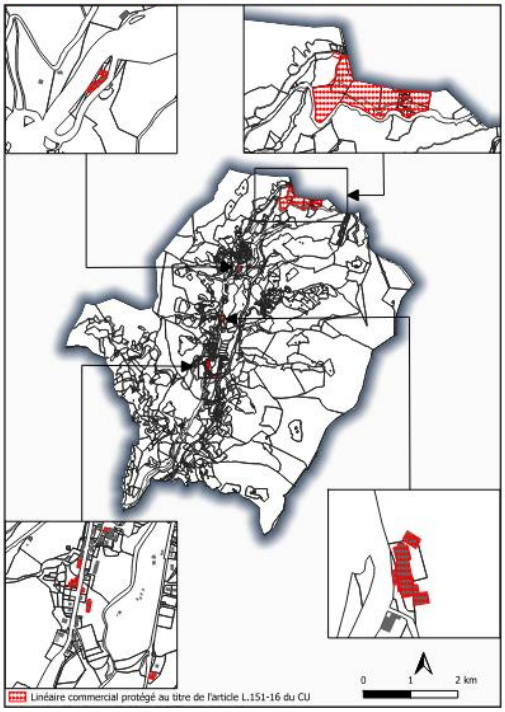


Annexe II

Cellules commerciales à préserver dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLUi Cère et Goul en Carladès au sein de la commune de Saint-Clément

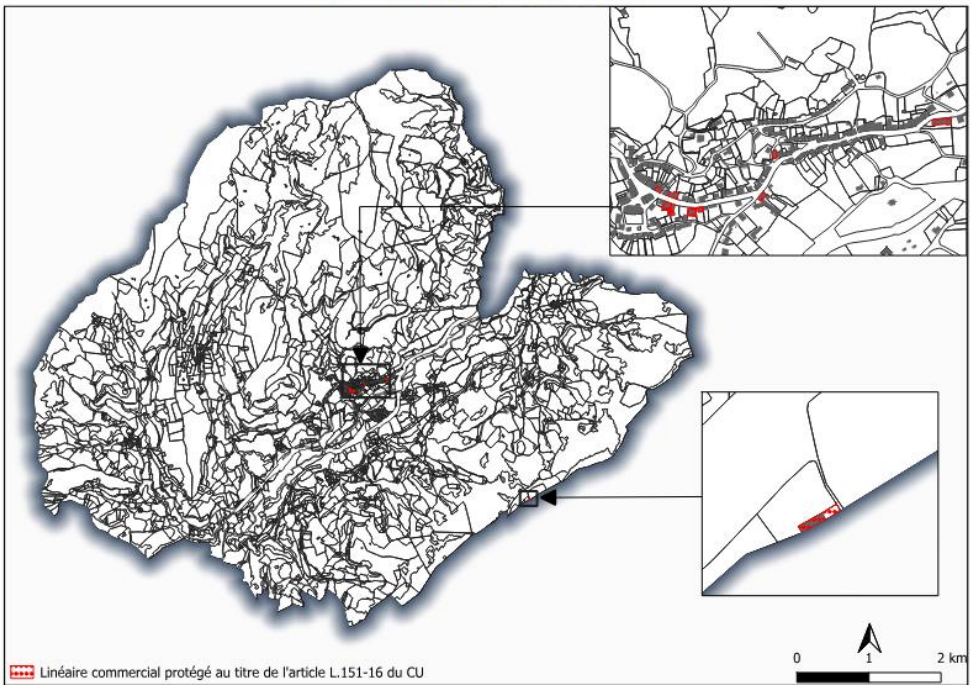


Cellules commerciales à préserver dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLUi Cère et Goul en Carladès au sein de la commune de Saint-Jacques-des-Blats

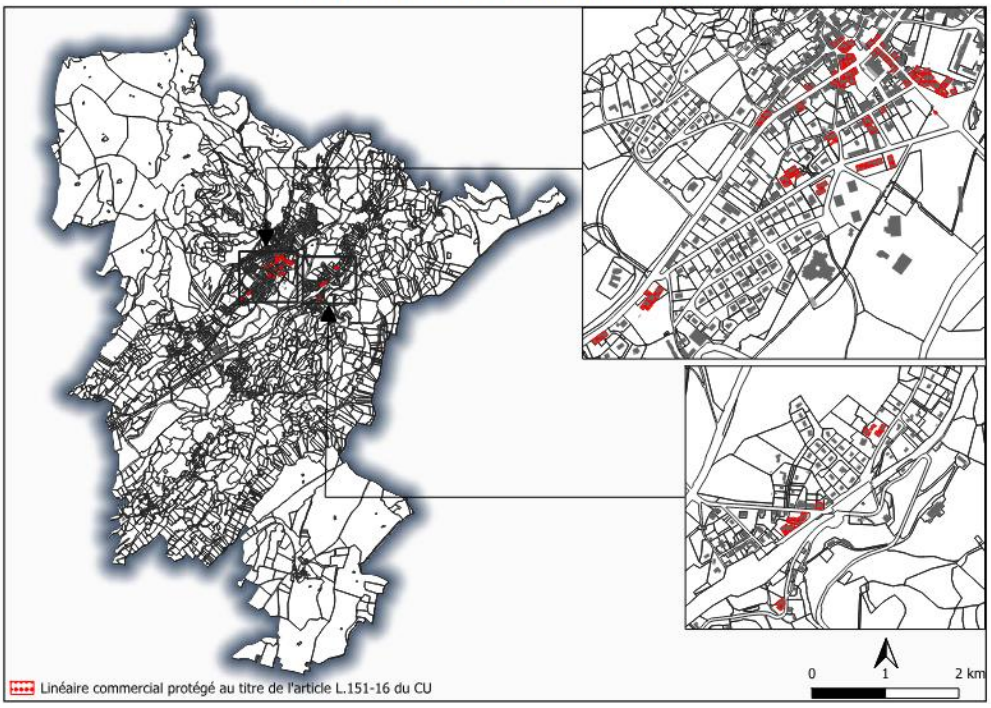


Annexe II

Cellules commerciales à préserver dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLUi Cère et Goul en Carladès au sein de la commune de Thiézac



Cellules commerciales à préserver dans le cadre de la modification simplifiée n°3 du PLUi Cère et Goul en Carladès au sein de la commune de Vic-sur-Cère



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
☒Oui ☐Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
☒Oui ☐Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Charte du PNR Volcans d'Auvergne, SDAGE Adour-Garonne, SAGE Célé, SAGE Dordogne amont, PGRI Adour-Garonne, Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome d'Aurillac, SRCE Auvergne, PCAET du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie, Schéma départemental de l'amélioration de l'accessibilité des services publics, PPR Mouvements de terrain.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration ☒Oui ☐Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Le 23 décembre 2019
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Une réponse a été apportée à la MRAe (en annexe). Cet avis a bien été intégré au PLUi, ce qui avait généré des modifications avant approbation.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale ☒Oui ☐Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification Simplifiée n°1 approuvée le 13/07/2021 Objets : - Permettre l'implantation de logements d'exploitations agricoles en zone A - Autoriser les changements de destination, les extensions et les annexes en zone Np Modification Simplifiée n°2 approuvée le 22/02/2022 Objet : - Revoir le principe de linéarité édicté de l'OAP « Lacombe », située sur la commune de Saint-Jacques-des-Blats

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification simplifiée n°3
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
4 997 habitants en 2022

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	23 750 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	537,45	2,26%	537,45	2,26%
zones 1 AU	26,9	0,11%	26,9	0,11%
zones 2 AU	12,8	0,05%	12,8	0,05%
zones A	14 427,80	60,75%	14 427,80	60,75%
zones N	8 745,01	36,82%	8 745,01	36,82%
Total	23 750	100%	23 750	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD du PLU dans son Axe 1, orientation 1.7, indique l'objectif suivant :

- Modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain

Dans le but de modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain, la stratégie communautaire se traduit comme suit :

- Affirmer le développement du bourg principal de Vic-sur-Cère, complété de la densification et de l'extension d'autres bourgs de l'intercommunalité (Polminhac, Raulhac, Thiézac et St-Jacques notamment).
- Urbaniser prioritairement les espaces libres en densification des bourgs.
- Favoriser la réhabilitation et la reconquête du bâti existant.
- Compléter l'offre par de l'extension mesurée des bourgs, voire de manière plus réduite à hauteur des principaux hameaux.

La Communauté de communes respecte les principes établis par la loi Montagne : « [...] l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants [...] » ; et a choisi de mettre en place une politique d'urbanisation plus restrictive visant principalement à favoriser le développement des bourgs ; pour lequels la densification et l'extension de l'existant seront possibles, tout en protégeant l'activité agricole et la trame paysagère, environnementale et urbaine existante. Parallèlement, les spécificités propres à chacun des hameaux (activité agricole, desserte, risques, paysage et environnement, etc.) devront être considérées en cas de développement.

- Favoriser une ouverture à l'urbanisation programmée et phasée. Définir des secteurs prioritaires afin de concentrer les efforts et les moyens.
- Tendre vers une mutualisation et une rationalisation des équipements ; et notamment, des équipements consommateurs de foncier, tels que la voirie, les espaces publics (ou collectifs), par exemple par le biais des Orientations d'Aménagement et de Programmation.
- Diversifier l'offre résidentielle en assurant une mixité des biens proposés à la vente ou à la location.

L'aménagement des secteurs considérés devra s'adapter à la configuration de ceux-ci ; eu égard notamment :

- A la topographie,
- Aux enjeux de renforcement du maillage et notamment des circulations douces,
- Aux formes urbaines voisines,
- Aux contraintes naturelles et environnementales,
- Aux contraintes induites par le tissu bâti existant, notamment en cas de densification,
- etc.
- Réduire l'assiette des zones agglomérées projetées (urbanisées et à urbaniser ; au sens constructible du terme, en excluant les secteurs où seuls sont autorisés l'entretien et/ou l'extension de l'existant).

Cette réduction sera le fruit d'une analyse et du respect des enjeux paysagers (naturels, agricoles, environnementaux, et urbains – ex : zone humide, etc.) ; et d'un ajustement des surfaces ouvertes à la construction aux besoins définis.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La présente modification n°3 a pour objectif de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, et plus précisément :

- Créer une prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalité : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère
- Compléter l'identification des changements de destinations sur l'ensemble de l'intercommunalité

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐Oui

☒Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ulra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐Oui

☒Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐Oui

☒Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐Oui

☒Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐Oui

☒Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : ☐Oui ☐Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : ☐Oui

☐Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la ***rubrique 3.1,*** intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	☒	☐	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	☒	☐	5 sites Natura 2000 : 1 site au titre de la Directive Oiseaux : Site Natura 2000 FR8310066 « Monts et Plomb du Cantal » 4 sites au titre de la Directive Habitats : Site Natura 2000 FR8301055 « Massif Cantalier » Site Natura 2000 FR8301061 « Coteaux de Raulhac et Cros de Ronesque » Site Natura 2000 FR8302016 "Site de Compaing" Site Natura 2000 FR8302041 "Vallée de la Cère et de la Jordanne »

Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	☒	☐	2 sites classés : - Sur la commune de Saint-Jacques-des-Blats : Massif Cantalien - Sur la commune de Polminhac : Château de Pesteils et ses abords 7 sites inscrits : - Sur la commune de Polminhac : Château de Vixouze et ses abords - Sur la commune de Thiézac : Cascade du Pas de Cère, Cascade de la Roucolle, Cascade du Failitoux - Sur la commune de Raulhac : Propriété et château de Messihac - Sur la commune de Vic-sur-Cère : Cascade de la conche
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	☐	☒	4 communes concernées par le risque technologique « risque de transport de matières dangereuses » lié à la présence de la RN122 et de la voie ferrée : Polminhac, vic-sur-Cère, thiézac et Saint-Jacques-des-Blats. Le classement sonore de la RN122 approuvé par arrêté préfectoral du 9 août 2011 : Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Thiézac et Vic-sur-Cère. Risque industriel, deux ICPE industrielles au sein de la commune de Vic-sur-Cère. Aucun PPRt n'est approuvé sur le territoire intercommunal.

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	☒	☐	PPRNP « Éboulements rocheux » sur le territoire communal de Vic-sur-Cère PPRNP « Mouvement de terrain » sur le territoire communal de Thiézac Un PPRN est en cours d'élaboration sur la commune de Vic-sur-Cère.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	☒	☐	La commune de Vic-sur-Cère est concernée par le risque industriel, deux ICPE industrielles.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	☒	☐	37 anciens sites industriels ou activités de service.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	☒	☐	Château de Pestiels et ses abords à Polminhac Château de vixouze et ses abords à Polminhac
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	☒	☐	Il existe des zones humides sur l'ensemble du territoire communal
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	☒	☐	Le territoire communal est couvert par la trame verte et bleue prévue par le SCoT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	☒	☐	3 ZNIEFF de type 2 : • Vallée de la Truyère, du Goul et de la Bromme (Identifiant national : 730011313) ;

			• Vallées de la Bromme et du Siniq, des limites du Cantal à la confluence de Brommat (Identifiant national : 730030119) ; • Monts du Cantal (Identifiant national : 830007461) 15 NIEFF de type 1 : • ZNIEFF 830009005 Côteaux entre Raulhac Courbelimagne – Mur de Barrez environs • ZNIEFF 830020204 Ravin du Doux • ZNIEFF 830001053Puy Mary • ZNIEFF 830020205 La Cère à Polminhac • ZNIEFF 830001052 Plomb du Cantal - Prat de Bouc • ZNIEFF 830020203Vallée du Goul sous Messilhac • ZNIEFF 830005529Haute vallée Alagnon - Forêt Murat • ZNIEFF 830020210 Falaises de Thiézac • ZNIEFF 830009024 Rebord Ouest vallée de la Cère • ZNIEFF 830020223 Vallon du Viaguin • ZNIEFF 830020222Vallon de Ferval - Bois Grand • ZNIEFF 830020433Courpou sauvage - Roc du Chauve • ZNIEFF 830020211Elancèze - Col du Perthus • ZNIEFF 830020208 Haute vallée du Goul ZNIEFF 730011330 Zones humides de la Brome
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	☒	☐	Espace Naturel Sensible du Pas de Cère
Un espace concerné par :	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	☒	☐	Le PLUi classe 2 182 ha en EBC, soit 9,18% du territoire.
Autre protection	☒	☐	Cinq zonages PNA présents au sein du territoire intercommunal : PNA Chiroptères PNA Gypaète barbu PNA Loutre d'Europe PNA Milan Royal PNA Pie grièche

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	☒	☐	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	☐	☒	4 communes concernées par le risque technologique « risque de transport de matières dangereuses » lié à la présence de la RN122 et de la voie ferrée : Polminhac, Vic-sur-Cère, Thiézac et Saint-Jacques-des-Blats. Le classement sonore de la RN 122 approuvé par arrêté préfectoral du 09 août 2011 : Polminhac, saint-Jacques-des-Blats, thiézac et Vic-sur-Cère. 2 ICPE indutrielles au sein de la commune de Vic-sur-Cère. Aucun PPRt n'est approuvé sur le territoire intercommunal.

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	☒	☐	PRNP « Éboulements rocheux » sur le territoire communal de Vic-sur-Cère PPRNP « Mouvement de terrain sur le territoire communal de Thiézac Cependant, hors les cellules commerciales protégées sur la commune de Thiézac se trouvant dans une zone à « risque fort glissement de terrain/érosion de berge », aucun secteur n'est soumis au risque d'éboulements rocheux ou de mouvement de terrain.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	☐	☒	La commune de Vic-sur-Cère est concernée par le risque industriel, deux ICPE industrielles. Cependant, aucun secteur n'est concerné par le risque.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	☐	☒	37 anciens sites industriels ou activités de service. Cependant, aucun secteur n'est concerné par le risque.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	☒	☐	Cinq zonages PNA présents au sein du territoire intercommunal : PNA Chiroptères PNA Gypaète barbu PNA Loutre d'Europe PNA Milan Royal PNA Pie grièche

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	☒	☐	Au sein de la commune Saint-Jacques-des-Blats, 8 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination se situent au sein du périmètre du site Natura

			2000 FR8310066 « Monts et plom du Cantal » Au sein de la commune de Thiézac, 1 bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination se situe au sein du périmètre du site Natura 2000 FR8302016 3Site de Compaing ».
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	☐	☒	Le bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination le plus proche se situe à envrion 2km du Château de Pesteils et ses abords à Polminhac.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	☒	☐	Le territoire communal est couvert par la trame verte et bleue prévue par le SCoT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	☐	☐	ZNIEFF de type 1 : 7 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination se situent au sein de la ZNIEFF « falaises de Thiezac ». ZNIEFF de type 2 :

			La ZNIEFF « Monts cu Cantal » couvre 37 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination ainsi que les périmètres de protection commercial situés sur les communes de Pailherols, Saint-Clément, Saint-Jacques-des-Blats, Thiézac et Vic-sur-Cère.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	☒	☐	2 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination se situent à proximité de l'Espace Naturel Sensible du Pas de Cère (environ 300m pour l'un et 600 m pour l'autre).
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	☒	☐	Cinq zonages PNA présents au sein du territoire intercommunal : PNA Chiroptères PNA Gypaète barbu PNA Loutre d'Europe PNA Milan Royal PNA Pie grièche

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?
☐Oui

☒Non
Si oui, précisez :

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Notifications au PPA de la Modification simplifiée n°3 prévue le lundi 4 août 2025
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique ☐Oui ☒Non
- participation du public par voie électronique ☐Oui ☒Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	☒
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (***rubrique 2.5***).	☒
3	L'auto-évaluation (***rubrique 6***)	☒
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site *Internet*	☐
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Rapport de présentation de la MS3 Documents graphiques de la MS3 Réponse à l'avis de la MRAe relatif à l'élaboration du PLUi		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)			
Fait à	Vic-sur-Cère	le,	30/07/2025
Nom	BRU	Prénom	Dominique
Qualité	Présidente		
Signature 			

Note d'auto-évaluation

Le PLUi, lors de son élaboration, a fait l'objet d'une évaluation environnementale, dont l'avis a été émis le 23 décembre 2019.
Depuis, dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°1 approuvée le 13 juillet 2021 et dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°2 approuvée le 22 février 2022, aucune évaluation environnementale n'a été réalisée.

Le projet de modification simplifiée n°3 du PLUi de Cère et Goul en Carladès a pour objectif de faire évoluer le PLUi, et plus précisément :

- Créer une prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalité : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère.
- Compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité.

Il est proposé ici d'identifier les objets susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement au regard de leur nature.

1.Analyse des incidences potentielles au regard de la nature des objets de la modification simplifiée n°3

1.1 Créer une prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalités : Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère

Les évolutions apportées à la création de la prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » visent à interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux.
Il n'est aucunement prévu d'ouvrir de nouveaux secteurs à l'urbanisation. L'enjeu pour l'intercommunalité est surtout de protéger certains rez-de-chaussée commerciaux. Ainsi, cet objet n'aura aucun impact sur l'environnement.

5.1.2 Compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité

Les évolutions apportées à l'identification de bâtiments situés en zones agricoles et naturelles pour en autoriser le changement de destination. En effet, il s'avère que certains bâtiments n'ont pas fait l'objet de l'identification requise dans le cadre de

l'élaboration du PLUi. Or, ce complément d'identification vise à soutenir la valorisation du patrimoine locale, et notamment d'anciens bâtiments agricoles ayant perdu leur vocation.

Il n'est aucunement prévu d'ouvrir de nouveaux secteurs à l'urbanisation. L'enjeu pour l'intercommunalité est de permettre la valorisation du patrimoine local. Ainsi, cet objet n'aura aucun impact sur l'environnement.

2. Les Zones Natura 2000

Sur le territoire intercommunal, il existe 5 sites Natura 2000 :

1 site au titre de la Directive Oiseaux :

- Site Natura 2000 FR8310066 « Monts et Plomb du Cantal ».

4 sites au titre de la Directive Habitats :

- Site Natura 2000 FR8301055 « Massif cantalien » ;
- Site Natura 2000 FR8301061 « Coteaux de Raulhac et Cros de Ronesque » ;
- Site Natura 2000 FR 8302016 «Site de Compaing»;
- Site Natura 2000 FR8302041 « Vallées de la Cère et de la Jordanne ».

Le projet de modification simplifiée n°3 n'aura aucun impact direct ou indirect sur les sites Natura 2000, du fait de l'objet de la modification simplifiée n°3. Aucun nouveau secteur ne sera ouvert à l'urbanisation.

3. Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Le territoire intercommunal est inclus au sein de 18 ZNIEFF.

15 ZNIEFF de type 1 :

- ZNIEFF 830009005 Côteaux entre Raulhac Courbelimagne – Mur de Barrez environs ;
- ZNIEFF 830020204 Ravin du Doux ;
- ZNIEFF 830001053Puy Mary ;
- ZNIEFF 830020205 La Cère à Polminhac ; ZNIEFF 830001052 Plomb du Cantal - Prat de Bouc ;
- ZNIEFF 830020203Vallée du Goul sous Messilhac ;
- ZNIEFF 830005529Haute vallée Alagnon - Forêt Murat ;
- ZNIEFF 830020210 Falaises de Thiézac ;
- ZNIEFF 830009024 Rebord Ouest vallée de la Cère ;
- ZNIEFF 830020223 Vallon du Viaguin ;
- ZNIEFF 830020222Vallon de Ferval - Bois Grand ;
- ZNIEFF 830020433Courpou sauvage - Roc du Chauve ;

- ZNIEFF 830020211Elancèze - Col du Perthus ;
- ZNIEFF 830020208 Haute vallée du Goul ;
- ZNIEFF 730011330 Zones humides de la Brome.

3 ZNIEFF de type 2 :
- ZNIEFF 730011313 Vallée de la Truyère, du Goul et de la Bromme ;
- ZNIEFF 730030119 Vallées de la Bromme et du Siniq, des limites du Cantal à la confluence de Brommat ;
- ZNIEFF 830007461 Monts du Cantal.

Le projet de modification simplifiée n°3 n'aura aucun impact direct ou indirect sur les ZNIEFF du fait de l'objet de la modification simplifiée n°3. Aucun nouveau secteur ne sera ouvert à l'urbanisation.

4. La Trame Verte et Bleue

Dans le SCoT, les corridors sont constitués de corridors écologiques diffus. Ils regroupent les deux principaux continuums du territoire : les espaces agricoles et les espaces forestiers.

A l'échelle du SCoT, les espaces agricoles constituent la « colonne vertébrale » du territoire (ils couvrent près de 60% de la surface totale du territoire du SCoT). La particularité du territoire est que les prairies permanentes y sont majoritaires, surtout sur la partie est et nord-est, qui est la plus montagneuse. Cette spécificité est très bénéfique sur le plan de la biodiversité, puisque les prairies permanentes sont particulièrement attractives pour les espèces. L'activité d'élevage contribue fortement à la préservation de la biodiversité par le maintien de ces prairies. Les surfaces en herbe (en particulier les prairies naturelles) sont en effet les plus favorables au maintien des espèces, qu'elles soient animales ou végétales.
La trame boisée est quant à elle constitué de l'ensemble des forêts, publiques ou privées, présentes sur le territoire. Ces forêts ont la particularité de former des ensembles particulièrement homogènes, formant ainsi de véritables corridors écologiques, lorsqu'elles s'étendent sur les reliefs des vallées escarpées et glaciaires.

Parmi cette trame boisée, les forêts présumées anciennes (identifiées sur le territoire du PNR des Volcans d'Auvergne), compte tenu de leurs caractéristiques, jouent un rôle particulier.

A ces deux entités écologiques majeures, viennent s'ajouter trois composantes essentielles des continuités écologiques :
- La continuité aquatique (trame bleue) et ses ripisylves ;

- Le bocage (l'identification d'une densité forte de bocage équivaut à plus de 1km de linéaire de bocage par km²) ;
- Les zones humides (l'identification d'une forte densité de zones humides correspond à une densité de plus de 2000 pixels (de Zones Humides de 25m²) par km², soit plus de 5% de zones humides par km²).

Le bocage et les zones humides peuvent être la composante à la fois de la trame agro-pastorale, de la trame forestière, et de la trame bleue. Ils constituent souvent à la fois des habitats, mais aussi des liens essentiels, pour de nombreuses espèces, entre deux secteurs favorables. Bien que n'affichant pas toujours une continuité marquée, ces milieux peuvent présenter une répartition dont l'homogénéité, la régularité, ou la densité font qu'ils sont particulièrement propices en tant que supports à la continuité écologique.

Dans la TVB du PLUi, il a été proposé de retenir comme réservoir de biodiversité sur le territoire du PLUi les réservoirs de biodiversité du SCoT et d'y adjoindre (compte tenu de leur intérêt du point de vue de la biodiversité) les forêts présumées anciennes identifiées sur le territoire du PNR des Volcans d'Auvergne.
Différents enjeux ont été définis au sein du PLUi :

- Préservation des continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) ;
- Maintien des zones humides et des réseaux bocagers dans les secteurs de forte densité ;
- Lutte contre la fragmentation :
    - Maintien des corridors écologiques identifiés dans le SCoT (Thiézac, Saint-Jacques-de-Blat)
    - Préservation des coupures urbaines identifiées dans le SCoT : Vic-sur-Cère, Saint-Jacques-des-Blats

Il n'est aucunement prévu d'ouvrir de nouveaux secteurs à l'urbanisation. Ainsi, le projet de modification simplifiée n°3 n'aura aucun impact sur les continuités écologiques.

5. Les Plans Nationaux d'Actions

Le territoire intercommunal est concerné par plusieurs PNA :

- PNA Chiroptères ;
- PNA Gypaète barbu ;
- PNA Loutre d'Europe ;
- PNA Milan Royal ;
- PNA Pie Grièche.

Cependant, de par leur nature, les objets du projet de la modification n°3 n'auront aucun impact sur les Plans nationaux d'actions. En effet, aucun nouveau secteur ne sera ouvert à l'urbanisation.

6. Les Zones Humides

D'après les prescriptions surfaciques du PLUi en vigueur, le territoire intercommunal compte de nombreuses zones humides à protéger de tout aménagement.

Le projet de modification simplifiée n°3 n'aura aucun impact sur les zones humides du fait de leur éloignement et de sa nature.

7. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Un ENS est situé sur le territoire intercommunal : il s'agit de l'ENS du Pas de Cère.

De par sa nature et son éloignement, le projet de modification n°3 n'aura donc aucun impact sur cet ENS.

8. Les conservatoires d'Espaces Naturels (CEN)

A l'échelle de l'intercommunalité, le CEN Auvergne gère 1 site sur la commune de Thiézac (gîte de reproduction de chauve-souris).

Cependant, de par sa nature, le projet de modification simplifiée n°3 n'aura aucun impact sur le CEN.

9. Les zones agricoles

En 2020, la Surface Agricole Utile de l'intercommunalité s'élevait à 13 648 ha, soit 57% du territoire. L'activité agricole constitue donc une composante essentielle de l'intercommunalité.

Aucun nouveau secteur ne sera ouvert à l'urbanisation. Ainsi, le projet de modification simplifiée n°3 n'aura aucune incidence sur les zones agricoles.

Conclusion :

Au regard des éléments présentés précédemment, il est possible de conclure que le projet de modification simplifiée n°3 du PLUi ne générera pas d'impact significatif sur l'environnement. En effet, cette modification ne prévoit l'ouverture d'aucun nouveau secteur à l'urbanisation, ce qui limite strictement l'artificialisation des sols et préserve les équilibres territoriaux existants. Son

objectif principal est double : d'une part, permettre la protection de certains rez-de-chaussée à vocation commerciale, afin de préserver le commerce au sein de l'intercommunalité ; d'autre part, permettre l'identification de bâtiments agricoles susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination, dans un cadre maîtrisé. Ces ajustements, bien que ciblés, s'inscrivent dans une logique de gestion raisonnée du territoire, sans incidence majeure sur les milieux naturels ou les paysages.

Vic-sur-Cère, le 17 novembre 2025

Monsieur le Président de la Mission
régionale d'autorité environnementale
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Service Connaissance et Planification
Territoriale
5, place Jules Ferry
69006 LYON

Objet : Recours gracieux à l'encontre des avis conformes n°2025-ARA-AC-4006 et n°2025-ARA-AC-4007 rendus le 2 octobre 2025 – Évolutions du PLUi de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès (15)
Réf. : PLUi de la CCCGC – Modification n°1 et Modification simplifiée n°3
2025-267-SE

Monsieur le Président,

Par la présente, la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès (CCCGC) forme un recours gracieux à l'encontre des avis conformes rendus le 2 octobre 2025 par la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes, relatifs :

- à la Modification n°1 du PLUi, portant création de deux emplacements réservés sur la commune de Thiézac ;
- et à la Modification simplifiée n°3, visant à introduire une prescription de protection commerciale et à compléter l'identification des bâtiments éligibles au changement de destination.

La collectivité souhaite ainsi apporter des éléments complémentaires d'analyse et de précision, susceptibles de justifier la révision des conclusions émises quant à la nécessité d'une évaluation environnementale.

1. **Concernant la Modification n°1 du PLUi – Emplacements réservés n°32 et n°33 (commune de Thiézac)**

L'objet de cette modification est strictement limité à la création de deux emplacements réservés, visant à préserver la possibilité d'accès à l'Espace Naturel Sensible (ENS) du Pas de Cère. Aucun projet d'aménagement, de tracé nouveau ou de travaux d'aménagement n'est défini à ce stade.

Carladès Communauté
6 rue de l'Elancèze - 15800 VIC-SUR-CERE
Tél.: 04 71 47 89 00
www.carlades.com
facebook.com/CarladesCommunaute

Les emplacements réservés ont donc une portée purement foncière et préventive : ils visent à garantir la maîtrise d'accès au site dans la perspective d'une future intervention, sans générer d'incidences immédiates sur l'environnement.

La collectivité reconnaît toutefois la sensibilité du site du Pas de Cère (zone Natura 2000 et ENS) et le caractère contraint de son environnement géographique et réglementaire. C'est précisément pour cette raison qu'elle a souhaité prendre date dès à présent (avant le bilan du PLUi) et réserver la possibilité d'intervention future, afin d'éviter toute perte d'opportunité foncière.

Aussi, la Communauté de communes maintient la proposition de création des emplacements réservés n°32 et n°33, tout en réaffirmant leur portée non opérationnelle à ce jour et leur soumission future à étude d'incidences adaptée lorsque le projet sera effectivement engagé.

2. **Concernant la Modification simplifiée n°3 du PLUi – Changements de destination de bâtiments**

La MRAe a considéré que l'identification de 40 bâtiments supplémentaires au titre du changement de destination pourrait générer des incidences notables sur l'environnement, notamment vis-à-vis des zones Natura 2000 et des risques naturels.

La Communauté de communes a, depuis, revue et réduite cette liste à 34 bâtiments (contre 40 initialement proposés), soit un retrait de 6 bâtiments, selon les critères suivants :

- exclusion de certains bâtiments situés en site Natura 2000 ;
- retrait de certains bâtiments signalés par la Chambre d'agriculture comme présentant un enjeu agricole ;
- et suppression des bâtiments localisés dans des zones identifiées par la DDT comme pouvant augmenter la vulnérabilité de la population face aux risques naturels.

LIBELLE	Parcelles	Commentaires - Recours gracieux MRAe	Commune
Bâtiments susceptibles de changer de destination	ZC35	A retirer - N2000 + DDT risques	THIEZAC
	ZD18	A retirer - DDT risques	THIEZAC
	ZD6	A retirer - DDT risques	THIEZAC
	ZA66	A retirer - Chambre d'agriculture défavorable	THIEZAC
	ZA103	A retirer - Chambre d'agriculture défavorable	THIEZAC
	AL66	A retirer - Chambre d'agriculture défavorable	THIEZAC

Tableau 1 - Bâtiments exclus de la MS3

Cette révision permet de réduire les potentiels d'impact, tout en conservant la cohérence du projet initial, à savoir : permettre la réhabilitation ponctuelle de bâtis anciens voire très anciens sans ouverture de nouveaux espaces à l'urbanisation.

Par ailleurs, la collectivité souligne que la mobilisation effective de ces bâtiments reste très

hypothétique, du fait de la forte rétention foncière et des coûts de réhabilitation, ce qui limite de fait toute pression sur l'environnement ou la consommation d'espace.

3. Conclusion

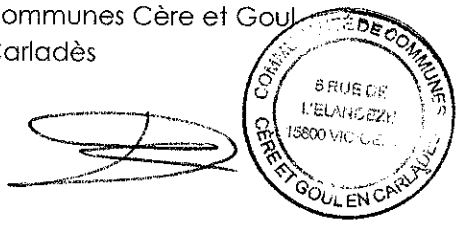
Au regard des précisions et ajustements apportés, la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès sollicite de la MRAe Auvergne-Rhône-Alpes le retrait des avis conformes n°2025-ARA-AC-4006 et n°2025-ARA-AC-4007 et leur réexamen à la lumière des éléments présentés afin de dispenser les deux procédures d'évaluation environnementale.

La collectivité reste pleinement engagée dans la prise en compte des enjeux environnementaux et se tient à disposition de vos services pour tout échange technique complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Dominique BRU

Président de la Communauté
de communes Cère et Goul
en Carladès



Mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes

Avis conforme de la mission régionale d'autorité environnementale sur la modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15) par suite d'un recours gracieux formé par la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15)

Avis n° 2025-ARA-AC-4146

Avis conforme délibéré le 21 janvier 2026

Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), qui en a délibéré collégialement par voie électronique entre le 12 et le 21 janvier 2026.

Ont participé à la délibération : Pierre Baena, François Duval, Marc Ezerzer, Jeanne Garric, Stéphanie Gaucherand, Anne Guillabert, Jean-Pierre Lestoille, Yves Majchrzak, François Munoz, Muriel Preux, Émilie Rasooly, Benoît Thomé et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe en date du 13 octobre 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 9 février 2023, 4 avril 2023, 19 juillet 2023, 22 février 2024, 6 juin 2024, 29 août 2024, 20 septembre 2024, 3 décembre 2024, 10 avril 2025, 7 juillet 2025, 7 octobre 2025 et 8 décembre 2025 ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) adopté le 13 octobre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'avis conforme dans le cadre d'une procédure d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2025-ARA-AC-4006, présentée le 4 août 2025 par la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15), relative à la modification simplifiée n°3 de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

Vu l'avis conforme n°2025-ARA-AC-4006 du 2 octobre 2025 de la MRAe Auvergne-Rhône-Alpes concluant que la modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15) requiert une évaluation environnementale ;

Vu le courrier de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladés reçu le 21 novembre 2025 enregistré sous le n° 2025-ARA-AC-4146, portant recours contre cet avis conforme ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 28 novembre 2025 ;

Vu la contribution la direction départementale des territoires du Cantal en date du 29 décembre 2025 ;

Rappelant que le projet de modification simplifiée n°3 a notamment pour objet :

- de créer une prescription[1] relative à la protection de « cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur six communes de l'intercommunalité (Pailherols, Plominhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère) ;
- de compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité[2] ;

Rappelant qu'à l'appui de son avis conforme du 2 octobre 2025 susvisé, l'Autorité environnementale avait considéré que :

- plusieurs bâtiments pouvant changer de destination sont situés en zone Natura 2000 « Site de Compaing »[3] ou à proximité de celle-ci où l'enjeu chauves-souris est très fort, et que les incidences de ces changements de destination, tant sur les espèces que sur les habitats, n'ont pas été analysées dans le dossier ;
- l'identification de 40 bâtiments supplémentaires au titre du changement de destination remet en cause les projections de consommation d'espace par rapport à l'accueil des habitants ainsi que les équilibres fondamentaux du document d'urbanisme, et que les projections initiales en matière de réduction de consommation foncière du PLUi pourraient être revues à la baisse ;
- plusieurs parcelles concernées par des changements de destination se situent dans des zonages du plan de prévention des risques (PPR) mouvement de terrain de la commune de Thiézac ou de la Vallée du Goul (risque faible à fort de « chute de bloc, glissement de terrain et/ou érosion de berge »), que ces évolutions sont susceptibles d'augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens alors que des règles spécifiques doivent être respectées au regard du PPR en vigueur[4],
- certains changements de destinations peuvent être soumis au risque avalanche et que le dossier ne permet pas d'apprécier la prise en compte des recommandations relatives aux aléas avalancheux ;
- certains changements de destination se situent dans des secteurs isolés et qu'ils nécessiteraient des aménagements d'accès et des travaux pour assurer la desserte en réseaux, sans que le dossier en évalue les incidences induites ;

---

1 La modification simplifiée n°3 prévoit donc l'introduction de la prescription *« Linéaire commercial protégé au titre de l'article L.151-16 du Code de l'urbanisme»,* visant à interdire le changement de destination des cellules commerciales identifiées dans le règlement graphique. Ce dernier est donc modifié en conséquence pour intégrer cette nouvelle prescription. Le règlement écrit est également modifié afin d'interdire les changements de destinations des cellules commerciales identifiées dans le règlement graphique. Ainsi, l'« Article 2 : Mixité fonctionnelle et sociale » de la « Section 1 : Destination des constructions, usage des sols et natures d'activités » des zones Ua, Ub, Ub1, Utb, 2AUt et Nt est modifié.

2 Ajout de 40 bâtiments supplémentaires (dont 36 sur la commune de Thiézac) sur les 158 prévus initialement dans le PLUi.

3 Voir le document d'objectifs de ce site https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/FR8302016_Compaing_DOCOB_2011_cle0cd29f.pdf

4 Certaines parcelles ne peuvent pas faire l'objet de changements de destination, les projets doivent respecter des règles strictes au regard des PPR mouvements de terrain et parfois doivent faire l'objet d'une étude géotechnique spécifique ou d'un avis d'expert géotechnicien.

Considérant qu'à l'appui de son recours, la personne publique responsable du PLU a produit un courrier exposant que la communauté de communes a réduit la liste des bâtiments voués à un changement de destination à 34 (contre 40 initialement), soit un retrait de six bâtiments, selon les critères suivants :

- exclusion de certains bâtiments situés en site Natura 2000 (ce critère ayant conduit à l'exclusion d'un unique bâtiment),
- retrait de certains bâtiments[5] signalés par la Chambre d'Agriculture comme présentant un enjeu agricole (ce critère ayant conduit à l'exclusion de 3 bâtiments),
- suppression de trois bâtiments localisés dans des zones[6] identifiées par la DDT comme pouvant augmenter la vulnérabilité de la population face aux risques naturels (dont un exclu également car en site Natura 2000) ;

La personne publique responsable affirme que cette révision du projet permet de réduire les potentiels impacts, tout en conservant la cohérence du projet initial à savoir permettre la réhabilitation ponctuelle de bâtis anciens voire très anciens sans ouverture de nouveaux espaces à l'urbanisation ;

Considérant qu'il résulte des éléments communiqués au soutien du recours que :

- la quasi-totalité des changements de destination restants sont situés en Znieff de type 1 ou 2 et 3 bâtiments sont concernés par des risques importants ;
- les incidences des changements de destinations sur les objectifs du site Natura 2000 et notamment sur la population des chauves-souris et leurs habitats n'ont pas été analysés, alors que l'enjeu chiroptère concerne l'ensemble du territoire ;
- les impacts des 34 changements de destination maintenus vis-à-vis de la consommation foncière initialement prévue au PLUi, de ses objectifs démographiques, et les impacts sur l'équilibre fondamental des orientations du PLUi n'ont pas été analysés ;
- les incidences prévisibles de certains changements de destinations situés dans des zones à risques pour les biens et les personnes ont été réduites par soustraction de certains changements de destination, sans que le dossier permette d'apprécier si les mesures prises sont suffisantes au regard des risques identifiés ;
- les incidences sur l'environnement de ces changements de destination en matière d'accès, d'aménagements et de travaux pour assurer la desserte en réseaux n'ont pas été analysées et le dossier ne présente pas de mesures d'évitement et de réduction ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date du présent avis, le projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée.

Rend l'avis qui suit :

---

5 En l'occurrence, les bâtiments situés sur les parcelles ZA 66, ZA 103 et AL66.

6 À savoir, les parcelles ZC 35, ZD 18 et ZD 6.

La modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux, dont l'objectif est notamment de :

- analyser les incidences des changements de destinations sur la zone Natura 2000 et notamment sur la population des chauves-souris et leurs habitats et proposer des mesures d'évitement et de réduction en conséquence ;

- analyser l'impact des changements de destination vis-à-vis de la consommation foncière initialement prévue au PLUi, de ses objectifs démographiques, et s'assurer de l'équilibre fondamental des orientations du PLUi ;

- approfondir l'analyse des incidences prévisibles des changements de destinations situés dans des zones à risques pour les biens et les personnes, en tenant compte des effets potentiels du changement climatique, et définir des mesures proportionnées aux risques identifiés, ou à défaut reconsidérer ces changements de destination ;

- justifier et analyser les incidences sur l'environnement de ces changements de destination en matière d'accès, d'aménagements et de travaux pour assurer la desserte en réseaux et le cas échéant présenter des mesures d'évitement et de réduction.

Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour la personne publique responsable de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

PREFECTURE DU CANTAL

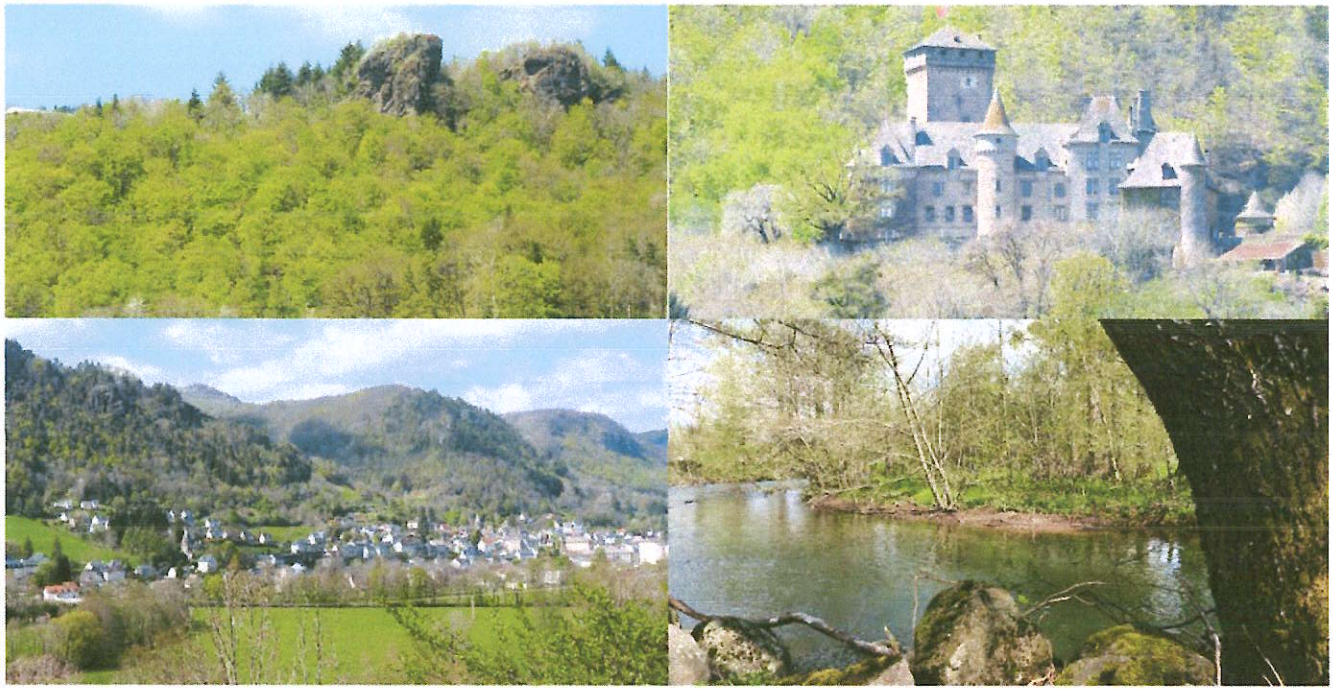
CARLADES COMMUNAUTE

OC'TÉHA

31 Avenue de la Gineste
12000 Rodez
Tel: 05 65 73 65 76

P.L.U.i

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL



Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Arrêté le :

9 juillet 2019

Approuvé le :

25 février 2020

Modifications - Révisions - Mises à jour

Modification simplifiée n°1 approuvée le 13 septembre 2021

Modification simplifiée n°2 approuvée le 22 février 2022

Modification de droit commun n°1 approuvée 24 septembre 2026

VISA

Date : 02/10/2026

Le Président,
Philippe Mourgues

Carlades Communauté (Cantal)

Pièces Administratives

1

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU CANTAL

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2024 - N°092- 2024
Abroge et remplace la délibération 051-2024 du 21 mars 2024

Date de convocation :
29 mars 2024

Date d'affichage :
29 mars 2024

Nombre de délégués :
En exercice : 26
Présents : 22
Absents : 2
Pouvoirs : 2
Votants : 24

Pour : 24
Contre : 0
Abstentions : 0

Le 9 avril 2024 à 20h00, les membres de la Communauté de communes se sont réunis sous la présidence de Dominique BRU à la salle visioconférence au siège de la Communauté de communes.

Etaient présents : Antoine GRICHOIS, Philippe JAQUET, Claude PRUNET, André BONHOMME, Josette VARET, Denis ARNAL, Marie-Noëlle MOULIER, Alain FALIERES, Evelyne DELANOUE, Jean Baptiste AMILHAUD, Linda BENARD, Philippe MOURGUES, André ROUCHY, Patrick LOLIVE, Dominique BRU, Annie DELRIEU, Katia FRANCOIS, Philippe LETANG, Didier IRLANDE, Michel LHUILLERY, Isabelle MELLIN, Isabelle DENEYRAT

Pouvoirs :
Philippe MATIERE à Antoine GRICHOIS
Philippe LE REVEREND à Dominique BRU

Absents : Jean Baptiste BRUNHES, Michel BESOMBES

Monsieur Philippe MOURGUES a été nommé secrétaire de séance

Code Nomenclature : 2.2
N° d'ordre : 31

OBJET : PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLUI ET DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153.36 à L.153.40, L153.45 à L.153.48, R.153.20 et R.153.21 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès ;

Depuis son approbation, le PLUi a été amené à évoluer à plusieurs reprises pour le mettre en compatibilité avec des projets d'intérêt général et pour mettre à jour les annexes.
Enfin, il apparaît nécessaire de lancer une procédure de modification simplifiée n°3 sur l'ensemble du territoire ainsi qu'une modification n°1 de droit commun.

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20240409-092-2024-DE
Date de télétransmission : 12/06/2024
Date de réception préfecture : 12/06/2024

I- Objectifs poursuivis par la modification simplifiée n°3

- Créer une prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur 6 communes de l'intercommunalités : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère.
- Modifier l'OAP « Secteur 1AU - La Grange Rouge», située sur la commune de Raulhac, afin d'accompagner le projet de Cantal Habitat.
- Compléter l'identification des changements de destinations sur l'ensemble de l'intercommunalité.

Monsieur le Vice-président, en charge de l'urbanisme rappelle que la prescription relative à la protection de « Cellules commerciales » et l'ensemble des parcelles soumises à changement de destination ont été validés en commission urbanisme.

Considérant que le projet de modification n'aura pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction, résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ni, enfin, d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'urbanisme,

Considérant qu'il peut en conséquence être soumis à la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-37 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification est engagée à l'initiative de la Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale.

Il est proposé au Conseil communautaire de définir les modalités de concertation suivantes, précisées ultérieurement par arrêté :

- La notification aux personnes publiques associées à effectuer ;
- La mise à disposition du projet de modification avec les avis des personnes publiques associées et un registre à destination de la population durant un mois ;
- Une insertion en annonce légale sera prévue 8 jours avant le commencement de la mise à disposition et affichage de l'avis 8 jours avant puis pendant toute la durée de la mise à disposition au siège de l'EPCI et dans toutes les communes membres concernées.

II- Objectifs poursuivis par la modification de droit commun n°1

La procédure de modification de droit commun n°1 du PLUi est prescrite en application des articles L.153-36 et suivants du code de l'urbanisme, afin de pouvoir modifier les documents graphiques et les annexes sans porter atteinte au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ni réduire une protection (zone Agricole, Naturelle, qualité des sites et des paysages) ou induire de graves risques de nuisances.

Monsieur le Vice-Président explique la nécessité d'instaurer des emplacements réservés le long de la rivière Cère au niveau du site du Pas de Cère – commune de Thiézac (plan mis en annexe). La procédure appliquée, dans ce cadre, est une modification de droit commun [N°1 du PLUi].

CONSIDÉRANT que ces évolutions du PLUi n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD) ; de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière, une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que ces évolutions du PLUi n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20240409-092-2024-DE
Date de télétransmission : 12/06/2024
Date de réception préfecture : 12/06/2024

Il est proposé au Conseil communautaire de définir les modalités de concertation suivantes, précisées ultérieurement par arrêté :

- La notification aux personnes publiques associées à effectuer ;
- La tenue d'une enquête publique ;
- Une insertion en annonce légale sera prévue 8 jours avant le commencement de la mise à disposition et affichage de l'avis 8 jours avant puis pendant toute la durée de la mise à disposition au siège de l'EPCI et dans toutes les communes membres concernées.

Le budget envisagé pour ces deux procédures s'élève 2 337,50 € HT x 2 soit 4 675 € HT pour le bureau d'études. Les coûts des annonces légales et de l'enquête publique sont également à prendre en compte.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

VALIDE les procédures de modification simplifiée et de modification ;

AUTORISE Madame la Présidente de solliciter les aides financières ;

AUTORISE Madame la Présidente à engager toutes les démarches utiles et à signer tous les documents rattachés à cette décision.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 10 avril 2024
La Présidente, Dominique BRU

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS
6 RUE DE L'ELANCÈZE
15800 VIC/CÈRE

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20240409-092-2024-DE
Date de télétransmission : 12/06/2024
Date de réception préfecture : 12/06/2024

REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DU CANTAL

CARLADES COMMUNAUTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 04 juin 2026 - N° DE_2026_118

Date de convocation :
29 mai 2026

Date d'affichage :
29 mai 2026

Nombre de délégués :
En exercice : 25
Présents : 19
Absents : 0
Pouvoirs : 0
Votants : 19

Pour : 19
Contre : 0
Abstentions : 0

Le 04 juin 2026 à 18h30, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis sous la présidence de Philippe MOURGUES à Vic-sur-Cère.

Etaient présents : Philippe MOURGUES (THIEZAC) Antoine GRICHOIS (BADAILHAC) Laurent USSE (POLMINHAC) Michel BESOMBES (SAINT-ETIENNE DE CARLAT) Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) Muriel BORY (CROS DE RONESQUE) Thierry ROUGÉ (JOU SOUS MONJOU) Evelyne DELANOUE (POLMINHAC) Alain BROUSSE (POLMINHAC) Raphaël MOREAU (POLMINHAC) Sandrine DELPUECH (RAULHAC) Florence DE MASSOL (THIEZAC) Véronique BARTHELEMY (THIEZAC) Laurent SAUVANET (VIC-SUR-CERE) Christine DELBOS (VIC-SUR-CERE) Didier IRLANDE (VIC-SUR-CERE) Amélie CHAVAROT JULHES (VIC-SUR-CERE) François COURTINE (VIC-SUR-CERE) Damien DANDALEIX (VIC-SUR-CERE)

Pouvoirs :

Absents :

Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) a été nommé(e) secrétaire de séance.

OBJET : Bilan de la concertation organisée dans le cadre de la Modification de droit commun n°1 du PLUi de Carladès Communauté

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L. 153-36 et suivants, L. 153-41 et suivants du Code de l'urbanisme.

Vu les articles L. 103-2 et 3 du Code de l'urbanisme.

Vu le Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_118-DE
A G E D I

Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2024 prescrivant la modification simplifiée n°3 et la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu les avis conformes de l'autorité environnementale n° 2025-ARA-AC-4007 et n° 2025-ARA-AC-4147 soumettant la procédure de modification de droit commun n°1 à évaluation environnementale

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 03 mars 2026 fixant les modalités de la concertation préalable à la modification de droit commun n°1 du PLUI.

Considérant que la concertation s'est déroulée dans les conditions déterminées par la délibération du 03 mars 2026, et qui a donné lieu au bilan annexé à la présente délibération du Conseil Communautaire

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE le bilan de la concertation tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

PRECISE que le bilan de la concertation annexé à la présente délibération est consultable au siège de la Communauté de Communes aux heures et jours habituels d'ouverture et sera publié sur le site internet de la Communauté de Communes, à l'adresse : https://www.carlades.com/urbanisme/plui/

AUTORISE Monsieur le Président à réaliser l'ensemble des démarches administratives nécessaires à ce dossier, et à signer l'ensemble des documents s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 04 juin 2026

Le Secrétaire de séance,

Annie DELRIEU TOURTOULOU
(VIC-SUR-CERE)

Le Président,

Philippe MOURGUES (THIEZAC)

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_118-DE
A G E D I

REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DU CANTAL

CARLADES COMMUNAUTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 24 septembre 2026 - N° DE_2026_190

Date de convocation :
18 septembre 2026

Date d'affichage :
18 septembre 2026

Nombre de délégués :
En exercice : 26
Présents : 20
Absents : 0
Pouvoirs : 6
Votants : 26

Pour : 26
Contre : 0
Abstentions : 0

Le 24 septembre 2026 à 18h30, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis sous la présidence de Philippe MOURGUES à Vic-sur-Cère.

Etaient présents : Philippe MOURGUES (THIEZAC) Antoine GRICHOIS (BADAILHAC) Laurent USSE (POLMINHAC) Michel BESOMBES (SAINT-ETIENNE DE CARLAT) Muriel BORY (CROS DE RONESQUE) Thierry ROUGÉ (JOU SOUS MONJOU) Claude PRUNET (PAILHEROLS) Evelyne DELANOUE (POLMINHAC) Alain BROUSSE (POLMINHAC) Martine BORDAS (POLMINHAC) Raphaël MOREAU (POLMINHAC) Sandrine DELPUECH (RAULHAC) Jean Baptiste AMILHAUD (SAINT CLEMENT) Florence DE MASSOL (THIEZAC) Véronique BARTHELEMY (THIEZAC) Laurent SAUVANET (VIC-SUR-CERE) Christine DELBOS (VIC-SUR-CERE) Didier IRLANDE (VIC-SUR-CERE) François COURTINE (VIC-SUR-CERE) Jérôme CHEZAUD (VIC-SUR-CERE)

Pouvoirs :
Annie DELRIEU TOURTOULOU (VIC-SUR-CERE) représentée par Didier IRLANDE (VIC-SUR-CERE) Martine BERGAUD (POLMINHAC) représentée par Evelyne DELANOUE (POLMINHAC) Isabelle DENEYRAT SOUBRIER (VIC-SUR-CERE) représentée par Christine DELBOS (VIC-SUR-CERE) Amélie CHAVAROT JULHES (VIC-SUR-CERE) représentée par Laurent SAUVANET (VIC-SUR-CERE) Damien DANDALEIX (VIC-SUR-CERE) représenté par Philippe MOURGUES (THIEZAC) Eric OLM (SAINT-JACQUES-DES-BLATS) représenté par Laurent USSE (POLMINHAC)

Absents :

Antoine GRICHOIS (BADAILHAC) a été nommé(e) secrétaire de séance.

OBJET : Approbation de la modification de droit commun n°1 du PLUi de Carladès Communauté

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants et L153.41 et suivants ;

Date de transmission de l'acte: 30/09/2026
Date de reception de l'AR: 30/09/2026
015-241501089-DE_2026_190-DE
A G E D I

Vu les articles L. 103-2 et 3 du Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire du 25 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 septembre 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 22 février 2022 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2024 prescrivant la modification simplifiée n°3 et la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu les avis conformes de l'autorité environnementale n° 2025-ARA-AC-4007 et n° 2025-ARA-AC-4147 soumettant la procédure de modification de droit commun n°1 à évaluation environnementale ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 03 mars 2026 fixant les modalités de la concertation préalable à la modification de droit commun n°1 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° DE_2026_118 en date du 04 juin 2026 approuvant le bilan de la concertation préalable organisée dans le cadre de la modification de droit commun n°1 du PLUi ;

Vu l'arrêté du Président n° AR_2026_078 en date du 6 juillet 2026 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification de droit commun n°1 du PLUi ;

Vu la décision du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand en date du 21 juin 2026 désignant Monsieur Gérard MARTY en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les Personnes Publiques Associées (PPA) consultées lors de la procédure ;

Vu l'évaluation environnementale réalisée pour le projet ;

Vu le dossier d'enquête publique ainsi que le registre d'enquête mis à la disposition du public du 28 juillet 2026 à 9h00 au 28 août 2026 à midi ;

Vu le rapport, les conclusions et l'avis favorable sans réserve émis par le commissaire enquêteur en date du 10 septembre 2026 ;

Vu l'avis de la commission planification écologique du 9 septembre 2026.

Monsieur le Président rappelle les motifs ayant conduit à engager la procédure de modification de droit commun n°1 du PLUi :

Le site touristique du Pas de Cère n'étant plus accessible par le cheminement historique

Date de transmission de l'acte: 30/09/2026
Date de reception de l'AR: 30/09/2026
015-241501089-DE_2026_190-DE
A G E D I

situé en rive gauche de la Cère sur une propriété privée, suite au non-renouvellement de la convention de passage par le propriétaire, il convient de redonner à la collectivité la possibilité d'assurer la maîtrise foncière nécessaire à la pérennisation et à la sécurisation des accès du public.

À cet effet, le projet de modification de droit commun n°1 porte sur la création de deux emplacements réservés :

• L'emplacement réservé n°32 situé sur la rive gauche de la Cère, couvrant une superficie de 2 782 m² ;

• L'emplacement réservé n°33 situé sur la rive droite de la Cère, offrant une alternative de tracé, couvrant une superficie de 709 m².

L'enquête publique s'est déroulée du 28 juillet 2026 au 28 août 2026. Le commissaire enquêteur a tenu trois permanences au siège de la Communauté de communes : le 28 juillet, le 11 août et le 28 août 2026.

Considérant qu'au cours de l'enquête publique, une seule observation a été consignée sur le registre d'enquête ;

Considérant que cette contribution porte sur des éléments généraux relatifs au PLUi et à son élaboration, sans rapport avec l'objet de la présente modification (création des emplacements réservés n°32 et 33), et qu'elle est donc sans incidence sur le projet ;

Considérant les avis exprimés par les Personnes Publiques Associées ;

Considérant que la réserve formulée par les services de l'État (DDT/ARS) concernant le complément de l'état initial de l'environnement porte sur la réalisation ultérieure des aménagements et ne fait pas obstacle à la création réglementaire des emplacements réservés, les analyses environnementales fines devant être conduites au stade du projet opérationnel d'aménagement ;

Considérant le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur émettant un avis favorable sans réserve au projet de modification de droit commun n°1 ;

Considérant que le projet respecte les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi, ne crée pas de nouvelle zone à urbaniser et n'engendre pas d'artificialisation des sols ;

Considérant que le dossier de modification de droit commun n°1 du PLUi de Carladès Communauté est prêt à être approuvé sans modification substantielle ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE

APPROUVE la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Carladès Communauté telle qu'elle est annexée à la présente délibération, portant sur la création des emplacements réservés n°32 et n°33 pour la desserte du site du Pas de Cère ;

PREND ACTE du déroulement de l'enquête publique et du fait que l'unique observation

Date de transmission de l'acte: 30/09/2026
Date de reception de l'AR: 30/09/2026
015-241501089-DE_2026_190-DE
A G E D I

consignée était hors sujet vis-à-vis de la présente procédure ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes et pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à l'aboutissement de la procédure,

DIT que la présente délibération fera l'objet de la publicité réglementaire au siège de la Communauté de communes durant un délai d'un mois et d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 24 septembre 2026

Le Secrétaire de séance,

Antoine GRICHOIS (BADAILHAC)

Le Président,

Carladès Communauté (Cantal)

Philippe MOURGUES (THIEZAC)

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.

Bilan de la concertation du public

Modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Carladès Communauté

Mai 2026

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_118-DE
A G E D I

Organisation de la concertation

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Carladès Communauté a été approuvé par délibération le 25 février 2020.

Par délibération en date du 09 avril 2024, le Conseil Communautaire a prescrit la modification de droit commun n° 1 du PLUi de Carladès Communauté.

Objet de la modification de droit commun n°1 du PLUi

La présente modification a pour objectif la réation de deux emplacements réservés dans le PLUi, l'un a pour objectif de permettre la préservation d'accès au Site ENS du Pas de Cère et l'autre la création d'un accès au Site ENS du Pas de Cère, en cheminement doux.

Durée de la concertation

La concertation s'est déroulée du 27 mars 2026 au 27 avril 2026, la durée de la concertation est d'au moins quatre semaine.

Modalités de la concertation

Les modalités de concertation avec le public, définies par délibération du Conseil Communautaire du 03 mars 2026 conformément aux conditions fixées par l'article L.121-16 du Code de l'environnement, sont les suivantes :

- Une durée de concertation d'au moins quatre semaine ;
- Mise à disposition du public d'un registre destinée aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, au siège de la Communauté de Communes, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Le bilan de cette concertation sera rendu public ;

A l'issu de cette concertation, Monsieur le Président en présentera le bilan au Conseil Communautaire qui en délibérera.

Déroulement de la concertation

La Communauté de Communes a mis en place les moyens définis dans la délibération.

Elle a notamment :

- Diffusé dans la presse locale (La Montagne, Jeudi 26 mars 2026),
- Mis en place un registre de concertation en communauté de communes,

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_118-DE
A G E D I

- Communiqué sur le site internet de la Communauté de communes : https://www.carlades.com/urbanisme/plui/.

Bilan de la concertation

Les modalités de concertation définies par la délibération du 3 mars 2026 ont bien été mises en œuvre. Il convient de rappeler que le dossier de modification de droit commun n°1du PLUi a été élaboré en parallèle de la procédure de modification simplifiée n°3 du PLUi, laquelle faisait également l'objet d'une concertation.

Ainsi, le bilan présenté ci-après porte sur l'ensemble de la concertation organisée dans le cadre de cette évolution plus large du PLUi.

À l'échelle globale, seule la procédure de modification simplifiée a suscité des observations spécifiques : trois doléances ont été enregistrées, dont une seule concernait réellement les dispositions de la modification simplifiée n°3.

Conclusion et bilan de la concertation préalable

Les moyens de communication mis en œuvre (informations du public, mise à disposition des registres) démontrent la volonté de la Communauté de Communes d'associer les habitants aux évolutions du PLUi, conformément aux dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 imposant une concertation adaptée.

Aucune observation n'a été relevée dans le cadre de la modfication de droit commun n°1.

En conséquence, le bilan de la concertation ne conduit pas à modifier le contenu de la modification de droit commun n°1 du PLUi.

Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_118-DE
A G E D I

Annexe 1 – Avis de publication dans un journal local (La Montagne, Jeudi 26 mars 2026)

THIÉZAC

L'association qui anime Niervèze a fait le point sur son année

« Niervèze hameau d'hier et d'aujourd'hui » a permis de faire le point sur toutes les réalisations conduites au village en 2025, par l'association aidée par la Communauté de communes et la commune de Thiézac.
Bilans moral et financier sont adoptés. Au chapitre des projets, des réflexions sont menées avec la commune, pour améliorer le stationnement dans le hameau, la circulation lors de la traversée de la place, l'éclairage et réaliser quelques menus travaux. L'association envisage la réalisation de tableaux extérieurs, pour témoigner de la vie d'antan.
Les fêtes autour du pain, des fontaines, des moulins et des vieux métiers seront reconduites.
Les bénévoles, actifs et participatifs donnent à Niervèze une vigueur sans pareille. Les membres du tiers sortant se représentent et sont tous réélus : Elisabeth Rispal, Laurent Lhéritier, Simone Foussat, Yves Poujol. •



Plusieurs fêtes et animations sont données dans l'année au hameau de « Niervèze », entre Thiézac et Saint-Jacques-des-Blats.

VIC-SUR-CÈRE

Annie Delrieu entame un deuxième mandat

C'est Didier Défossé, le vétéran des élus, qui ouvre la séance d'installation lors du premier conseil municipal du nouveau mandat.
Lors de la première délibération, Annie Delrieu-Tourtoulou est élue par 16 voix et 3 abstentions. Elle salue les électeurs et promet solennellement de gouverner au nom et dans l'intérêt de tous les Vicois, quelles que soient leurs sensibilités politiques.
En réponse, Damien Dandaleix, pour l'opposition, promet lui aussi d'agir avec les deux élus de son groupe, dans l'intérêt général, avec humilité et détermination. Pour suivre cinq adjoints sont élus : Laurent Sauvanet, Christine Delbos, Didier Irlande, Amélie Chavarot-Julhes, François Courtine.
Les indemnités inférieures au maximum autorisé, sont ensuite votées. Elles ne changent pas et restent identiques à celles accordées lors du précédent mandat, à savoir pour le maire, 2.091,22 € et pour les adjoints 675,66 €. Les commissions sont élues et les trois membres de l'opposition s'inscrivent et sont nommés dans chacune d'elles. •



C'est Didier Défossé, le vétéran du conseil municipal qui a remis l'écharpe à Annie Delrieu-Tourtoulou, élue maire.

À noter

FREIX-ANGLARDS. Soirée Saint-Patrick. La Saint-Patrick organisée par Freix' Arts et Patrimoine aura lieu samedi 28 mars à partir de 19 h 30, à la salle des fêtes. Repas et concert des Celtic monkeys. Repas et concert : 18 €. Réservation obligatoire au 06.78.74.87.34.

JOU-SOUS-MONJOU. Chasse aux œufs. L'association Des Amis de l'église organise une chasse aux œufs, avec énigmes et jeux d'adresse sur le chemin du Pont de fer le lundi 6 avril, entre 14 heures et 17 heures. La participation est de 5 € par enfant. Les inscriptions sont obligatoires avant samedi 28 mars, au 06.88.64.83.88. Crêpes et boissons sur place.

SAINT-ILLIDE. Club des aînés. Les Miraliers retraités organisent un concours de belote dimanche 12 avril, à partir de 14 heures, à la salle des fêtes Les terrasses.

THIÉZAC. Religion. Une messe sera célébrée samedi 28 mars, à 17 heures, en l'église.

VIC-SUR-CÈRE. Printemps de la poésie. Une animation est organisée à la médiathèque samedi 28 mars, de 10 h 30 à 12 heures. Lire ou écouter des poèmes sur le thème de la Liberté, à l'occasion de la

Des modifications en cours sur le PLUi

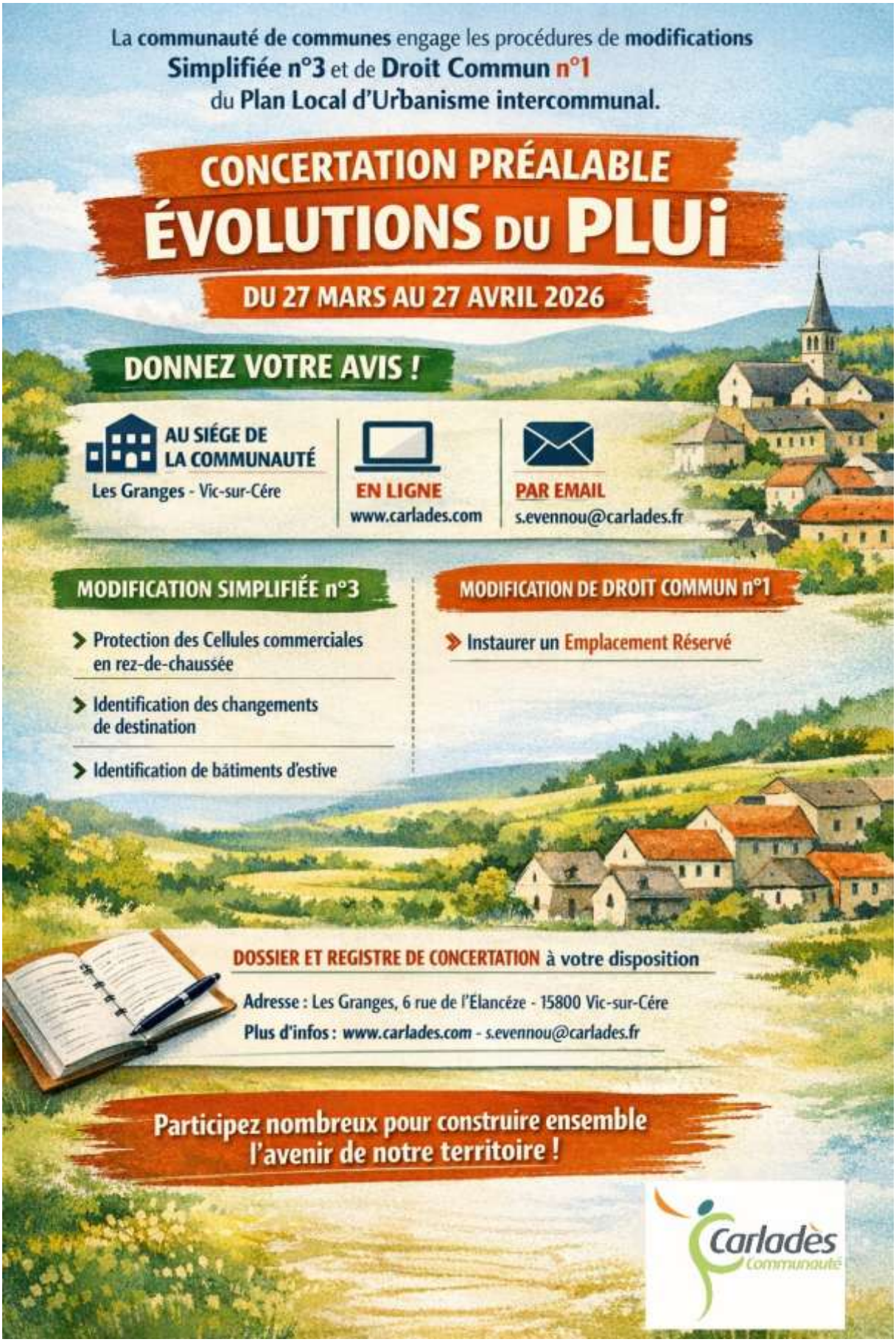
La communauté de communes engage les procédures de modifications du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Dans le cadre de la procédure, une phase de concertation préalable est ouverte à partir de ce vendredi et jusqu'au 27 avril, afin de recueillir les observations du public qui pourra consulter les documents de présentation des projets et formuler ses observations. Au siège de la communauté de communes, un dossier de concertation est mis à disposition aux jours et heures habituels d'ouverture. En ligne, les documents sont accessibles sur le site internet de la collectivité (www.carlades.com). Par courriel, il faut écrire à s.evennou@carlades.fr Un registre de concertation est également disponible au siège de l'intercommunalité pour recueillir les remarques du public. À l'issue de cette période, un bilan de la concertation sera réalisé et rendu public. La collectivité invite l'ensemble des habitants, associations et acteurs du territoire à participer à cette démarche, essentielle pour garantir un urbanisme partagé et adapté aux besoins du territoire.
Cette procédure porte sur les objets suivants : créer une prescription relative à la protection de cellules commerciales afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur six communes de l'intercommunalité : Pailherols, Polminhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère. Il s'agit aussi de compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité et de compléter l'identification de bâtiments d'estives. Une procédure de modification de droit commun n° 1 est également engagée pour l'objet suivant : instaurer un emplacement réservé. •



Les documents sont accessibles en ligne ou dans le bâtiment administratif de Carlades communauté.

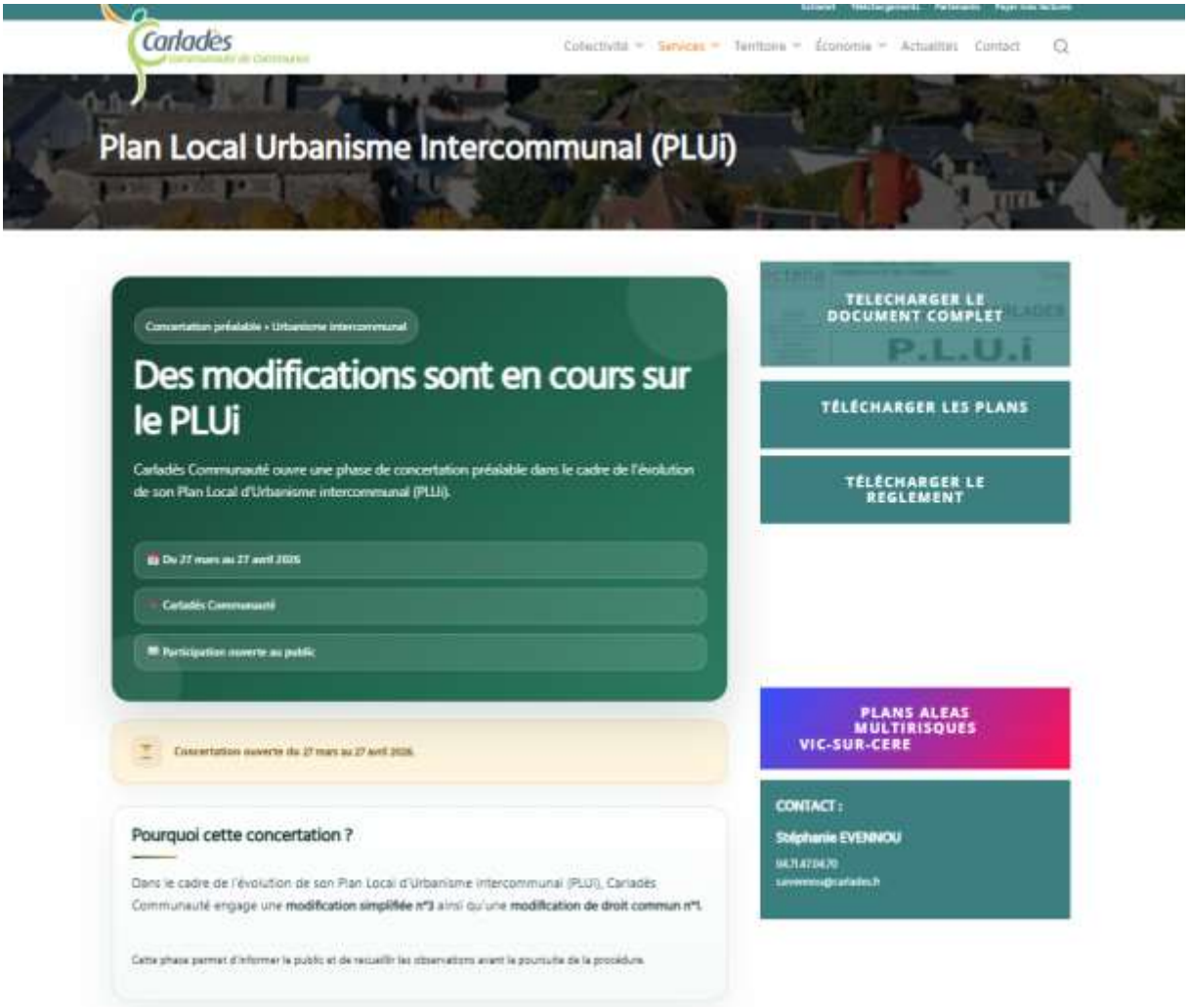
Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_118-DE
A G E D I

Annexe 2 – affiche



Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_118-DE
A G E D I

Annexe 3 – Site internet de la communauté de communes



Date de transmission de l'acte: 10/06/2026
Date de reception de l'AR: 12/06/2026
015-241501089-DE_2026_118-DE
A G E D I

Avis des Personnes Publiques Associées (PPA)

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

M. Dominique LANAUD
Délégué Territorial Adjoint

Dossier suivi par : Didier PRAT
Mail : d.prat@inao.gouv.fr

N/Réf. : 25 - DL/DP/NF – 500

V/Réf. : 2025 – 189 - SE

Madame La Présidente
Communauté de Communes
Cère et Goul en Carladès
6 rue de l'Elancèze
15800 VIC-SUR-CERE

Aurillac, le 2 septembre 2025

Objet : Modification simplifiée n°3 et modification de Droit Commun n°1
PLUi Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès.

Madame La Présidente,

Par courrier du 4 août 2025, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de Modification simplifiée n°3 et de modification de Droit Commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Cère et Goul en Carladès.

Les communes du périmètre du PLUi sont incluses pour tout ou partie dans :

- l'aire géographique de production du lait, de transformation et d'affinage des AOP fromagères "Bleu d'Auvergne", "Cantal" et "Salers";
- l'aire géographique d'affinage de l'AOP fromagère "Saint Nectaire" ;
- l'aire géographique des Indications Géographiques Protégées (I.G.P.) "Comté Tolosan", "Jambon d'Auvergne", "Jambon de Bayonne", "Porc du Limousin", "Saucisson sec d'Auvergne / Saucisse sèche d'Auvergne" et "Volailles d'Auvergne".

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP et IGP concernées.

Je vous prie d'agréer, Madame La Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Directrice et par délégation,
Par empêchement de La Déléguée Territoriale,
Le Délégué Territorial Adjoint,

Dominique LANAUD

Copie : DDT 15

INAO - Délégation Territoriale Auvergne Limousin - Site d'Aurillac
Village d'Entreprises - 14 Avenue du Garric - 15000 AURILLAC
Tél : 04 71 63 85 42

Mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes

Avis conforme de la mission régionale d'autorité environnementale sur la modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15)

Avis n° 2025-ARA-AC-4007

Avis conforme délibéré le 2 octobre 2025

Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), qui en a délibéré le 2 octobre 2025 sous la coordination de Muriel Preux, en application de sa décision du 17 décembre 2024 portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Igedd modifié par l'article 5 du décret n° 2023-504 du 22 juin 2023, Muriel Preux attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis conforme.

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n° 2023-504 du 22 juin 2023 ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 9 février 2023, 4 avril 2023, 19 juillet 2023, 22 février 2024, 6 juin 2024, 29 août 2024, 20 septembre 2024, 3 décembre 2024, 10 avril 2025 et 7 juillet 2025 ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) adopté le 13 octobre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'avis enregistrée sous le n°2025-ARA-AC-4007, présentée le 4 août 2025 par la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15), relative à la modification n°1 de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 28 août 2025 ;

Vu la contribution la direction départementale des territoires du Cantal en date du 29 septembre 2025 ;

Considérant que la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès est située dans le département du Cantal, qu'elle compte 4 997 habitants (INSEE 2022) sur une superficie de 23 750 ha, est couverte par un plan local d'urbanisme intercommunal approuvé le 25 février 2020 et qu'elle est comprise dans le périmètre du Scot du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie ;

Considérant que le projet de modification n°1 du PLUi a pour objectif de créer deux emplacements réservés (n°32[1] et n°33[2]) sur la commune de Thiézac, l'un pour permettre la préservation d'accès à l'espace naturel sensible (ENS) du Pas de Cère et l'autre pour permettre la création d'un autre accès à ce site du Pas de Cère (en cheminement doux) :

Considérant que le périmètre de la communauté de communes est concerné par la présence de cinq sites[3] Natura 2000, trois Znieff[4] de type 2 et 15 Znieff de type 1 ;

Considérant que le futur emplacement réservé n°32 se situe partiellement au sein de la zone Natura 2000 directive habitat FR 8302041 « Vallées de la Cère et de la Jordanne » et en partie au sein d'un espace boisé classé (EBC), mais que le chemin est déjà existant et que le dossier indique que, puisqu'aucun nouveau secteur n'est ouvert à l'urbanisation, qu'il n'y aura pas d'impact supplémentaire sur le site Natura 2000 et l'EBC ;

Considérant que l'accès à créer sur l'emplacement réservé n°33 ne respecte pas les préconisations[5] d'un rapport de diagnostic environnemental d'Altereco de 2010 réalisé pour le compte de la communauté de communes, pour la conservation de la Loutre dans le cadre de l'ENS et du site Natura 2000 et que la création d'un cheminement sur la rive droite va entraîner la fréquentation d'un espace jusqu'ici préservé et pouvant avoir des incidences sur les espèces faunistiques et floristiques locales et notamment la Loutre ;

Considérant que le dossier présenté, et en particulier la description des projets prévus sur l'emprise des emplacements réservés, ne permet pas de connaître les aménagements et travaux prévus de manière détaillée, leurs éventuelles incidences sur l'environnement ainsi que les mesures d'évitement, de réduction voire de compensation prévues dans le projet ;

Considérant que les ER n°32 et n°33 sont situés en zone ZB1 et ZB2 du PPR mouvements de terrain de la commune de Thiézac et que ce dernier impose une réglementation précise sur ces secteurs en matière de travaux, terrassements, aménagements ou constructions sans que le dossier présenté permette d'apprécier la bonne prise en compte de ce règlement dans cette modification n°1 du PLUi ;

Considérant que les futurs emplacements réservés n°32 et n°33 sont situés en quasi-totalité dans la zone d'aléa fort inondation (de la Cère de Saint-Jacques des Blats au Pont du Laurent) et que la modification du PLUi, en rendant possible la création et la modification de deux chemins va faciliter l'accès au site et donc majorer l'exposition aux risques naturels des personnes et des biens ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date du présent avis, le projet de

---

1 ER de 2782 m²

2 ER de 709 m²

3 Un site au titre de la directive oiseaux « Monts et Plomb du Cantal », et quatre sites au titre de la directive habitats « Massif cantalier », « Côteaux de Raulhac et Cros de Ronesque », Site de Compaing » et « Vallée de la Cère et de la Jordanne ».

4 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ; les ER 32 et 33 se situent au sein de la ZNIEFF de type 2 «Monts du Cantal» et à environ 600 m de la ZNIEFF de type 1 «Rebort Ouest de la Vallée de la Cère»

5 Le rapport en question précise : *« conserver intacte la ripisylve (à la fois ses arbres, leur continuité et les liaisons avec d'autres structures arborées perpendiculaires) le long de la Cère, depuis l'aval du Pas jusqu'à Vic-sur-Cère; et ne pas intervenir sur les berges sauf sous condition d'une réflexion intégrant le paramètre Loutre. Ne pas favoriser un cheminement du public qui le fasse pénétrer durablement sur les berges (privilégier si nécessaire pour des besoins de découverte le secteur de la levée du moulin de la Salle mais pas au-delà) et en tout état de cause, la rive droite ne sera pas utilisée pour la desserte du site. »*

modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Rend l'avis qui suit :

La modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux, dont l'objectif est notamment de :

- détailler la description des projets prévus sur l'emprise des emplacements réservés en particulier les aménagements et travaux prévus, afin de pouvoir apprécier leurs incidences sur l'environnement et la qualité des mesures prises afin d'éviter, réduire ou bien compenser ces incidences ;
- analyser l'articulation du projet de modification n°1 du PLUi avec le PPR mouvement de terrain de la commune de Thiézac et conditionner les aménagements à la réalisation d'une étude géotechnique ;
- approfondir l'état initial de l'environnement du site des emplacements réservés notamment au regard de son exposition forte aux aléas naturels de type inondation ;
- analyser de manière plus approfondie l'évaluation des incidences relatives à la création de l'emplacement réservé n°33 sur le site Natura 2000 et l'espace naturel sensible, notamment les incidences de la fréquentation de ce chemin sur la biodiversité locale et en particulier sur la Loutre ;
- présenter l'examen de solutions alternatives au regard des objectifs de protection de l'environnement et de la non-aggravation de l'exposition des personnes et des biens aux aléas naturels.

Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour la personne publique responsable de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L’avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour la mission régionale d’autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation, son membre

Muriel Preux

Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale sur les évolutions (modification de droit commun n°1 et modification simplifiée n°3) du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15)

Avis n°2026-ARA-AUPP-1829-N13451
et n°2026-ARA-AUPP-1830-N13454

Avis délibéré le 7 mai 2026

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), a décidé dans sa réunion collégiale du 21 avril 2026 que l'avis sur les modification de droit commun n°1 et modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès (15) serait délibéré collégialement par voie électronique entre le 29 avril 2026 et le 7 mai 2026.

Ont délibéré : Pierre Baena, Jeanne Garric, Stéphanie Gaucherand, Anne Guillabert, Jean-Pierre Lestoille, Yves Majchrzak, François Munoz, Muriel Preux, Émilie Rasooly, Benoît Thomé et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le document qui fait l'objet du présent avis.

***

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie le 10 février 2026, par les autorités compétentes, pour avis au titre de l'autorité environnementale.

Cette saisine étant conforme à l'article R. 104-23 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L. 104-6 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R. 104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans le délai de trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-24 du même code, l'agence régionale de santé a été consultée par courriel le 10 février 2026. La direction départementale des territoires du département du Cantal a également été consultée le 10 février 2026 et a produit une contribution le 14 avril 2026.

La Dreal a préparé et mis en forme toutes les informations nécessaires pour que la MRAe puisse rendre son avis. Sur la base de ces travaux préparatoires, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Pour chaque plan et document soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne responsable et du public.

Cet avis porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est n'est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Synthèse de l’Avis

La communauté de communes Cère et Goul en Carladès, située dans le département du Cantal, couvre une superficie de 237,5 km² et compte 4 997 habitants. Ce territoire rural, situé à une quinzaine de kilomètres au nord-est d’Aurillac, est inclus au sein du périmètre du SCoT du Bassin d’Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie. Le PLUi de l'intercommunalité a été approuvé en 2020. Ses modification de droit commun n°1 et modification simplifiée n°3 ont été prescrites le 9 avril 2024. Ces évolutions prévoient notamment la création d'une prescription pour protéger les cellules commerciales, l'ajout de 37 possibilités de changements de destination, l'identification de deux burons[1] et la création de deux emplacements réservés pour l'accès au site du Pas de Cère.

Ces évolutions ont fait l’objet de procédures de demandes d’examen au cas par cas. L’Autorité environnementale a rendu deux avis conformes concluant au besoin de réaliser des évaluations environnementales. Ces avis conformes ont fait l’objet de recours de la part de la communauté de communes dont l’analyse a confirmé la nécessité de mener une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux des projets et du territoire.

Pour l’Autorité environnementale, les principaux enjeux environnementaux conjugués du territoire et du projet de PLUi sont :

- la consommation foncière,
- la biodiversité dans un contexte d’effondrement de celle-ci ;
- et les risques naturels.

Les principales recommandations de l’Autorité environnementale portent sur la nécessité de compléter l'état initial de l'environnement, trop général, en précisant notamment les types d'habitats et la faune et la flore présents sur les secteurs directement impactés par les modifications. Bien que les évolutions n'ouvrent pas directement de nouveaux droits à construire sur des espaces naturels, l’Autorité environnementale souligne la nécessité de disposer de la consommation foncière passée et du nombre de logements vacants au regard des objectifs de la Loi Climat et résilience. L'articulation du PLUi avec les plans de norme supérieure, tels que le Sraddet, le Sdage Adour Garonne et la charte du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, doit également être approfondie.

Concernant la biodiversité et les risques naturels (inondation, mouvements de terrain, chute de blocs, avalanche), l'Autorité environnementale recommande de traduire les intentions de préservation en mesures réglementaires opposables (littérales ou graphiques) dans le PLUi. Elle préconise également de cartographier précisément les aléas pour évaluer l'exposition des futurs occupants (et des biens) et de privilégier les changements de destination là où les conflits avec l'activité agricole sont moindres.
Enfin, pour la bonne information du public, l’Autorité environnementale recommande d’illustrer le résumé non technique par des cartes et de compléter le dispositif de suivi en précisant la fréquence des relevés et les indicateurs liés à l'état initial.

L’ensemble des observations et recommandations de l’Autorité environnementale est présenté dans l'avis détaillé.

1 Bâtiment en pierre, couvert de lauzes ou d'ardoises, que l'on trouve en montagne, dans les pâturages en altitude, utilisé de façon saisonnière par les éleveurs dans les monts du Cantal, l'Aubrac, le Cézallier, la Margeride et les monts Dore pour fabriquer du fromage.

Sommaire

1. Contexte, présentation du territoire et du projet des évolutions du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et enjeux environnementaux.....5

1.1. Contexte et présentation du territoire.....5

1.2. Présentation du projet des évolutions du plan local d'urbanisme intercommunal et procédures relatives au projet de modification de droit commun n°1 et modification simplifiée n°3 du PLUi.....6

1.3. Principaux enjeux environnementaux du projet d'évolutions du PLUi et du territoire concerné.....8

2. Qualité des rapports de présentation.....8

2.1. Articulation du projet avec les plans et programmes d'ordre supérieur.....9

2.2. État initial de l'environnement, incidences de la modification n°1 du PLUi sur l'environnement et mesures ERC.....9

2.3. Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement.....14

2.4. Résumés non techniques et dispositif de suivi proposé.....15

Avis détaillé

1. Contexte, présentation du territoire et du projet des évolutions du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et enjeux environnementaux

1.1. Contexte et présentation du territoire

La communauté de communes Cère et Goul en Carladès, composée de onze communes et couvrant une surface de 237,5 km², est située dans le département du Cantal, à une quinzaine de kilomètres au nord-est d'Aurillac. C'est un territoire à dominante rurale, maillé de villages et de hameaux. Il compte 4 997 habitants (INSEE 2022) et enregistre une évolution démographique négative entre 1968 et 2016 (-19,5 %) et légèrement positive entre 2016 et 2022 (+0,2 % par an). Cette communauté de communes s'inscrit dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie[2] qui définit sur ce territoire l'armature urbaine suivante : un pôle relai, deux pôles péri-urbains (Polminhac et Saint-Étienne-de-Carlat) et huit communes rurales. Le territoire se trouve dans l'aire d'influence du pôle urbain d'Aurillac, auquel il est relié par la RN 122.

La commune de Vic-sur-Cère concentre la majorité des équipements intercommunaux. Le territoire s'organise le long des vallées de la Cère et du Goul. Enfin, le nord du territoire est concerné par la station de ski de Super-Lioran[3], principal domaine skiable du massif central qui constitue un atout touristique important pour le territoire.

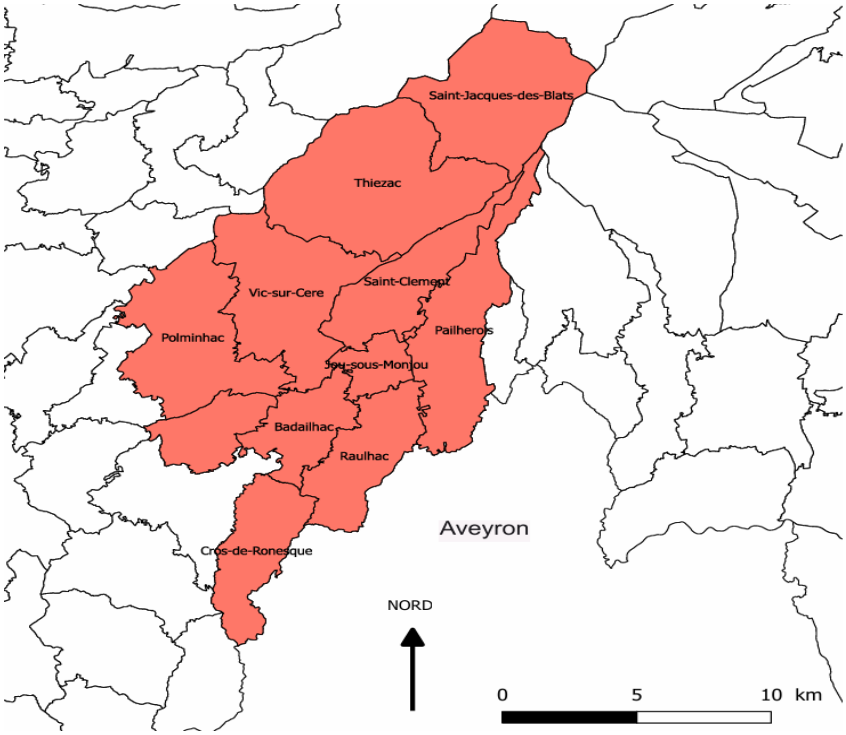


Figure 1: Communauté de communes Cère Goul et Carladès : source RP dossier PLUi 2019.

2 Approuvé le 6 avril 2018. La révision du SCoT valant PCAET a été prescrite le 12 février 2026.
3 Située en partie sur la commune de Saint-Jacques-des-Blats

1.2. Présentation du projet des évolutions du plan local d'urbanisme intercommunal et procédures relatives au projet de modification de droit commun n°1 et modification simplifiée n°3 du PLUi

Le PLUi de la communauté de communes de Cère et Goul en Carladès a été approuvé en 2020. Son élaboration a fait l'objet d'une évaluation environnementale dont l'avis de l'autorité environnementale a été délibéré le 23 décembre 2019.

La procédure de modification simplifiée n°3 a été prescrite le 9 avril 2024[4]. Cette procédure a pour objets de :

- créer une prescription[5] relative à la protection de « cellules commerciales » afin d'interdire le changement de destination de certains rez-de-chaussée commerciaux sur six communes de l'intercommunalité (Pailherols, Plominhac, Saint-Jacques-des-Blats, Saint-Clément, Thiézac et Vic-sur-Cère) ;
- compléter l'identification des changements de destination sur l'ensemble de l'intercommunalité[6] (avec l'ajout de 37 possibilités de changements de destination) ;
- identifier deux burons[7] au titre de l'article L122-11 du code de l'urbanisme.

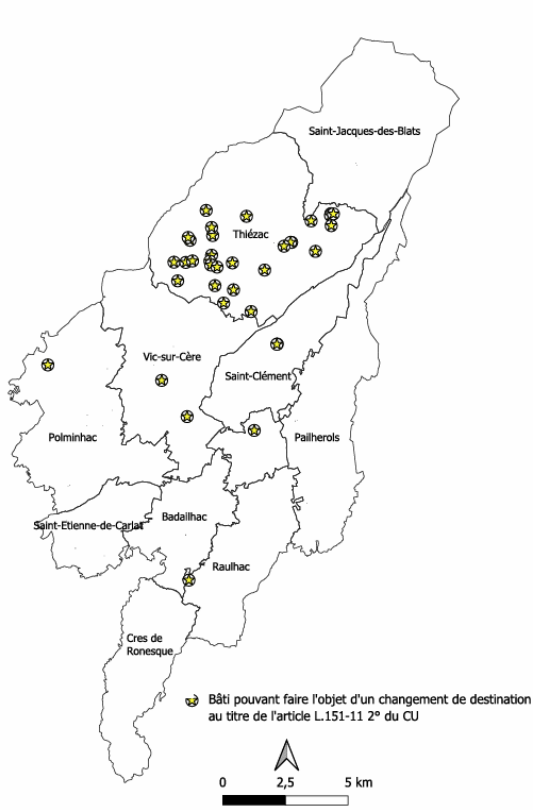


Figure 2: Localisation des changements de destination. Source dossier.

4 Cette délibération a été complétée par arrêté de la communauté de communes le 16 janvier 2026, afin d'affiner les bâtiments éligibles aux changements de destinations (dossier p 6 du rapport de présentation modification simplifiée n°3 du PLUi).

5 La modification simplifiée n°3 prévoit donc l'introduction de la prescription *« Linéaire commercial protégé au titre de l'article L.151-16 du Code de l'urbanisme »,* visant à interdire le changement de destination des cellules commerciales identifiées dans le règlement graphique. Ce dernier est donc modifié en conséquence pour intégrer cette nouvelle prescription. Le règlement écrit est également modifié afin d'interdire les changements de destination des cellules commerciales identifiées dans le règlement graphique. Ainsi, l'« Article 2 : Mixité fonctionnelle et sociale » de la « Section 1 : Destination des constructions, usage des sols et natures d'activités » des zones Ua, Ub, Ub1, Utb, 2AUt et Nt est modifié.

6 Ajout de près de 40 bâtiments supplémentaires (dont 36 sur la commune de Thiézac) sur les 158 prévus initialement dans le PLUi.

Communes	Nombre de bâtiments ou ensembles de bâtiments identifiés		
	Total avant MS3	Nombre d'ajouts liés à la MS3	Total après MS3
Badailhac	8	-	8
Cros-de-Ronesque	11	-	11
Jou-sous-Monjou	15	1	16
Pailherols	15	-	15
Polminhac	12	1	13
Raulhac	13	1	14
Saint-Clément	14	2	16
Saint-Etienne de Carlat	5	-	5
Saint-Jacques des Blats	17	-	17
Thiézac	34	30	64
Vic-sur-Cère	14	2	16
Total général	158	37	195

Tableau récapitulatif des bâtiments ou ensembles de bâtiments identifiés dans le PLUi Cère et Goul en Carladès (y compris ceux ajoutés dans le cadre de la modification simplifiée n°3)

Figure 3: Source dossier.

Dans le cadre d'une procédure de demande d'examen au cas par cas, l'avis conforme n°2025-ARA-AC-4006 du 2 octobre 2025 de la MRAe Auvergne-Rhône-Alpes a conclu que cette modification simplifiée n°3 du PLUi requérait une évaluation environnementale. La communauté de communes a porté recours contre cet avis conforme le 21 novembre, enregistré sous le n°2025-ARA-AC-4146. Au vu de l'ensemble des informations fournies, l'Autorité environnementale a confirmé dans son nouvel avis conforme du 21 janvier 2026 enregistré sous le n°2025-ARA-AC-4146 la nécessité de mener une évaluation environnementale, proportionnée.

La procédure de modification de droit commun n°1 du PLUi a été prescrite le 9 avril 2024. Cette procédure a pour objets de créer deux emplacements réservés (n°32[8] et n°33[9]) sur la commune de Thiézac, l'un pour permettre la préservation d'accès à l'espace naturel sensible (ENS) du Pas de Cère et l'autre afin de permettre la création d'un accès au site du Pas de Cère (en chemin doux).

Dans le cadre d'une procédure d'examen au cas par cas, l'avis conforme n°2025-ARA-AC-4007 du 2 octobre 2025 de la MRAe Auvergne-Rhône-Alpes a conclu que la modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Cère et Goul en Carladès (15) requérait une évaluation environnementale, proportionnée.

La communauté de communes a porté recours contre cet avis conforme le 21 novembre 2025, enregistré sous le n° 2025-ARA-AC-4147. Au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, l'Autorité environnementale a confirmé dans son nouvel avis conforme du 21 janvier 2026 la nécessité de mener une évaluation environnementale proportionnée.

7 Bâtiment en pierre, couvert de lauzes ou d'ardoises, que l'on trouve en montagne, dans les pâturages en altitude que les éleveurs de vallée possèdent et exploitent de façon saisonnière dans les monts du Cantal, l'Aubrac, le Cézallier, la Margeride et les monts Dore pour fabriquer du fromage.

8 ER de 2 782 m²

9 ER de 709 m².

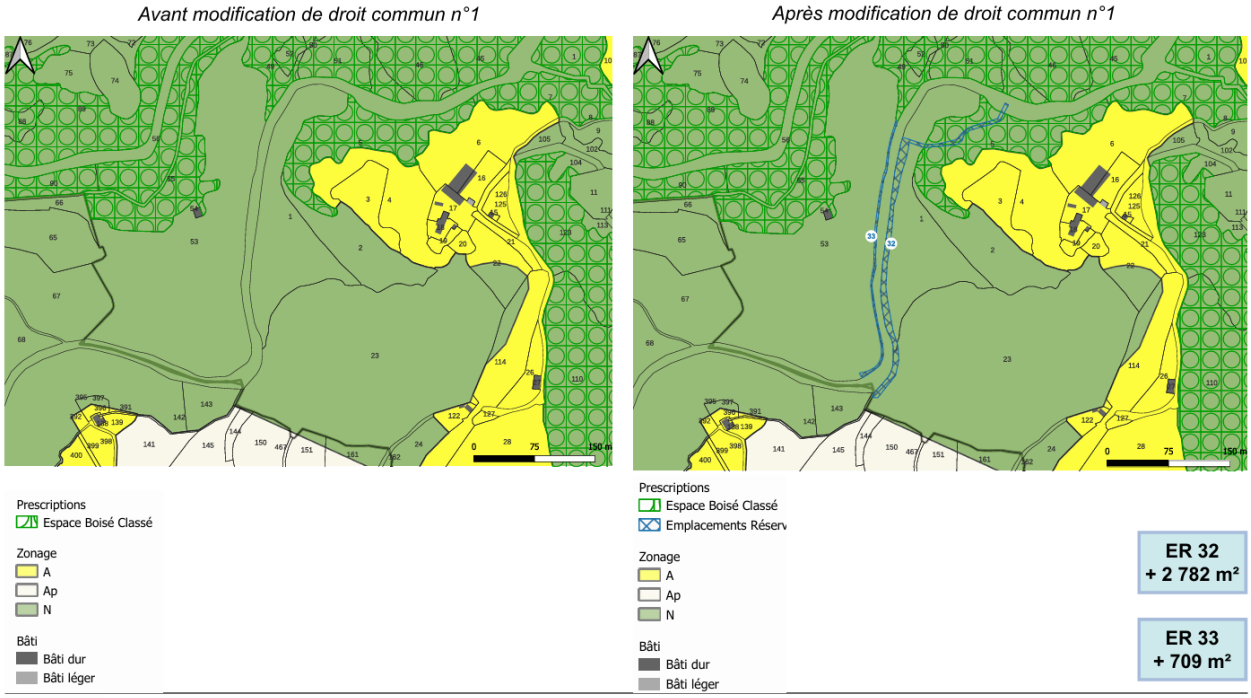


Figure 4: Source dossier.

L'Autorité environnementale a fait le choix de délibérer un avis unique sur ces deux évolutions du PLUi.

1.3. Principaux enjeux environnementaux du projet d'évolutions du PLUi et du territoire concerné

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux environnementaux conjugués du territoire et du projet sont :

- la consommation foncière,
- la biodiversité dans un contexte d'effondrement de celle-ci[10] ;
- les risques naturels.

2. Qualité des rapports de présentation

Les deux évolutions du PLUi font chacune l'objet d'un rapport de présentation distinct. Pour une meilleure information du public et afin de s'inscrire dans l'objectif de réduction de la consommation d'espaces, il est nécessaire que le dossier rappelle la consommation foncière observée sur les dernières années, ainsi que le nombre de logements vacants présents sur le territoire. Même si les évolutions envisagées n'entrent pas directement dans la consommation d'Enaf, ces informations permettraient de mieux apprécier les raisons des changements de destination prévus dans la proposition d'évolution du PLUi et l'articulation de ces évolutions avec les objectifs de la Loi Climat et résilience en matière de consommation foncière.

10 https://biodiversite.gouv.fr/les-5-pressions-responsables-de-leffondrement-de-la-biodiversite

La modification n°1 du PLUi consiste à créer deux emplacements réservés (ER). Le dossier n'apporte pas de précision sur les projets d'aménagement de ces ER. Le dossier reporte l'évaluation des éventuelles incidences sur les projets futurs. Il stipule que *« les éventuels projets devront intégrer les mesures nécessaires à la protection de l'environnement »*. Le règlement écrit du PLU est inchangé et ne garantit pas de l'absence d'incidences.

En outre, les deux rapports de présentation ne présentent pas d'état initial permettant d'apprécier les enjeux environnementaux, notamment en matière de biodiversité.

2.1. Articulation du projet avec les plans et programmes d'ordre supérieur

L'analyse de l'articulation des évolutions du PLUi avec les plans et programmes d'ordre supérieur avec lesquels il doit être compatible sera en partie à reprendre. Il s'agit d'identifier en quoi le PLUi non seulement n'empêche pas l'atteinte de leurs objectifs environnementaux mais surtout contribue à les atteindre. Concernant, la modification n°1 du PLUi, le dossier précise sans argumentation particulière que *« la présente modification de droit commun n°1 s'inscrit en compatibilité avec les dispositions du SCoT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie »*[11].

Pour ce qui de la modification simplifiée n°3, le dossier est mieux argumenté. Il précise qu'avec la préservation des cellules commerciales[12], le projet est compatible avec le SCoT qui a comme objectif *« la conservation d'une offre de proximité pour les communes rurales »*. Il s'inscrit également dans l'axe n°3 du SCoT qui vise à *« favoriser la qualité d'accueil »* et adapter l'offre de logements aux besoins de la population ».

Il est nécessaire que le dossier élargisse l'analyse de cette articulation à d'autres plans et programmes d'ordre supérieur, à l'instar du schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'équilibre des territoires (Sraddet[13]), de la charte du parc naturel régional des Volcans d'Auvergne, ainsi que du Sdage du bassin Adour Garonne.

L'Autorité environnementale recommande de reprendre l'articulation du projet avec les plans et programmes d'ordre supérieur, non seulement du SCoT, mais avec les autres plans et programmes suivants : Sraddet, Sdage Adour Garonne et la charte du PNR Volcans d'Auvergne.

2.2. État initial de l'environnement, incidences de la modification n°1 du PLUi sur l'environnement et mesures ERC

Biodiversité

S'agissant de l'état initial

Le dossier rappelle que la communauté de communes est couverte par 15 zones naturelles d'intérêt écologique faunistique (Znieff[14]) de type 1 et deux Znieff de type 2. Quatre sites Natura 2000

11 P 6 du RP de la modification n°1 du PLUi.

12 Un état des lieux des offres commerciales à l'échelle de la communauté de communes a été mené dans le cadre de l'étude de stratégie menée pour le programme « Petites villes de demain » dont fait partie Vic-sur-Cère, Thiézac et Plominhac.

13 Le Sraddet d'Auvergne Rhône-Alpes a été approuvé le 10 avril 2020 donc après le Scot qui n'est donc pas intégrateur.

14 Znieff : Lancé en 1982 à l'initiative du ministère chargé de l'environnement, l'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de

sont également présents sur le territoire. Ces différents périmètres sont cartographiés. Il en est de même des trames vertes et bleues.

Le dossier indique que la Loutre d'Europe (espèce d'intérêt communautaire strictement protégée) est également présente sur ce territoire car elle utilise la vallée de la Cère comme axe de déplacement, que cette espèce est « *très sensible aux perturbations anthropiques », et que « la préservation de zones de quiétude, en particulier sur les berges peu fréquentées, constitue un enjeu majeur pour le maintien de l'espèce »*.

L'état initial présenté reste très général et ne présente pas les types d'habitats concernés par les évolutions du PLUi, ou encore les différentes espèces de faune et de flore pouvant être rencontrées sur ces secteurs. Enfin, aucun inventaire ni même aucun diagnostic de terrain n'a été réalisé. Ces éléments empêchent d' apprécier la nature des enjeux.

L'Autorité environnementale recommande de présenter un état initial plus détaillé en matière de biodiversité, basé sur des inventaires ou diagnostics de terrain, permettant d'apprécier et qualifier les enjeux sur les secteurs concernés par les évolutions du PLUi.

En matière d'incidences de la modification n°1 du PLUi, le dossier indique que les futurs ER n°32 et ER n°33 *« présentent une sensibilité environnementale élevée »* en raison de la présence conjointe de *« milieux aquatiques, de formations boisées rivulaires et de continuités écologiques fonctionnelles »* et qu'ils sont également inclus dans le périmètre du site Natura 2000 « Vallées de la Cère et de la Jordanne [15]», dans celui de l'ENS du Pas de Cère et dans la Znieff de type 2 « Monts du Cantal ». Le dossier conclut en s'appuyant sur l'argument de *« l'absence de projet défini »* que *« l'évaluation des incidences Natura 2000 ne peut-être menée de manière exhaustive à ce stade »*. Pourtant, le dossier expose en matière d'incidences que *« les usages futurs que cette modification qu'elle [cette modification] pourrait permettre sont susceptibles de générer des incidences indirectes principalement liées à l'augmentation de la fréquentation humaine et au dérangement de la faune »* ce qui renforce la nécessité de disposer, dès ce stade, d'une évaluation complète des incidences. Le dossier mentionne de même que le territoire est concerné par plusieurs plans nationaux d'action (chiroptères, Gypaète barbu, Loutre d'Europe, Milan royal, Piegrièche), mais que, n'ouvrant aucun secteur à l'urbanisation, la modification « n*'est pas pas susceptible de porter atteinte aux objectifs des Plans Nationaux d'Actions* », renvoyant encore aux futurs projets la responsabilité d'intégrer des « *mesures d'évitement, de réduction ou de compensation nécessaires à la protection des espèces concernées* ».

En matière de zones humides, le dossier relatif à la modification n°1 conclut sans argumentation que *« la modification n'est pas susceptible d'engendrer d'incidence notable sur les zones humides »*, mais sans établir d'état initial sur cette thématique. De manière globale, le dossier conclut que l'impact de la modification n°1 sur l'état initial de l'environnement peut être considéré comme non significatif. Cependant, en raison d'un état initial insuffisant (inventaire faune/flore, type d'habitat, y compris les zones humides)[16], cette conclusion est prématurée.

---

fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue deux types de ZNIEFF : les Znieff de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique; les Znieff de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

15 Ce site est caractérisé par la présence d'un habitat associé au cours d'eau, aux berges boisées et aux zones humides annexes, ainsi que par des espèces patrimoniales dépendantes de la qualité et de la tranquillité des milieux aquatiques (cf RP de la modification n°1 p 18).

16 La présence d'un inventaire sommaire faune/flore avec les différents types d'habitats rencontrées permettrait de pouvoir mieux apprécier les enjeux au droit de ces futurs ER.

Pour ce qui est des mesures d'évitement et réduction proposées, concernant cette modification n°1 du PLUi, le dossier précise sans engagement spécifique ou cadrage réglementaire retranscrit au PLUi que *« les aménagements susceptibles d'être envisagés relèveraient exclusivement de chemins doux à destination des piétons, sans usage motorisé, sans création de constructions nouvelles et sans modification substantielle de la topographie ou des berges de la Cère ».*

Le dossier souligne que « *toute intervention future devra démontrer l'absence d'atteinte significative aux objectifs de conservation du site Natura 2000 »*. Au niveau de la préservation des éventuelles zone humides, le dossier propose une simple intention à savoir *« tout projet devra respecter la réglementation applicable et prendre en compte la présence éventuelle de zones humides ou de leurs fonctionnalités écologiques »*.

Dans le cadre de cette modification n°1 du PLUi, le dossier ne propose pas de **dispositions réglementaires** particulières traduites dans les règlements écrit et graphique du PLUi, permettant de garantir de la préservation de ce secteur en amont de tout projet éventuel. Ce sont les dispositions réglementaires se rapportant à la zone N qui restent applicables.

Sur le plan réglementaire, le dossier présente surtout, pour la **modification n°1,** des principes généraux, comme par exemple *« préserver l'intégrité de la ripisylve et des habitats rivulaires »* et *« privilégier les cheminements légers, réversibles et perméables »*. Le dossier se limite à donner des prescriptions, elles aussi générales, pour les projets qui seront implantés sur les ER n°32 et n°33, comme *« être compatibles avec les objectifs de conservation Natura 2000 »* ou *« faire l'objet d'études techniques et géotechniques préalables »,* ou encore *« être conçu de manière à éviter toute fragmentation des milieux et à préserver les fonctionnalités écologiques identifiées, conformément aux orientations de la Trame Verte et Bleue et aux réglementations applicables »*.

En matière d'incidences de la modification simplifiée n°3 du PLUi, il est indiqué que huit changements de destination sont situés au sein du site Natura 2000 « Site de Compaing » caractérisé par la présence de chiroptères[17]. Le dossier précise que la majorité des bâtiments concernés par ces changements potentiels de destination sont clos, ce qui limite fortement la probabilité d'habitat favorable à ces espèces. Les incidences sur ce site Natura 2000 sont qualifiées dans le dossier comme limitées et susceptibles d'être évitées ou réduites par la mise en œuvre de mesures adaptées, sans pour autant que *« ces mesures adaptées »* soient décrites ni déclinées dans le règlement du PLUi. De manière contradictoire, il est également indiqué que *« la modification simplifiée n°3 n'est pas de nature à porter atteinte aux continuités écologiques identifiées, mais que certains projets pourraient nécessiter une analyse spécifique afin de s'assurer de la préservation des fonctionnalités écologiques locales »*.

S'agissant des mesures d'évitement et réduction relatives à cette modification simplifiée n°3 du PLUi, le dossier met davantage en avant des recommandations se rapportant à la phase travaux que des mesures réglementaires strictes à décliner dans les règlements du PLUi. Par exemple, le dossier indique que *« les travaux devront respecter les dispositions réglementaires relatives à la protection des espèces protégées… et de définir le cas échéant des mesures d'évitement, ou de réduction adaptées »*. De même les cellules commerciales concernées figurent au règlement graphique du PLUi.

L'Autorité environnementale recommande d'inscrire dans le PLUi des mesures réglementaires (littérales ou graphiques) afin de conforter la préservation de la biodiversité, en particulier les espèces protégées, et d'encadrer les incidences des futurs projets, dès le stade de la planification.

17 Chauves-souris

Consommation foncière

S'agissant de l'état initial, le rapport de présentation relatif à la modification n°1 du PLUi présente la situation géographique des futurs ER n°32 et n°33. Ces emprises foncières concernent des petites surfaces foncières, à savoir respectivement 2 782 m² et 709 m². S'agissant de la modification simplifiée n°3 du PLUi, les parcelles concernées par les changements de destination potentiels sont cartographiées, mais leur surface est à compléter n'étant pas renseignée dans le rapport de présentation.

Au niveau des incidences foncières, le dossier indique que *« la modification n°1 du PLUi n'ouvre pas de nouveaux droits à construire et n'entraîne pas de changement de zonage agricole et elle n'autorise pas d'urbanisation nouvelle »*[18] et ni *« d'artificialisation supplémentaire ».* L'analyse des éventuelles incidences est reportée sur les projets qui seront mis en place[19]. Le dossier ne propose pas de mesures ou de dispositions réglementaires particulières sur le plan foncier concernant cette modification n°1 du PLUi pour encadrer les futurs projets, seul le règlement graphique est modifié afin de faire figurer les deux emplacements réservés.

L'Autorité environnementale recommande d'ores et déjà de mettre en place des mesures réglementaires afin d'encadrer les projets dont la réalisation est rendue possible par le PLUi.

S'agissant des éventuelles incidences en matière de foncier, se rapportant à la modification simplifiée n°3 du PLUi, le dossier présente un tableau puis une carte à l'échelle de la parcelle cadastrale de l'ensemble des 37 bâtiments susceptibles de changer de destination. Le dossier rappelle que les nouveaux changements de destination envisagés éviteront d'avoir recours à la consommation d'Enaf. Il en est de même pour les burons identifiés, dont le changement de statut ne prévoit pas l'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation. Ces divers changements de destination peuvent toutefois accroître l'artificialisation des sols, par la création ou l'agrandissement d'annexes et de voies d'accès. Un tableau dresse aussi la liste des commerces concernés par la prescription relative à la protection de cellules commerciales (interdiction de changement de destination de certains rez-de-chaussée). Ces linéaires commerciaux sont précisément identifiés à l'échelle de la section cadastrale. **En matière d'incidences,** le dossier souligne que cette modification simplifiée n°3 *« ne remet pas en cause la vocation agricole des espaces concernés »* et que *« les incidences sur l'activité agricole apparaissent limitées et localisées »*. Toutefois ce constat est à nuancer, car certains des bâtiments qui ont été identifiés peuvent engendrer des fortes contraintes pour l'activité agricole (conflit d'usage, principe de réciprocité, théorie de la préoccupation…). Plusieurs parcelles peuvent être visées par ces contraintes sur les communes de Polminhac[20] et de Thiézac[21]. Par ailleurs, le dossier n'aborde pas les éventuels problèmes liés à la mobilité et aux déplacements, bien que certaines parcelles soient éloignées des centres bourgs. **D'un point de vue réglementaire**, tous les changements de destination sont identifiés au règlement graphique du PLUi par une étoile noire comprise dans un cercle. Pour ce qui est de la protection des cellules commerciales sur six communes de l'intercommunalité, en référence à l'article L 151-16 du code de l'urbanisme, le règlement écrit du PLUi précise que pour ces 39 cellules commerciales les changements de destination ne sont pas autorisés.

18 P 27 du RP modification n°1 du PLUi.

19 P 27, le dossier stipule que « *les éventuels projets susceptibles d'être envisagés ultérieurement devront le cas échéant faire l'objet des procédures réglementaires adaptées et intégrer les mesures à la protection de l'environnement ».*

20 Parcelle A 292.

21 Parcelles : AD 18, AL66, BL 26, ZA 14, ZA 66 et ZA 103.

L'Autorité environnementale recommande :

- **d'identifier et de privilégier dans la liste des bâtiments susceptibles de changer de destination, ceux où les conflits d'usage seront moindres (habitat/activité agricole) ;**
- **de proposer des mesures pour prévenir et maîtriser ces conflits d'usage.**

Risques naturels

S'agissant de l'état initial, le dossier présente un tableau[22] qui récapitule pour chaque commune les risques majeurs (naturels ou technologiques) recensés. Le territoire n'est pas couvert par un plan de prévention du risque d'inondation. Cependant, le dossier signale qu'un aléa inondation est identifié sur plusieurs communes[23]. Afin de pouvoir apprécier ce risque d'inondation et ses éventuelles incidences, il est nécessaire qu'une carte de ces aléas soit ajoutée au dossier. Trois plans de prévention des risques mouvements de terrain sont en vigueur sur les communes de Vic-sur-Cère, Thiézac, Badailhac et Raulhac. En outre, le risque avalanche concerne la commune de Saint-Jacques-des-Blats (classée en aléa faible).

En matière d'incidences, le dossier indique que certaines cellules commerciales à préserver sont concernées par cet aléa inondation, mais qu'aucun bâtiment susceptible de faire l'objet d'un changement de destination ne se situe en zone inondable et que *« la modification simplifiée n°3 du PLUi n'est pas susceptible d'aggraver l'exposition des biens et des personnes au risque inondation »*. Toutefois, en raison d'un état initial très insuffisant, cette conclusion ne peut être vérifiée. Le rapport de présentation de la modification n°1 du PLUi précise que *« les emplacements réservés n°32 et n°33 sont partiellement exposés au risque inondation », mais comme il n'y a pas artificialisation supplémentaire cela n'entraîne pas d'augmentation de la vulnérabilité des biens et des personnes ».* En l'absence de représentation cartographique de cet aléa et d'un manque de lisibilité sur les futurs projets au droit de ces emplacements réservés, il est difficile de conclure de manière catégorique que cet aléa n'aura pas d'incidences sur les biens ou les personnes, d'autant que l'amélioration des accès au site du Pas de Cère prévue sur les ER 32 et 33 est susceptible d'augmenter la fréquentation de ces lieux et donc l'exposition des personnes. Pour ce qui concerne les risques de mouvements de terrain, certains bâtiments susceptibles de changer de destination sont localisés en zone d'aléa mouvement de terrain[24] ou chute de blocs[25]. Mais le dossier conclut *« qu'il n'y a pas d'aggravation notable de l'exposition aux risques mouvements de terrain »*, car il n'y a pas de création de nouvelles zones urbanisables. Or, ces changements de destination peuvent potentiellement conduire à accueillir de nouvelles populations qui seront exposées à ce risque. Par ailleurs, les travaux nécessaires à l'habitation (terrassements, fosse septique, imperméabilisation des sols..) peuvent déstabiliser le terrain et contribuer à des mouvements de terrain. S'agissant du risque d'avalanche, il est indiqué que les bâtiments concernés par la modification simplifiée n°3 « *ne se situent pas dans des secteurs exposés de manière significative »*. Cette conclusion sera à argumenter par une carte permettant d'évaluer l'articulation entre les secteurs exposés au risque d'avalanche avec ceux du PLUi qui évoluent et qui sont susceptibles d'accueillir des individus de manière permanente ou ponctuelle.

Le PADD du PLUi vise dans son objectif n°7 à « Prévenir les risques ». Le dossier ne présente pas de **mesures réglementaires** particulières strictes sur ce point car le dossier a conclu que le projet

22 P 96 du RP de la modification simplifiée n°3 du PLUi.
23 A savoir : Polminhac, Saint-Jacques des Blats, Thiézac et Vic-sur-Cère.
24 Sur la commune de Thiézac (le bâtiment situé parcelle AB 131, le bâtiment situé parcelle BL 56 et BL26).
25 Sur la commune de Thiézac (le bâtiment situé sur la parcelle ZA 14 (aléa faible chute de blocs)).

de modification simplifiée n°3 n'a pas d'incidences significatives en matière de risques. Il présente des principes retenus comme cadre de référence pour tout projet, comme *« éviter toute artificialisation des berges et du lit majeur »* ou encore *« exclure tout usage motorisé »* et *« respecter les prescriptions des plans de prévention des risques applicables »* . Ces principes vont dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'environnement et des risques, mais restent au stade des intentions dès lors qu'il n'y a pas de mesure opposable inscrite aux règlements du PLUi afin de garantir de l'application de ces deux premiers principes.

L'Autorité environnementale recommande d'approfondir et de réévaluer les incidences des projets de modification du PLUi en matière de risques naturels en tenant compte des évolutions possibles des enjeux, et d'ores et déjà, de traduire dans les règlements du PLUi l'ensemble des principes énoncés au dossier concernant les présentes évolutions du PLUi en mesures opposables.

2.3. Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

La justification des choix ne fait pas l'objet d'une partie dédiée. Les éléments sont disséminés dans les rapports de présentation des deux projets. La présence d'une partie spécifique est nécessaire afin d'éclairer le lecteur et le public sur l'arrêt de ces choix.

Le rapport de présentation de la modification n°1 argumente sur le fait que l'ajout de ces emplacements réservés est en cohérence avec l'objectif n° du PADD du PLUi « *Protéger les paysages agricoles et naturels »* et avec le Scot qui prescrit dans son objectif n°3 de *« Préserver et valoriser le cadre de vie »*. Il précise également qu'il vise à réguler les conflits d'usage en conciliant la fréquentation touristique avec les activités de pleine nature avec la fragilité des sites.

Le dossier indique qu'à ce stade « *aucun projet opérationnel précis n'est arrêté et aucun programme d'aménagement n'est défini »* et que le but premier de ces emplacements est de « *préserver une maîtrise foncière permettant à terme d'améliorer les conditions d'accès et de découverte de l'ENS du Pas de Cère »*. Cependant la justification de ces ER sera à approfondir, car le dossier indique clairement que *« ces ER ne préjugent ni de la nature exacte de ces aménagements futurs ni leur calendrier de réalisation »*.

Le rapport de présentation de la modification simplifiée n°3 met en exergue que l'identification des bâtiments présentant un potentiel de changement de destination n'a pas été exhaustive lors de la réalisation du PLUi et que les élus, forts de leur expérience de terrain, ont procédé à l'analyse des bâtiments à prendre en considération en croisant différents critères[26]. Ces derniers ne semblent pas prendre en compte les dimensions paysagères, l'éloignement du bourg et les incidences environnementales dans leur globalité. Enfin, le dossier insiste justement sur le fait que ces changements de destination permettent de protéger et de mettre en valeur le patrimoine architectural local.

Afin de justifier de la mise en place des prescriptions relatives à la protection de cellules commerciales, le dossier s'appuie sur le PADD du PLUi qui vise à soutenir l'économie communautaire et de territoire et l'article L 151-16 du code de l'urbanisme. Le dossier souligne également l'articulation de cette démarche avec le SCoT. En effet, le SCoT à travers ses prescriptions vise à *« développer l'attractivité économique »,* à *« ajuster le développement commercial aux besoins du territoire » et à « veiller au maintien d'une offre de proximité dans les villages ».* Le dossier précise également que l'identification des burons contribue à l'axe 2 du SCoT qui vise à *« développer l'attractivité économique »* et *« le potentiel touristique du territoire ».* Le dossier précise également

26 Cf p 10 du RP de la modification simplifiée n°3 du PLUi.

que cette démarche s'inscrit dans un objectif de préservation et de valorisation du patrimoine montagnard.

2.4. Résumés non techniques et dispositif de suivi proposé

Les résumés non techniques (RNT) ne font pas l'objet d'un document dédié. Ils sont présentés à la fin des rapports de présentation. Ces RNT sont extrêmement peu détaillés et doivent être davantage développés pour la bonne information du public. En outre, ils gagneraient à être complétés par des cartes, afin que le public puisse mieux comprendre les évolutions envisagées du PLUi.

Les indicateurs de suivi présentés s'inscrivent dans la continuité de ceux définis dans le cadre du PLUi approuvé, en s'appuyant notamment sur les grandes orientations du PADD du PLUi.

Les tableaux présentés seront à compléter par la fréquence des suivis et le rappel de l'état initial.

Le dispositif de suivi doit être fiable et sourcé, comprendre une valeur de référence (seuil réglementaire, norme, moyenne), un état zéro ainsi qu'une valeur cible afin de permettre l'observation des effets du plan sur l'environnement pour pouvoir rectifier les écarts aux objectifs fixés en cas de besoin. Il est à étendre à l'ensemble des mesures de réduction et de compensation, pour toute la durée des atteintes à l'environnement.

L'Autorité environnementale recommande de détailler et d'illustrer davantage le résumé non technique et de compléter les indicateurs de suivi par les valeurs des indicateurs à l'état initial, la fréquence de suivi et les valeurs cibles.

Carladès Communauté

Vic-sur-Cère, le 11 mai 2026,

A l'attention de la

Mission Régionale d'Autorité Environnementale

Objet : réponse à l'avis délibéré de la MRAE sur les évolutions (M1 et MS3) du PLUi de la Communauté de communes.

Concernant la modification de droit commun n°1, la collectivité prend acte des observations de la MRAe relatives à l'état initial de l'environnement et au niveau de précision des analyses environnementales. Toutefois, il est rappelé que les emplacements réservés n°32 et n°33 ont uniquement pour objet de préserver d'éventuelles possibilités d'acquisition foncière et d'aménagement futur des accès au site du Pas de Cère. À ce stade, aucun projet opérationnel précis n'est arrêté, ni dans son tracé définitif, ni dans ses modalités techniques.

Dans ce contexte, la collectivité n'entend pas engager, au stade de la procédure de modification du PLUi, des expertises environnementales approfondies sur des aménagements hypothétiques dont la réalisation demeure incertaine. Les éventuels projets ultérieurs feront, le cas échéant, l'objet des études réglementaires nécessaires au moment de leur définition opérationnelle, notamment dans le cadre de la séquence ERC et des procédures applicables au site Natura 2000. Les incidences précises ne pourront être appréciées utilement qu'à partir d'un projet effectivement défini.

De manière similaire, concernant la modification simplifiée n°3, les changements de destination identifiés ne valent pas autorisation de travaux ni validation automatique de projets. Les bâtiments concernés demeurent situés en zones A ou N du PLUi et les éventuelles autorisations d'urbanisme seront instruites conformément aux procédures réglementaires en vigueur, notamment avec consultation de la CDPENAF ou de la CDNPS lorsque nécessaire.

Les éventuelles études complémentaires relatives à la biodiversité, aux risques naturels ou aux incidences environnementales seront donc réalisées au stade des projets et des demandes d'autorisation, lorsque les caractéristiques techniques des opérations seront connues. La collectivité considère qu'il n'est ni proportionné ni pertinent d'engager dès à présent des investigations lourdes et coûteuses sur des projets potentiels dont certains pourraient ne jamais être réalisés.

Concernant la consommation foncière, le bilan du PLUi permet de replacer les évolutions envisagées dans leur contexte territorial. Entre 2021 et 2025, la consommation réelle observée s'élève à 5,20 hectares, soit un niveau inférieur au plafond théorique de 6,89 hectares autorisé à mi-parcours dans le cadre de la trajectoire ZAN.

Par ailleurs, les évolutions objet des présentes procédures n'ouvrent pas de nouveaux secteurs à urbaniser. Les emplacements réservés représentent des surfaces limitées de 2 782 m² et 709 m², tandis que les changements de destination portent essentiellement sur du bâti existant.

Le bilan met également en évidence un ralentissement récent de la trajectoire de consommation foncière depuis l'approbation du PLUi en 2020, traduisant un effet régulateur du document d'urbanisme.

Ainsi, la collectivité considère que les évolutions envisagées demeurent compatibles avec les objectifs de sobriété foncière, tout en permettant d'accompagner de manière mesurée les besoins du territoire, notamment en matière de valorisation du bâti existant, d'attractivité résidentielle et de préservation des accès aux espaces naturels et touristiques.

Le Président de Carladès Communauté,

Philippe MOURGUES

Carladès Communauté (Cantal)

Carladès Communauté
6 rue de l'Elancèze - 15800 VIC-SUR-CERE
Tél.: 04 71 47 89 00
www.carlades.com
facebook.com/CarladesCommunaute

CHAMBRE D'AGRICULTURE
CANTAL

Monsieur le Président
Communauté de communes Cère et Goul en Carladès
Place du Carladès
15800 VIC SUR CERE

Le Président

Aurillac, le 17 juin 2026

Objet
Avis sur le projet de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de CERE ET GOUL EN CARLADES

Référence
PE/YR

Dossier suivi par
ROLLAND Yann / service juridique, foncier et environnement
Tél. : 04.71.45.55.20

Monsieur le Président,

En application de l'article L 153-4 du code de l'urbanisme, vous nous avez transmis pour avis, le projet de modification simplifiée N°3 de votre Plan Local d'Urbanisme Intercommunal concernant notamment l'identification de 37 bâtiments pour des changements de destination.

Après examen du dossier, nous considérons que certains bâtiments identifiés peuvent engendrer de fortes contraintes pour l'activité agricole.

Sur la commune de Polminhac : le bâtiment sur la parcelle A 292 se situe à proximité d'un bâtiment agricole en activité.

Sur la commune de Thiézac : certains bâtiments sont très isolés au milieu de parcelles agricole ou avec des problèmes d'accès : AD 18, BL 26 et ZA 14.

Sur la commune de Vic sur Cère : AL 4 très isolé, à plus de 2 kms d'une voie goudronnée, au milieu de parcelles agricoles.

*La chambre d'Agriculture émet un **avis favorable** sur votre projet de modification simplifiée N°3 du PLUi **sous réserve de la prise en compte de nos remarques**.*

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments distingués.

Patrick ESCURE

Siège social
26, rue du 139ème R.I. – BP 239
15002 Aurillac Cedex
Tél. : 04 71 45 55 00
Fax : 04 71 48 97 75
Email :
ca.cantal@cantal.chambagri.fr

PRÉFET
DU CANTAL
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Le préfet

Aurillac, le 18 JUIL. 2026

Monsieur le président,

Par délibération du conseil communautaire du 09 avril 2024, la communauté de communes Carladès communauté a prescrit une procédure de modification n°1 du PLUi.

Conformément à l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, vous m'avez notifié ce projet de modification n°1.

Le projet de modification n°1 a pour objet d'instaurer des emplacements réservés le long de la rivière Cère au niveau du site du Pas de Cère – commune de Thiézac.

Sous réserve de compléter l'état initial de l'environnement un **avis favorable** est émis et joint à ce courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Bien à vous,

Philippe LOOS

Monsieur Philippe MOURGUES
Président de Carladès communauté
Les granges
6, rue de l'Elancèze
15/00 VIC-SUR-CERE

Copie à M. le maire de Thiézac
Copie à Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement d'Aurillac

Direction départementale des territoires du Cantal
22 rue du 139e régiment d'infanterie
BP 10414 – 15004 Aurillac cedex
Tel : 04 63 27 66 00

PRÉFET
DU CANTAL
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Plan local d'urbanisme Intercommunal (PLUi) de Carladès communauté

Modification n°1

Avis des services de l'État

1/ Rappel du contexte

Le PLUi de Carladès communauté a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 25 février 2020.

Le PLUi a fait l'objet de deux procédures d'évolution : modification simplifiée n° 1 (2021), modification simplifiée n°2 (2022).

La présente procédure de modification n°1 a été prescrite par délibération du conseil communautaire du 09 avril 2024.

2/ Objet du dossier

Le projet de modification n°1 a pour objet d'instaurer des emplacements réservés le long de la rivière Cère au niveau du site du Pas de Cère – commune de Thiézac.

3/ Composition du dossier

Le dossier présenté par la collectivité est composé des pièces suivantes :

- délibération de prescription du 09 avril 2024 ;
- rapport de présentation et annexes (examen au cas par cas (30 juillet 2025) et note d'auto-évaluation environnementale ;
- documents graphiques (règlement) ;
- règlement écrit.

4/ Observations des services de l'État

Direction départementale des territoires

Urbanisme

Selon le rapport de présentation, les emplacements réservés 32 et 33 sont créés pour s'assurer la maîtrise foncière des lieux permettant, à terme, d'améliorer les conditions d'accès et de découverte de l'Espace Naturel Sensible (ENS) du Pas de Cère
Cette évolution fait suite à la fermeture de l'accès du site avec le non-renouvellement des conventions de passage.
Le rapport précise qu'à ce jour, il n'y a pas de projet d'aménagement (p. 13).
Néanmoins, et bien que l'acquisition envisagée par l'EPCI ne soit pas mature, la privatisation actuelle du Pas de Cère par un tiers constitue un sujet important pour le territoire. La communauté de communes souhaite se doter de l'outil adapté à l'emplacement réservé.

Consommation d'espaces

Les conflits d'usages entre l'activité agricole et le passage sont limités par un retrait de 709 m², situé en bordure de parcelle.

Le dossier mentionne (p.26) que le projet n'ouvre pas de nouveaux droits à construire et n'a pas d'incidence sur la zone agricole. Néanmoins, même si la surface n'est pas élevée, la création d'un chemin entraîne une réduction des espaces agricoles. Il peut être préconisé au moment de la réalisation du projet, de prévoir les aménagements adéquats pour limiter les conflits d'usage.

Risques

Le secteur est concerné par un aléa fort inondation et deux aléas de niveau faible et moyen réglementés par un PPRN mouvement de terrain. Il est concerné par un aléa inondation de niveau fort. Le règlement de la zone N du PLUi Cère et Goul semble prévoir des aménagements dans ce secteur.

« Sont autorisés en zone N, les installations, extensions et aménagements nécessaires à la découverte de l'environnement et la pratique d'activités extérieures, à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et ne compromettent pas l'activité agricole. »

Environnement

Milieux naturels

De manière générale, le dossier comporte peu de dispositions concrètes en faveur de la préservation de la biodiversité et des milieux naturels qui restent, de ce fait, exposés aux impacts potentiels des projets.

Par ailleurs, l'état initial de l'environnement apparaît incomplet. L'absence d'identification précise des types d'habitats concernés, ainsi que l'insuffisante caractérisation des espèces faunistiques et floristiques, ne permettent pas d'évaluer de manière satisfaisante les enjeux écologiques liés à cette évolution du PLUi.

Délégation départementale de l'Agence régionale de santé

Nuisances et cadre de vie

Au titre de l'urbanisme favorable à la santé, il pourrait être intéressant de conserver voire renforcer la végétalisation, tout en diversifiant les plantations, et en limitant l'implantation d'espèces fortement allergènes, telles que cyprès, bouleau, chêne, aulne, frêne..., de prévoir des places « perméables », des cheminements doux (cf. guide ISADORA : un outil d'aide à l'intégration de la santé dans les opérations d'aménagement).

Il est rappelé que le territoire est concerné par l'arrêté préfectoral n°0751 du 21 juin 2019 prescrivant la destruction obligatoire des ambroisies, au même titre que toutes les communes du département, et qu'il convient de prévoir à ce titre d'intégrer dans l'aménagement de l'espace les moyens de lutte contre la prolifération de cette plante.

5/ Conclusion

Sous réserver de compléter l'état initial de l'environnement, un **avis favorable** est émis sur ce projet de modification n°1 du PLUi de Carladès communauté.

Enquête publique relative à la modification de droit commun n°1

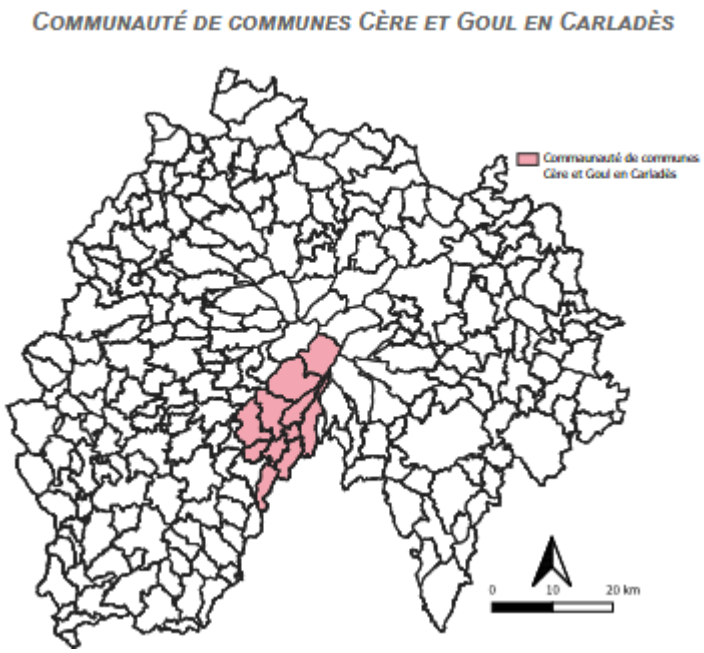
DEPARTEMENT DU CANTAL

Communauté de Communes
CARLADES COMMUNAUTE

***

ENQUETE PUBLIQUE du 28 JUILLET au 28 AOUT 2026

PROJET de MODIFICATION de DROIT COMMUN N°1 du PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL – PLUi



1-RAPPORT

Du COMMISSAIRE ENQUETEUR
Gérard MARTY

SOMMAIRE

PREAMBULE
1-objet de l'enquête
2-cadre juridique de l'enquête

Chapitre 1- Le contexte du projet
1.1-caractéristiques du territoire
1.2-textes de référence
1.3-zonages et enjeux environnementaux

Chapitre 2- Le projet envisagé
2.1-nature du projet
2.2-justification du projet
2.3-impacts du projet

Chapitre 3 -les étapes préalables à la mise à l'enquête
3.1-consultation de la MRAE
3.2-consultation préalable du public
3.3-consultation des PPA

Chapitre 4- L'enquête publique
4.1-publicité, dossier, moyens d'expression du public
4.2-déroulement de l'enquête – observations recueillies
4.3-synthèse de l'enquête

PIECES JOINTES
Annexe 1-copie de l'observation portée au registre
Annexe 2-copie mail de synthèse à la personne publique
Annexe 3-réponse de la personne publique

RAPPORT du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

PREAMBULE

1-objet de l'enquête

La présente enquête, prescrite par arrêté AR_2026_078 du 6 juillet 2026, a pour objet le projet de modification de droit commun n°1 du PLUi de Cère et Goul (ancien nom de la Communauté de communes aujourd'hui dénommée CARLADES COMMUNAUTE). Cette modification « doit permettre de modifier le règlement graphique et les annexes » du PLUi pour la création d'emplacements réservés de part et d'autre des berges de la Cère, au niveau du Pas de Cère, situé sur la commune de Thiézac.

2-cadre juridique de l'enquête

Le projet de modification de droit commun n°1 a été prescrit par délibération n°092-2024 du 9 avril 2024. Il s'agit d'apporter une modification au règlement graphique du PLUi ainsi qu'à l'annexe relative aux emplacements réservés. Dans la mesure où ces modifications pourraient avoir des conséquences sur le droit à construire (article L.153-41 alinéa 2), il est nécessaire d'appliquer la procédure de « modification de droit commun » régie par les articles L.153-36 à L.153-43 du Code de l'urbanisme.

L'enquête publique est régie par les dispositions du Code de l'environnement (livre I-titre II-chapitre III).

Par décision du 21/05/2026 n°E26000029/63, j'ai été chargé de la conduite de l'enquête par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Chapitre 1- Le contexte du projet

1.1-caractéristiques du territoire

La Communauté de communes CARLADES COMMUNAUTE anciennement CERE et GOUL en CARLADES se situe entre Aurillac et les monts du Cantal. Elle regroupe 11 communes qui totalisant 4 979 habitants en 2021 sur 237.5km², réparties dans 2 vallées parallèles :

-la vallée de la Cère : Saint Jacques des Blats, Thièzac, Vic sur Cère et Polminhac.

-la vallée du Goul : Saint Clément, Pailherols, Jou sous Monjou, Raulhac, Badailhac, Cros de Ronesque, St Etienne de Carlat. Elle est desservie par la RN122 qui relie la commune centre, Vic sur Cère, à la station de ski du Lioran ainsi qu'à la ville d'Aurillac, chef-lieu de département, situées toutes deux à 20km.

Le tourisme occupe une place importante et le site pittoresque du Pas de Cère qui fait l'objet de l'enquête en est une des composantes.

1.2-textes de référence

CARLADES COMMUNAUTE fait partie du syndicat mixte du SCoT d'Aurillac, du Carladès et de la Chataigneraie approuvé le 6 avril 2018.

Le PLUi actuellement en vigueur et qui fait l'objet du projet de modification a été adopté le 25/02/2020.

La modification des emplacements réservés telle qu'elle est envisagée s'inscrit en cohérence avec l'objectif n°5.2 du PADD -concilier développement touristique et préservation des espaces naturels.

Il faut rappeler que, dès 2009, la collectivité avait contractualisé avec le département pour, à travers 2 schémas de 5 ans successifs, inclure ce site dans une démarche ENS.

1.3- zonages et enjeux environnementaux

Les emplacements réservés envisagés sont concernés par plusieurs zonages identifiant différents enjeux environnementaux :

-ils se situent tous deux en zone N et partiellement en zone EBC pour le projet n°32 ;

-ils se trouvent dans le périmètre du site Natura 2000 « Vallées de la Cère et de la Jordanne » désigné au titre de la directive « Habitats » ;

-le secteur du Pas de Cère est classé Espace Naturel Sensible ;

-ils sont inclus dans la zone ZNIEFF de type 2 « Monts du Cantal » et à proximité de la type 1 « rebord ouest de la Vallée de la Cère » ;

-ils s'inscrivent dans un secteur identifié comme sensible au regard de la Trame Verte et Bleue ;

-le territoire intercommunal est concerné par plusieurs Plans Nationaux d'Action ;

-ils sont localisés sur des parcelles de prairies permanentes.

Par ailleurs, les futurs emplacements sont situés:

- en zone B1 et B2 « mouvements de terrain » du Plan de Prévention des Risques de la commune de Thièzac,

-en quasi-totalité dans la zone d'aléa fort « inondation ».

Chapitre 2- le projet envisagé

Adopté par délibération du 25/02/2020, le PLUi de Carladès Communauté a depuis fait l'objet de deux modifications simplifiées en 2021 puis en 2022. Outre le présent projet de modification de droit commun n°1 donnant lieu à enquête publique, en parallèle, est menée une consultation du public concernant une modification simplifiée n°3 qui porte sur les changements de destination et sur la protection des cellules commerciales.

2.1-nature du projet

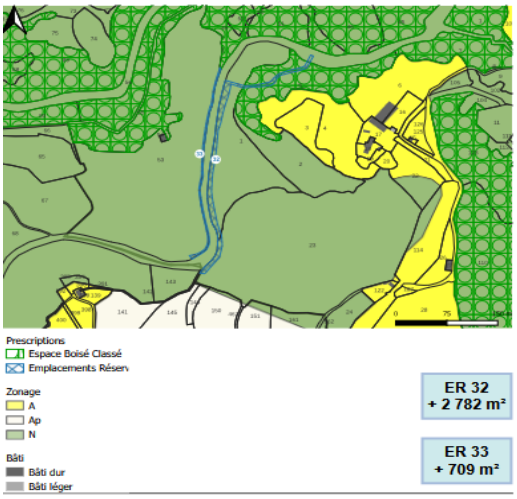
La modification de droit commun n°1 du PLUi, prescrite le 9 avril 2024 doit permettre des ajustements ciblés du document d'urbanisme. Elle a pour objectif de créer deux emplacements réservés au bénéfice de la communauté de communes, tous deux situés sur la commune Thièzac:

-l'un, n°32 a pour objectif de permettre la préservation d'accès au site ENS du Pas de Cère,

-l'autre, n°33 vise à permettre la création d'un accès au même site, en cheminement doux, sur l'autre rive.

Les emplacements réservés envisagés s'ajoutent aux emplacements déjà actés au PLUi et sont intégrés dans le tableau des emplacements réservés sous les numéros 32 et 33 (cf page 16 du rapport de présentation). Ils couvrent une superficie de respectivement 2782m² et 709m²

Après modification de droit commun n°1



2.2-justification du projet

Le projet n°32 situé sur la rive gauche de la Cère, doit permettre la privatisation de l'accès au site ENS du Pas de Cère. Le projet d'emplacement réservé n°33, situé sur la rive droite de la Cère, doit permettre en cas de nécessité la création d'un second accès au site ENS du Pas de Cère en cheminement doux.

Ces deux projets sont justifiés par le fait que le propriétaire du terrain d'assiette du sentier d'accès actuel n'a pas souhaité renouveler la convention de passage qui permettait aux visiteurs du site touristique du Pas de Cère d'emprunter le cheminement y conduisant dans de bonnes conditions de sécurité. La création des emplacements réservés doit permettre à la Communauté de communes de s'assurer de la maitrise foncière et lui permettre d'acquérir les terrains concernés en cas de vente par le propriétaire. Elle pourrait ainsi réouvrir un cheminement, sécurisé et respectueux de l'environnement, pour les visiteurs du site.

Ainsi, la CC utilise un outil offert par le PLUi qui lui permet de préserver l'avenir pour un accès au site du Pas de Cère très fréquenté et ce, depuis très longtemps.

2.3-impact du projet

Comme indiqué précédemment (§1-3), le projet se situe dans un secteur à forts enjeux environnementaux identifiés à travers différents zonages auxquels s'ajoute l'exposition à des risques naturels et technologiques.

Ces éléments sont bien identifiés et décrits dans le rapport de présentation. Il est précisé que cette modification de par sa nature foncière et règlementaire, n'ouvre pas de nouveau secteur à l'urbanisation, n'entraine pas « d'incidences environnementales significatives » ni aucune aggravation des risques. Au contraire, selon l'étude réalisée par le bureau OC'THEA, les nouveaux emplacements réservés envisagés « contribuent à la préservation du site de Pas de Cère ».

Le fait est que les projets d'aménagement futur des accès ne peuvent pas être précisés à ce stade et il n'est donc pas possible de connaitre précisément les éventuelles incidences qu'ils pourraient avoir sur l'environnement. Et, s'ils venaient à se réaliser, ils feraient l'objet des procédures règlementaires d'autorisation qui permettront d'intégrer les mesures de protection et de compensation nécessaires. Une auto évaluation environnementale, demandée par la MRAE a été effectuée et figure au dossier.

Chapitre 3- Les étapes préalables à la mise à l'enquête

Avant l'ouverture de l'enquête, Carladès Communauté a procédé aux consultations prévues par les textes pour ce type de projet :

-consultation de la MRAE
-consultation des autres personnes publiques associées
-concertation avec le public

3.1-consultation de l'autorité environnementale-MRAE

Le projet de modification de droit commun n°1 a été transmis à la MRAE pour avis le 04/08/2025. Celle-ci a rendu l'avis conforme suivant en date du 02/10/2025 : considérant que le projet « *est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine…* », elle requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux….

Par courrier du 17/11/2025, la Communauté de Communes a formè un recours grâcieux à l'encontre de cette décision en apportant des précisions complémentaires.

Par un nouvel avis conforme émis le 21/01/2026, l'autorité environnementale maintient son avis initial et confirme l'exigence d'une évaluation environnementale proportionnée afin « d'identifier les objets susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement » au regard des enjeux de consommation foncière, de biodiversité et de risques naturels.

La collectivité prenant acte de cet avis conforme réalise une auto-évaluation environnementale qui conclut à l'absence d'impact du projet sur l'état initial de l'environnement, le qualifiant « d'insignifiant ». Ce document, transmis à la MRAE, figure au dossier de l'enquête (pièce 2.2.2).

3.2-la concertation préalable du public:

Après avoir été prescrit, par délibération du 09/04/2024, le projet de modification n°1 a été soumis à une concertation préalable du public par délibération du 03/04/2026, conformément à l'article L.121-16 du code de l'Environnement. A noter que cette concertation a concerné la modification simplifiée objet de la présente enquête publique ainsi que la modification simplifiée n°3 qui n'en fait pas partie.

Cette concertation s'est déroulée sur 4 semaines, du 27 mars au 27 avril 2026. Elle a reçu une publicité à travers des avis dans la presse locale et sur le site de la Communauté de Communes. Le dossier de présentation des évolutions envisagées était tenu à la disposition du public au siège de la Communauté et accessible sur son site internet www.carlades.com. Les avis pouvaient également être recueillis en ligne sur le site de la personne publique ainsi que par mail s.evennou@carlades.fr.

Trois observations ont été émises dont une seule concernait la modification simplifiée n°3. Aucune observation n'a été émise concernant la modification de droit commun n°1 ce qui conduit à n'apporter aucune modification au projet présenté. Ce bilan a été approuvé par la communauté de communes par délibération du 04/06/2026. Il peut être consulté sur le site de la Communauté et figure également au dossier de l'enquête.

3.3-la consultation des personnes publiques associées-PPA

Outre la MRAE, seuls l'INAO et les services de l'Etat ont apporté une réponse non datée.

L'INAO n'a pas d'objection à formuler.

Deux services de l'Etat ont émis un avis dans une même note qui figure au dossier de l'enquête :

-la Direction Départementale des Territoires : sur le plan de l'urbanisme et de la consommation d'espace, elle souligne l'utilité du projet et note qu'il ne porte pas sur des aménagements, qu'il n'ouvre pas de nouveaux droits à construire, qu'il limite les conflits d'usage entre l'activité agricole et le passage tout en recommandant de les limiter le plus possible le moment venu. Au plan des risques, le secteur est concerné par un aléa fort de risque inondation et moyen de risque de mouvement de terrain ; la DDT mentionne que le règlement de la zone N du PLUi permet des aménagements dans un tel contexte. Concernant l'environnement, la DDT souligne le « *peu de dispositions concrètes en faveur de la préservation de la biodiversité et des milieux naturels…* » et demande que soit complété l'état initial de l'environnement afin de permettre une meilleure évaluation « *des enjeux écologiques liés à cette évolution du PLUi* ».

-l'Agence Régionale de Santé recommande de renforcer la végétalisation tout en diversifiant les plantations en limitant l'implantation d'espèces fortement allergènes ; de prévoir des places « perméables » ; d'intégrer dans l'aménagement les moyens de lutte contre l'ambroisie.

L'avis donné est favorable *« sous réserve de compléter l'état initial de l'environnement* ».

Chapitre 4- L'enquête publique

L'enquête publique pour le projet de modification de droit commun n°1 a été prescrite par arrêté n°AR_2026_078 du 06/07/2026.

4.1- publicité, dossier , moyens d'expression du public

-la publicité de l'enquête a été assurée par la publication d'un avis dans la presse locale : La Montagne les 13/07 et 03/08 ; La Voix Du Cantal les 11/07 et 5-8/08. Des affiches ont été apposées au siège de la Communauté de Communes où se tient l'enquête. L'avis est également publié sur le site internet hébergeant l'enquête https:/www.carlades.com/urbanisme/plui/.

-le dossier de l'enquête contient les pièces administratives, un rapport de présentation (36 pages), en annexe au rapport l'examen au cas par cas et la note d'évaluation environnementale, le document graphique relatif à la modification, les deux avis de la MRAE, la lettre de réponse de la communauté de communes au premier avis émis par la MRAE, l'avis des services de l'Etat et de l'INAO, les journaux contenant l'insertion. Le registre d'enquête est joint au dossier.

-le public est invité à consulter le dossier de l'enquête au siège de la Communauté de communes pendant toute la durée de l'enquête aux horaires d'ouverture des bureaux. Il peut également avoir accès au dossier sur le site internet hébergeant l'enquête. Enfin, un poste informatique est mis à disposition lors des permanences.

-les observations du public peuvent être recueillies sur le registre d'enquête publique disponible au siège de la Communauté, en les adressant par courrier ou par mail au commissaire enquêteur. Elles sont publiées et consultables sur le site hébergeant l'enquête.

4.2-déroulement de l'enquête - observation recueillies

Les conditions de déroulement de l'enquête n'appellent pas d'observation particulière. Les locaux des permanences comme les documents mis à disposition du public ainsi que les conditions d'accueil du public sont en tout point conformes aux attentes.

J'ai tenu trois permanences au siège de la Communauté au rez-de-chaussée : les 28/07, 11/08 et 28/08/2026 de 9h à 12h.
Aucune observation concernant le projet de modification de droit commun n°1 n'a été recueillie, ni au registre, ni par courrier, ni par mail. Une personne s'est toutefois présentée lors de la deuxième permanence (Mme de Massol) et a inscrit une réclamation au registre d'enquête (cf pièce jointen°1). Toutefois, celle-ci, comme elle l'indique, « ne concerne pas la modification n°1 », dans la mesure où elle porte sur « les changements de destination de quelques bâtiments ». Elle y exprime son regret de ne pas avoir été consultée concernant un bâtiment lui appartenant.

4.3-synthèse de l'enquête
Comme indiqué ci-dessus l'enquête publique pour la création de deux emplacements réservés le long de la rivière La Cère de façon à préserver la possibilité de créer un accès public au site du Pas de Cère n'a pas donné lieu à observation de la part du public. Dans la mesure où la publicité nécessaire à ce projet de modification du PLUi a été faite en bonne et due forme, cette absence de réaction me conduit à conclure que le projet ne soulève de difficulté ni aux yeux des propriétaires concernés, ni aux yeux des habitants, ni de toute autre personne.

J'ai fait part de ce résultat à la personne publique par mail du 29/08/2026 (cf pièce jointe n°2). Dans ce message j'ai également soulevé un point relatif à l'absence de suite donnée par la Communauté de Communes à la réserve des services de l'Etat dans leur avis, à savoir que leur avis est favorable « *sous réserve de compléter l'état initial de l'environnement* ».
Par lettre du 1/09 (cf pièce jointe n°3) prenant acte de l'absence d'observation, concernant ma question, le président de Carladès Communauté porte à ma connaissance l'existence d'études faune-flore réalisées en amont des aménagement initiaux de 2012-2013. Il ajoute qu'au lancement du projet de modification en 2021 « *une enquête sur la flore des espaces boisés du site a été élaborée avec une attention particulière sur l'état de la zone prairiale* ». Il m'indique enfin que ces éléments ont été présentés aux services de l'Etat dans le cadre des comités de suivi annuels.
N'ayant pas connaissance des études en question ni des échanges auxquels elles ont donné lieu entre la personne publique et les services de l'Etat, je m'en tiens à la réponse qui m'est faite. Je note toutefois que la demande de l'Etat porte sur l'état initial de la flore et de la faune et que la réponse de Carladès communauté évoque l'étude de la seule flore.
Sans remettre en question la pertinence de la demande de l'Etat ni de la réponse de la Communauté il m'apparait que, dans la mesure où la création des emplacements réservés objet de l'enquête ne donne pas lieu à des aménagements immédiats, que le moment venu ceux-ci devront faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable qui permettra aux services instructeurs d'approfondir ce point particulier. D'ici là, il n'y aura pas eu d'impact sur le milieu.

Fait à Trizac, le 10 septembre 2026
Le commissaire enquêteur
Signé : G Marty

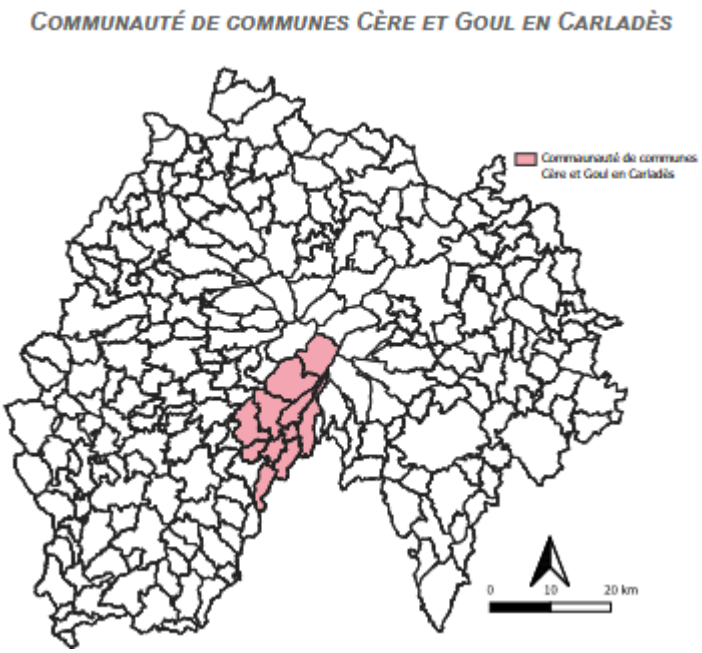
DEPARTEMENT DU CANTAL

Communauté de Communes
CARLADES COMMUNAUTE

***

ENQUETE PUBLIQUE du 28 JUILLET au 28 AOUT 2026

PROJET de MODIFICATION de DROIT COMMUN N°1 du PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL – PLUi



2-CONCLUSIONS

du COMMISSAIRE ENQUETEUR
Gérard MARTY

La présente enquête publique, prescrite par arrêté n°78-2026 du 6 juillet 2026 du président de la Communauté de communes, a été conduite par Gérard Marty sur désignation du Tribunal administratif de Clermont Ferrand du 21 juin 2026. Elle a pour objet de consulter le public et de recueillir ses observations sur le projet de modification de droit commun n°1 du PLUi de CARLADES COMMUNAUTE. Elle s'est déroulée du 28 juillet 2026 à 9h au 28 août 2026 à 12h. La procédure de modification de droit commun est régie par les articles L.153-36 à L.153-43 du Code de l'urbanisme.

LE PROJET

Le projet de création de deux emplacements réservés pour l'accès au site du Pas de Cère soumis à l'enquête nécessite une modification de droit commun du PLUi de Carladès Communauté en vigueur depuis le 25 février 2020.

Le site touristique du Pas de Cère était accessible aux visiteurs par un cheminement situé en bordure de la Cère, sur une propriété privée dont le propriétaire l'avait autorisé par une convention qu'il n'a pas souhaité renouveler lorsqu'elle est arrivée à son terme. Dès lors, l'accès au site ne se fait plus qu'à partir de l'aire située en bordure de la RN122.

De façon à pouvoir le recréer, grâce à ces emplacements réservés, la Communauté de Commune se donne les moyens de préempter le foncier nécessaire lorsque le propriétaire le mettra en vente. La première réservation (n°32) se situe sur la rive gauche de la Cère où se trouvait déjà le chemin d'accès et porte sur une surface de 2782m². Une deuxième réservation (n°33) est également prévue qui donne la possibilité d'un deuxième tracé sur l'autre rive de la Cère et porte sur une surface de 709m². Ce projet est soumis à enquête publique et a fait l'objet d'une auto-évaluation environnementale dans la mesure où les réservations envisagées se situent en zone naturelle sensible sur une site soumis à de nombreuses contraintes environnementales.

CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

- SUR L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Le déroulement de l'enquête n'appelle pas d'observation particulière. La publicité nécessaire a été faite. Le dossier mis à la disposition du public au siège de la Communauté de communes (Les Granges, 6, rue de l'Elancèze à Vic sur Cère) présentait le projet et les différentes pièces utiles à sa compréhension de façon claire et complète.

Lors des 3 permanences que j'ai tenues au siège de la Communauté les 28/07, 11/08 et 28/08/2026 de 9h à 12h, une seule personne s'est présentée et a mentionné une observation au registre de l'enquête. Toutefois, ainsi qu'elle l'a précisé elle-même au registre, son observation ne porte nullement sur le projet soumis à l'enquête mais sur d'autres aspects du PLUi et de son élaboration.

- SUR LA CONCERTATION PREALABLE

Avant mise à l'enquête, la Communauté communes a soumis le projet à une concertation avec le public et a sollicité l'avis des personnes publiques associées.

Aucun avis n'a été émis lors de la concertation préalable du public.

Concernant les Personnes publiques associées, l'INAO a répondu sans formuler de restriction ; à noter que la chambre d'agriculture n'a pas répondu. Les services de l'Etat ont donné un avis groupé (DDT ARS) favorable *« sous réserve de compléter l'état initial de l'environnement* ».

N'ayant pas trouvé de suite donnée dans le dossier j'ai interrogé le Président de Carladès Communauté qui considère avoir répondu à ce besoin lors du lancement du projet de

modification, ce dont les services de l'Etat auraient eu connaissance lors de la présentation du projet.

- SUR LE PROJET ET LA PRISE EN COMPTE DES AVIS EMIS LORS DES CONSULTATIONS PREALABLES

Comme indiqué dans le dossier de présentation, ces emplacements réservés sont envisagés dans une perspective de « *valorisation encadrée du site, fondée sur des usages doux et compatibles avec la sensibilité environnementale des milieux* ». Il ne fait donc pas de doute que le maitre d'ouvrage soit attentif à la préservation environnementale du site.
Concernant l'absence de réponse explicite à la réserve émise par les Services de l'Etat, pour pertinente qu'elle soit, je considère qu'elle ne fait pas obstacle à la validation du projet de création des emplacements réservés. En effet :

- Il s'agit d'une mesure foncière règlementaire qui ne génère pas directement de phénomènes de destruction ni de perturbation du milieu naturel,
- Tout projet ultérieur d'aménagement fera l'objet d'une analyse environnementale adaptée conformément aux règles en vigueur.
- J'ajoute qu'à mon sens, l'étude de la situation faune flore gagnerait à être réalisée au moment du lancement du projet d'aménagement des accès qui dépend de la décision du propriétaire de vendre le foncier à un horizon indéterminé.

AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Au vu

- Du dossier mis à la disposition du public qui contient les éléments nécessaires à la bonne compréhension du projet,
- Des conditions en tout point satisfaisantes du déroulement de l'enquête,
- De l'absence d'observation du public lors de la concertation préalable,
- De l'autoévaluation environnementale réalisée suite à la demande de la MRAE,
- Des réponses des PPA,
- Des éléments apportés par la personne publique au cours de l'enquête en particulier relativement à l'étude complémentaire demandée dont on peut raisonnablement considérer qu'elle peut être satisfaite lors de la demande d'autorisation de réaliser les aménagements envisagés le moment venu.

Considérant que le projet de création des deux emplacements réservés n°32 et n°33

- Respecte le PADD,
- Ne crée pas de nouvelle zone à urbaniser ni d'artificialisation des sols,
- Est envisagé clairement et de façon explicite (cf dossier de présentation pages 18 et s.) avec le souci de tout faire pour limiter la perturbation du milieu naturel,
- Et que la portée de cette création d'emplacements est de nature règlementaire et ne crée pas de droit à aménager mais une simple possibilité d'acquérir la maitrise foncière à cet effet ;

J'émets UN AVIS FAVORABLE au projet de modification de droit commun n°1 du PLUi de Carladès Communauté tel que soumis à l'enquête et visant à créer deux emplacements réservés n°32 et 33.

Fait à Trizac, le 10 septembre 2026
Le commissaire enquêteur
Signé : G Marty

PREMIÈRE JOURNÉE

Les _____ de _____ heures _____ à _____ heures _____

Observations de M[1] _____

Florence de Masnil
14, Espinasse 15800 Thiézac
même si mon observation ne concerne pas la "modification de droit commun n°-1" mais les changements de destination de quelques batiments dans la commune de Thiézac, je tenais à vous communiquer ceci :

- je suis propriétaire à Espinasse et ai confié la gestion des terrains et batiments agricoles à l'EARL du Pas de Cere dirigée par J.F. Navaro.
- j'ai découvert avec surprise que la grange-étable de l'exploitation sur la parcelle AY 20 pouvait dorénavant changer de destination.
- c'est une modification que j'aprouve
- mais il m'aurait semblé normal qu'en tant que propriétaire de batiment, j'en sois spécialement informée, voire, révoqué un peu, consulté préalablement.
- trop de décisions, de consultations, d'études dans le Cantal (et surement ailleurs) oublient les propriétaires. Or, c'est en étant unis, tous et toutes ensemble, que nous pourrons relever les énormes défis qui attendent notre territoire.

Florence de Masnil
Vic sur Cère le 11 Août 2026

[1] *Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire-enquêteur.*

Gmail **Gerard Marty <gmarty.marty@gmail.com>**

enquête publique relative à la modification n°1 du PLUI-rapport de synthèse des observations

1 message

Gerard Marty <gmarty.marty@gmail.com> 29 août 2026 à 19:10
À : "s.evennou@carlades.fr" <s.evennou@carlades.fr>

M le président
(aux bons soins de Mme S.Evennou)
L'enquête publique que vous avez prescrite pour la modification de droit commun n°1 du PLUI de Carladès Communauté s'est terminée le 28/08/2026. J'ai remis le registre d'enquête dûment clôturé par mes soins à Mme Evennou.
J'ai l'honneur de vous adresser par le présent message la synthèse des observations recueillies, conformément à l'article 7 de votre arrêté prescrivant l'enquête.
En fait, au terme de l'enquête aucune observation n'a été formulée concernant la modification de droit commun n°1. Seule une observation a été inscrite au registre mais, de l'aveu même de son auteur Mme de Massol, elle ne concerne pas le projet mis à l'enquête. Vous pourrez en consulter la teneur au registre qui se trouve entre les mains de vos services.
Je me permets d'ajouter une question concernant la suite donnée à l'avis émis par les services de l'État. Ceux-ci, dans leur conclusion émettent un avis favorable sur le projet de modification n°1 "sous réserve de compléter l'état initial de l'environnement". Je n'ai pas trouvé au dossier de réponse de votre part susceptible de lever cette réserve. Pourriez vous me la communiquer ou, à défaut, m'indiquer les motifs qui vous ont amené à ne pas répondre et me donner les éléments éventuels qui auraient été ignorés des services et qui, de votre point de vue, répondent à leur demande? Je me tiens bien entendu à votre disposition pour une rencontre si vous le souhaitez.
Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire à l'assurance de ma considération distinguée.

Gérard MARTY
commissaire enquêteur
06 03 61 73 73

Vic-sur-Cère, le 1er septembre 2026

A l'attention de Monsieur le Commissaire-enquêteur

Objet : synthèse des observations dans le cadre de l'enquête publique liée à la procédure de modification de droit commun n°1 du PLUi de Carladès Communauté

Affaire suivie par Stéphanie EVENNOU – mail : s.evennou@carlades.fr

2026-194-SE

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

J'accuse réception de votre mail du 29 août 2026 faisant état d'aucune observation dans le cadre de l'enquête publique précitée.

Concernant votre question liée à la réserve mentionnée par les services de l'Etat, le site du Pas de Cère a été aménagé dans les années 2013-2014. En amont de cet aménagement, un état du site accompagné d'études faune-flore a été réalisé. En 2021-2022, une enquête sur la flore et les espaces boisés du site a été élaborée avec une attention particulière sur l'état de la zone prairiale, objet de la modification de droit commun n°1. Ces éléments ont été présentés dans le cadre des comités de suivi annuels de l'Espace naturel sensible du Pas de Cère où les services de l'Etat sont associés.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'informations,

Veuillez croire, Monsieur le Commissaire-enquêteur, en l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe MOURGUES,

Président de Carladès Communauté

Carladès Communauté (Cantal)

Carladès Communauté
6 rue de l'Elancèze - 15800 VIC-SUR-CERE
Tél.: 04 71 47 89 00
www.carlades.com
facebook.com/CarladesCommunaute